



Observatoire national de
la protection de l'enfance

RAPPORT PUBLIC

La situation des pupilles de l'État

Enquête au
31 décembre 2021

Juillet 2023

La situation des pupilles de l'État

Enquête au 31 décembre 2021

L'ONPE remercie les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et les services des conseils départementaux. Leur disponibilité et leur participation ont permis d'obtenir 100% de retour pour la publication des résultats de cette enquête annuelle.

Sous la direction de Flore Capelier, directrice de l'ONPE, ce rapport fait suite à un travail réalisé par Milan Momic, démographe et chargé d'études, consistant en la collecte des données auprès des services déconcentrés de l'État et des conseils départementaux, leur analyse et la rédaction de l'ensemble du rapport.

Anne Oui, chargée de mission, a participé au suivi du projet et à la finalisation du présent document.

Le rapport et ses annexes sont disponibles sur le site de l'ONPE : www.onpe.gouv.fr.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

8

1. Les enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021 11

| | |
|---|----|
| 1.1. Nombre et évolution | 12 |
| 1.1.1. Une augmentation soutenue du nombre de pupilles de l'État au niveau national | 12 |
| 1.1.2. De fortes disparités entre départements | 13 |
| 1.2. Profil des enfants pupilles de l'État au 31 décembre 2021 | 13 |
| 1.3. Conditions d'admission | 14 |
| 1.3.1. Répartition et évolution | 14 |
| 1.3.2. Âge à l'admission et durée de prise en charge préalable | 16 |
| 1.4. Modalités d'accueil des enfants pupilles de l'État | 18 |
| 1.5. L'existence ou non d'un projet d'adoption selon le profil des enfants | 24 |
| 1.5.1. Les motifs d'absence de projets d'adoption | 25 |

2. Évolution de la situation des pupilles au cours de l'année 2021 28

| | |
|---|----|
| 2.1. Les admissions en 2021 | 29 |
| 2.1.1. Une grande hétérogénéité des parcours avant l'admission au statut de pupille de l'État | 32 |
| 2.1.2. Le devenir des enfants admis | 35 |
| 2.1.3. Les enfants présentant des besoins spécifiques | 35 |
| 2.2. Les sorties en 2021 | 36 |
| 2.3. Les placements en vue d'adoption en 2021 | 38 |

| | |
|--|------------|
| 3. Analyses complémentaires | 41 |
| 3.1. L'augmentation notable de l'activité des conseils de famille en 2021 | 41 |
| 3.1.1. Présidence et activité des conseils de famille | 42 |
| 3.1.2. L'examen des situations par les conseils de famille | 43 |
| 3.2. Accompagnement des familles après restitution d'un enfant | 44 |
| 3.3. Familles agréées | 44 |
| 3.3.1. Évolutions relatives aux agréments d'adoption | 44 |
| 3.3.2. Les agréments selon les départements | 45 |
| 3.3.3. Durée entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption | 47 |
| 3.3.4. L'âge des adoptants | 47 |
| CONCLUSION | 49 |
| Annexes | 53 |
| Annexe 1 : Questionnaire | 55 |
| Annexe 2 : Données statistiques sur les enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021 | 63 |
| Annexe 3 : Données statistiques sur les mouvements des pupilles de l'État en 2021 : admissions, sorties et placements en vue d'adoption | 95 |
| Annexe 4 : Données statistiques complémentaires : naissances avec demande de secret de l'identité de la mère, enfants trouvés, enfants remis | 111 |
| Annexe 5 : Données statistiques sur le fonctionnement des conseils de famille des pupilles de l'État | 115 |
| Annexe 6 : Données statistiques sur les agréments d'adoption et les familles agréées pour l'adoption | 127 |
| Liste des graphiques, cartes et tableaux | 131 |

Introduction

L'enquête sur la situation des pupilles de l'État, mise en place en 1987 par la direction générale de la Cohésion sociale (DGCS), a été confiée en 2006 à l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE). Initialement réalisée tous les deux ans, cette enquête est annuelle depuis 2006. Elle permet ainsi de disposer de données actualisées et d'un meilleur suivi du devenir immédiat des enfants admis au statut de pupille de l'État, notamment ceux admis en fin d'année et susceptibles d'être « restitués » au début de l'année suivante à leurs parents. Cette connaissance était impossible lorsque l'enquête était bisannuelle. Le fait que l'enquête soit annuelle ne permet pas en revanche aux départements de chiffrer précisément le nombre d'enfants bénéficiant du statut de pupille au 31 décembre de l'année enquêtée. En effet, le recueil des données ayant lieu en fin d'année, les services départementaux n'ont pas toujours connaissance de l'ensemble des admissions provisoires effectives et une visibilité sur l'ensemble des jugements d'adoption prononcés. Il en est de même des décisions judiciaires, notamment celles concernant les déclarations judiciaires de délaissement parental, reçus parfois tardivement par les services départementaux. Pour l'ensemble de ces raisons, les chiffres doivent être consolidés d'une année sur l'autre.

La collecte se fait au moyen d'un questionnaire rempli conjointement par les services déconcentrés de l'État et les conseils départementaux. L'ONPE fait dans ce cadre un travail important de lien avec les départements pour assurer un taux de retour de 100 % et ainsi avoir l'ensemble des données.

Cette investigation permet de faire le point chaque année sur la situation des pupilles de l'État, le fonctionnement des conseils de famille et les agréments d'adoption, et ainsi avoir :

- un suivi précis des évolutions et des tendances;
- des données précises sur l'adoption des pupilles de l'État;
- un recul historique par le suivi des parcours des enfants dans le statut;
- connaissance des parcours singuliers (par exemple : enfant né sous le secret, restitué puis à nouveau admis comme pupille de l'État avec une filiation établie au cours de la même année);
- connaissance des parcours courts sur deux années consécutives (restitution en année $n+1$ d'enfants admis en fin d'année n).

L'enquête réalisée en 2022 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2021, donc avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 février 2022 visant à réformer l'adoption¹ et les effets qui en découlent.

Au 31 décembre 2021, les pupilles de l'État étaient au nombre de 3 965. Au cours de cette année, 1 552 enfants ont été admis comme pupilles et 1 051 enfants ont quitté ce statut. Au total, au cours de l'année 2021, 5 016 enfants ont bénéficié du statut de pupille de l'État.

Le présent rapport présente les résultats de l'enquête nationale, menée chaque année par l'ONPE auprès des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités DREETS² et des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance, sur la situation des pupilles de l'État. Il est composé de trois parties.

Dans la première partie, la situation des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021 (3 965 enfants) est décrite, notamment en fonction de leurs conditions d'admission, de leur sexe et de leur âge. Une attention particulière est portée aux pupilles présentant des besoins spécifiques³, c'est-à-dire des enfants pour lesquels un projet d'adoption est difficile à mettre en place du fait de leur situation personnelle, de leur histoire, de leurs besoins. Il s'agit d'enfants avec des besoins en santé importants, dans une situation de handicap, ayant un âge élevé ou encore de situation de fratrie.

Dans la deuxième partie, sont analysées les admissions (1 552 enfants) et les sorties (1 051 enfants, principalement faisant suite à un jugement d'adoption ou du fait de la majorité) du statut de pupilles de l'État enregistrées en 2021 par les conseils départementaux. Cette partie comprend également l'analyse de la situation des 390 enfants qui ont été confiés en vue d'adoption sur décisions des conseils de famille en 2021.

Dans la troisième partie des informations complémentaires sont apportées sur les pupilles de l'État remis par leurs parents ou déclarés sans filiation (1°, 2° et 3° alinéas de l'article L224-4 du CASF), ainsi que sur le fonctionnement des conseils de famille et le nombre des candidats à l'adoption dans chaque département (demandes d'agrément).

1. Pour aller plus loin, voir : ONPE (2022, mai). *La loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants : contexte, analyses et perspectives*. Coll. Note juridique, p. 61 [\[en ligne\]](#).

2. Les DREETS ont été créées par le décret 2021-1545 du 9 décembre 2021. Celui-ci organise le rapprochement des directions régionales de la cohésion sociale (DRCS) et des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DI(R)ECCTE) au niveau régional et crée les directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, services déconcentrés de l'État communs aux ministres chargés des affaires sociales, de l'économie et des finances, du travail et de l'emploi. Les DREETS pilotent, animent et coordonnent les politiques publiques mises en œuvre dans la région, en s'articulant avec les directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), les directions départementales de la protection des populations (DDPP), et les directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) dans les départements où ces dernières sont fusionnées. Ces directions départementales interministérielles sont placées sous l'autorité du préfet.

Cette organisation est adaptée en Île-de-France avec une direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS), et en outre-mer avec des directions de l'économie de l'emploi du travail et des solidarités exerçant les compétences confiées en métropole au niveau régional et départemental en Guadeloupe, en Martinique, à Mayotte et à La Réunion.

3. Le terme de « besoins spécifiques » remplace désormais celui de « particularités ».

Encadré 1 Les conditions d'admission des enfants pupilles de l'État

Le recours au statut de pupille de l'État constitue un des moyens d'action de la protection de l'enfance. Cela concerne des enfants qui, pour différentes raisons, n'ont pas de parents titulaires de l'autorité parentale en mesure de les prendre en charge ou d'assurer leur éducation, ni d'assurer leur bien-être. Les enfants pupilles de l'État vivent dans les mêmes familles d'accueil et les mêmes établissements que les enfants bénéficiant d'une mesure de placement en protection de l'enfance. Ils font l'objet d'un projet d'adoption dans les meilleurs délais lorsque cette démarche est adaptée à leur situation et dans la perspective de répondre à leurs besoins.

Le statut des pupilles de l'État est défini dans le Code de l'action sociale et des familles (livre II, titre II, chapitre IV). Les enfants peuvent être admis comme pupilles de l'État selon six critères mentionnés dans l'article L. 224-4 :

« 1° Les enfants dont la filiation n'est pas établie ou est inconnue [...] ;

2° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupilles de l'État par les personnes qui ont qualité pour consentir à leur adoption [...] ;

3° Les enfants dont la filiation est établie et connue, qui ont expressément été remis au service de l'aide sociale à l'enfance [...] par leur père ou leur mère en vue de leur admission comme pupilles de l'État et dont l'autre parent n'a pas fait connaître au service, [...], son intention d'en assumer la charge [...] ;

4° Les enfants orphelins de père et de mère pour lesquels la tutelle n'est pas organisée selon le chapitre II du titre X du livre I^{er} du code civil [...] ;

5° Les enfants dont les parents ont fait l'objet d'un retrait de l'autorité parentale en vertu des articles 378 et 378-1 du code civil [...] ;

6° Les enfants recueillis par le service de l'aide sociale à l'enfance en application des articles 381-1 et 381-2 du code civil. »

Si l'admission ne fait pas suite à une décision judiciaire (retrait total de l'autorité parentale ou déclaration judiciaire de délaissement parental), le statut de pupille de l'État devient définitif après un délai de rétractation de deux ou six mois, selon les cas.

Selon l'article L.224-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF), les organes chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont : le représentant de l'État dans le département qui exerce la fonction de tuteur, et le conseil de famille des pupilles de l'État. La composition, le fonctionnement et le rôle des conseils de famille chargés de la tutelle des pupilles de l'État sont définis dans les articles R.224-1 et suivants du CASF. Les enfants concernés sont par ailleurs pris en charge par les services départementaux de l'aide sociale à l'enfance.

Pour certaines catégories d'admission, les père et mère de l'enfant doivent consentir à son adoption, pour d'autres, c'est le conseil de famille qui décide. Conformément à l'article L.225-1 du CASF, les pupilles « doivent faire l'objet, dans les meilleurs délais, d'un projet de vie, défini par le tuteur avec l'accord du conseil de famille, qui peut être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant ». Les pupilles de l'État, conformément à l'article L.225-2 du CASF, « peuvent être adoptés soit par les personnes à qui le service de l'aide sociale à l'enfance les a confiés pour en assurer la garde lorsque les liens affectifs qui se sont établis entre eux justifient cette mesure, soit par des personnes agréées à cet effet, soit, si tel est l'intérêt desdits pupilles, par des personnes dont l'aptitude à les accueillir a été régulièrement constatée dans un État autre que la France, en cas d'accord international engageant à cette fin ledit État ».

1. Les enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021

Cette partie vise à mieux comprendre le nombre et le profil des enfants bénéficiant du statut de pupilles de l'État au 31 décembre 2021, en retraçant les évolutions marquantes en la matière à savoir :

- le nombre et l'évolution des pupilles de l'État : pour l'année 2021, on retiendra une augmentation soutenue du nombre de pupilles de l'État au niveau national (+14,5 % par rapport à 2020, et +70 % entre 2012 et 2021), tandis que la proportion d'enfants confiés en vue d'adoption parmi l'ensemble des pupilles de l'État continue à diminuer (23 % contre 25,8 % en 2020);
- la poursuite de disparités locales importantes en la matière;
- une répartition par sexe et âge des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État sensiblement identique aux années précédentes;
- l'évolution des conditions d'admission à plusieurs titres.

Pour ne donner que quelques indications détaillées dans les développements suivants, au 31 décembre 2021, la majorité des enfants qui bénéficient du statut de pupille ont été admis sans filiation ou à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental⁴ (articles 381-1 et 381-2 du Code civil).

On note également qu'au 31 décembre 2021, les pupilles de l'État sont âgés en moyenne de 9,3 ans et ont été admis en moyenne à l'âge de 6,9 ans. Par ailleurs, on retiendra qu'avant leur admission comme pupilles de l'État, 74 % des enfants ont connu une prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance.

Enfin, et sans être exhaustif, toujours au 31 décembre 2021, plus des trois quarts des enfants pupilles de l'État (77 %, soit 3052 enfants) ne sont pas placés en vue d'adoption⁵. Parmi eux, plus de quatre enfants sur cinq vivent en famille d'accueil.

4. Y compris ceux admis antérieurement à 2016 à la suite d'une déclaration judiciaire d'abandon (ancien art. 350 du Code civil).

5. Dans l'attente d'un éventuel placement en vue d'adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant, les pupilles de l'État vivent en famille d'accueil et/ou en établissement relevant de l'aide sociale à l'enfance. Pour les enfants les plus âgés, certains peuvent aussi vivre en logement autonome.

1.1. Nombre et évolution

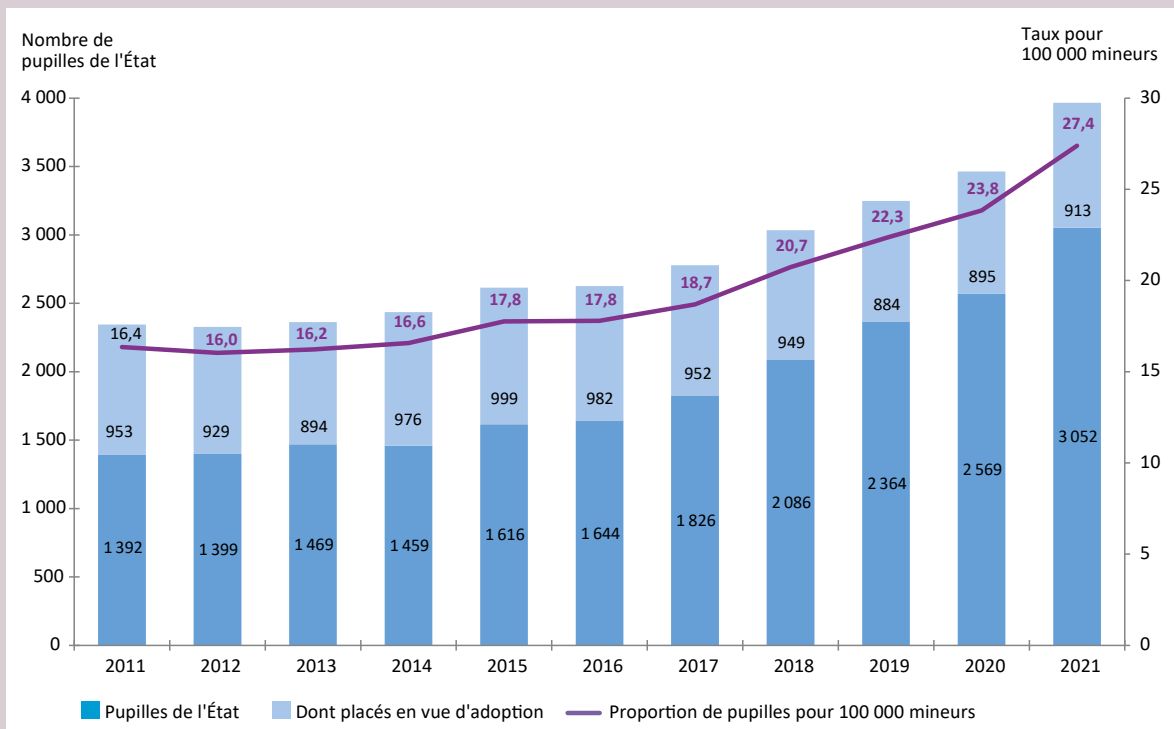
1.1.1. Une augmentation soutenue du nombre de pupilles de l'État au niveau national

Au 31 décembre 2021, 3 965 enfants bénéficiaient du statut de pupille de l'État en France, soit un ratio de 27,4 pour 100 000 mineurs (contre 23,8 un an plus tôt) [graphique 1]. Le nombre de pupilles de l'État augmente pour la neuvième année consécutive, de manière soutenue (+14,5 % par rapport à 2020, et +70 % entre 2012 et 2021).

À cette date, 913 enfants vivaient dans une famille en vue d'adoption, un nombre en légère augmentation (+2 %) par rapport à 2020 (voir partie 1.4). Malgré cette augmentation la proportion d'enfants confiés en vue d'adoption parmi l'ensemble des pupilles de l'État continue à diminuer (23 % contre 25,8 % en 2020). Cette baisse est observée depuis 2015.

Ces données sont à mettre en perspective avec l'entrée en vigueur de loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant. Le statut de pupille de l'État concerne ainsi une proportion d'enfants de plus en plus importante, sans pour autant que ce statut ne débouche systématiquement sur une adoption.

Graphique 1 Évolution du nombre de pupilles de l'État en France, au 31 décembre, entre 2011 et 2021



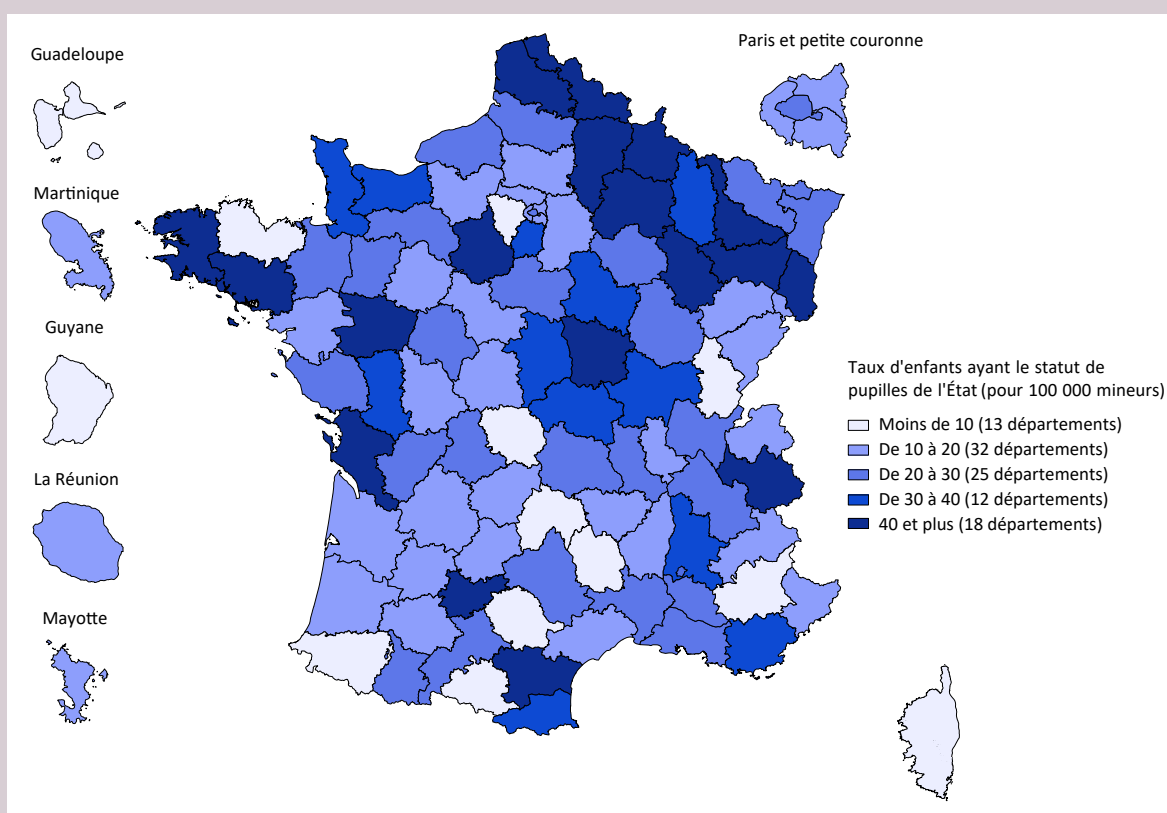
Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2011-2021.

Sources • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023. Insee, estimations de population (0-17 ans) au 1^{er} janvier 2022.

1.1.2. De fortes disparités entre départements

Parmi les départements comptant des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État, les taux d'enfants pupilles rapportés à 100 000 mineurs varient très fortement d'un département à l'autre, entre 3,5 pour 100 000 pour le département de l'Ariège et 82,1 pour 100 000 pour le département de l'Aude (carte 1)⁶. Au 31 décembre 2021, l'analyse des données recueillies confirme ces écarts : ainsi, le nombre d'enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État varie de 1 dans les départements de l'Ariège et de la Creuse à 399 dans le département du Nord (voir annexe 2-1).

Carte 1 Taux de pupilles de l'État au 31 décembre 2021



Champ • France entière.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, mai 2023. Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2021.

1.2. Profil des enfants pupilles de l'État au 31 décembre 2021

La répartition par sexe et âge des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État (voir annexe 2-2) est sensiblement identique aux années précédentes. Les garçons (54 %) sont plus nombreux que les filles et la moyenne d'âge est de 9,3 ans. Les pupilles âgés de moins d'un an représentent 9 % de l'ensemble de cette population (contre 12,4 % un an plus tôt) et 7,5 % des pupilles ont atteint l'âge de 17 ans (contre 8,2 % un an plus tôt).

⁶. Est exclu le département de la Lozère qui ne compte aucun pupille au 31/12/2021 et pour lequel le taux est de 0 pour 100 000.

1.3. Conditions d'admission

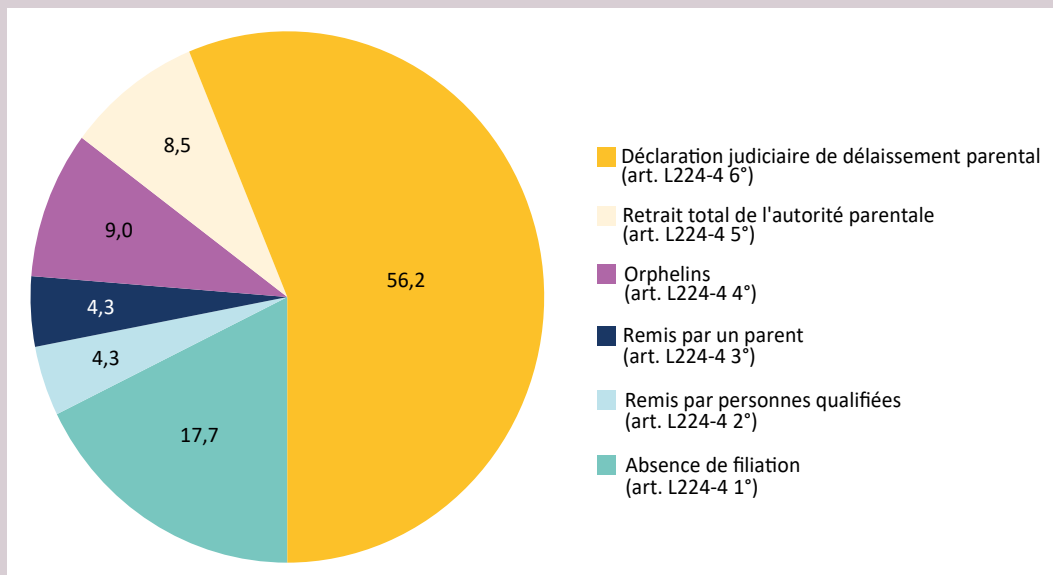
Au 31 décembre 2021, la majorité des enfants qui bénéficient du statut de pupille ont été admis sans filiation ou à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental⁷ (articles 381-1 et 381-2 du Code civil). Les effectifs par catégorie, relativement stables jusqu'en 2016, ont fortement évolué depuis la loi de 2016 sur la protection de l'enfant, notamment pour les enfants dont l'admission fait suite à une décision judiciaire et pour les enfants admis en tant qu'orphelins.

1.3.1. Répartition et évolution

Concernant les conditions d'admission (*graphique 2*) :

- Près de 65 % des enfants pupilles de l'État ont été admis à la suite d'une décision judiciaire :
 - 56,2 % sur le fondement des articles 381-1 et 381-2 du Code civil (déclaration judiciaire de délaissement parental). Depuis 2014, les enfants ainsi admis constituent le premier groupe d'enfants ayant le statut de pupille de l'État ;
 - 8,5 % à la suite d'un retrait total de l'autorité parentale.
- Plus de 26 % ont été admis à la suite d'une remise par les parents :
 - 17,7 % en application de l'article L224-41° du CASF (enfants remis après un accouchement sous le secret ou enfants « de filiation inconnue ») ;
 - 8,5 % en application des 2° et 3° de l'article L224-4 du CASF (enfants remis expressément à l'ASE par un ou deux parents ou par une personne ayant qualité pour consentir à son adoption).

Graphique 2 Conditions d'admission des pupilles de l'État, au 31 décembre 2021



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021.

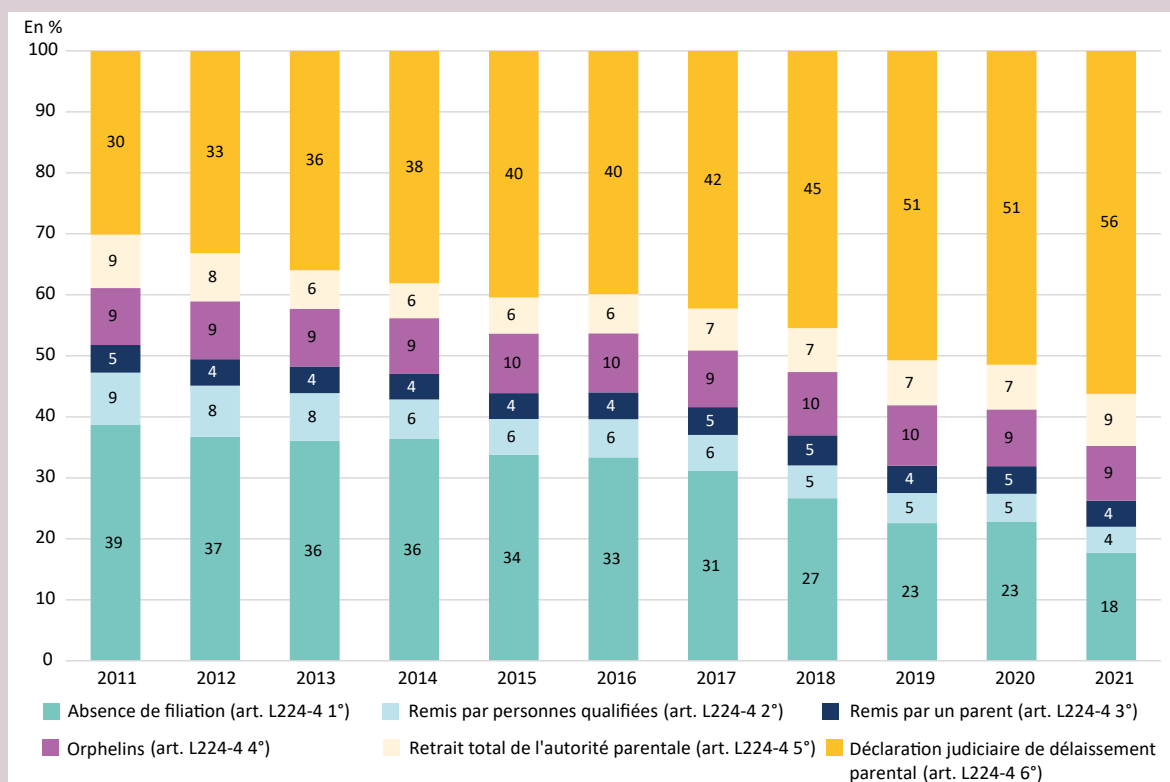
Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

⁷. Y compris ceux admis antérieurement à 2016 à la suite d'une déclaration judiciaire d'abandon (ancien art. 350 du Code civil).

- 9 % des enfants pupilles de l'État ont été admis en tant qu'orphelins, en application de l'article L224-44° du CASF.⁸ Le nombre d'enfants ainsi admis, stable entre décembre 2015 et décembre 2017, a fortement progressé passant de 259 en 2017 à 356 (+37 %) au 31 décembre 2021.

En termes d'évolution, depuis 2011, la proportion d'enfants dont l'admission fait suite à une décision judiciaire est en constante augmentation passant de 40 % au 31 décembre 2011 à 65 % au 31 décembre 2021. *A contrario*, la proportion d'enfants sans filiation passe de 39 % à près de 18 % sur la même période (graphique 3).

Graphique 3 Évolution des conditions d'admission des pupilles de l'État, au 31 décembre, entre 2011 et 2021



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2011-2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Par ailleurs, on constate une grande hétérogénéité entre les départements en ce qui concerne la proportion d'enfants pupilles de l'État qui ont été admis à la suite d'une décision judiciaire, puisque celle-ci varie de 0 % à 100 %⁹ (voir annexe 2-5).

En ce qui concerne la déclaration judiciaire de délaissement parental, huit départements ne recensent aucun pupille admis sous cette condition. De même, il est intéressant de souligner que concernant les retraits de l'autorité parentale, moins de quatre départements sur dix ne recensent pas de pupilles admis sous cette condition.

⁸. Les enfants pouvant être admis comme pupilles de l'État en tant qu'orphelins doivent être orphelins de père et de mère (ou orphelins du seul parent avec lequel une filiation est établie), sans qu'aucune tutelle familiale n'ait été organisée (art. L224-44° du CASF).

⁹. Cette proportion ne concerne que deux départements comptant un petit nombre de pupilles : Ardèche (11) et Haute-Saône (5).

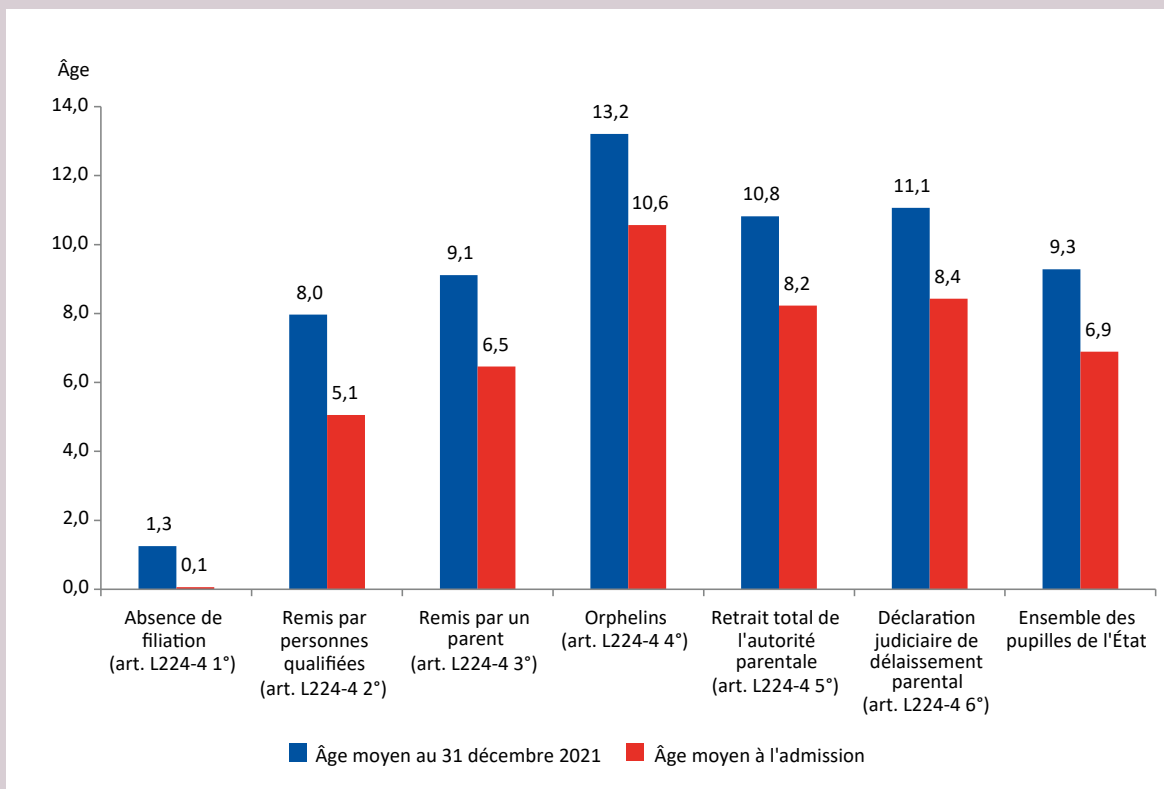
1.3.2. Âge à l'admission et durée de prise en charge préalable

Au 31 décembre 2021, les pupilles de l'État sont âgés en moyenne de 9,3 ans et ont été admis en moyenne à l'âge de 6,9 ans (*graphique 4*). Ces moyennes d'âges, stables au regard de la situation observée depuis 2019, contrastent avec la hausse de l'âge des pupilles de l'État constatée entre 2014 et 2019. La stabilité des âges moyens d'admission, entre 2019 et 2021, masque une diminution au 31 décembre 2021 du nombre d'enfants admis sans filiation (-4 %) en parallèle d'une augmentation du nombre d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (+35 %).

L'âge moyen des enfants pupilles de l'État diffère selon leurs conditions d'admission : les enfants « sans filiation » sont beaucoup plus jeunes que les autres, la quasi-totalité d'entre eux étant admis dès leur naissance, tandis que les orphelins ainsi que les enfants dont l'admission fait suite à une décision de justice sont les plus âgés lors de leur admission (*tableau 1*).

Ainsi, on constate, de façon stable dans le temps, une différence importante de ces âges moyens selon les conditions d'admission, variant de 1,3 an concernant les pupilles admis sans filiation (âgés en moyenne d'un mois à l'admission) à plus de 13 ans pour les orphelins (âgés en moyenne de 10,6 ans à l'admission).

Graphique 4 Âge moyen des pupilles de l'État au 31 décembre 2021 et leur âge moyen à leur admission, selon les conditions d'admission



Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2021.
Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Tableau 1 Évolution des âges des pupilles de l'État selon les conditions d'admission

| Conditions d'admission des pupilles présents au 31/12... | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2021 | 2021 |
|---|---------------|---------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Absence de filiation (224-4 1°) | 855 (37 %) | 852 (36 %) | 887 (36 %) | 884 (34 %) | 876 (33 %) | 864 (31 %) | 809 (27 %) | 733 (23 %) | 788 (23 %) | 703 (18 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en mois) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 1,8 | 1,6 | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,5 | 1,5 | 1,3 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 195 (8 %) | 185 (8 %) | 156 (6 %) | 153 (6 %) | 164 (6 %) | 163 (6 %) | 163 (5 %) | 161 (5 %) | 160 (5 %) | 169 (4 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 4,4 | 4,4 | 4,9 | 5,0 | 4,9 | 5,8 | 5,4 | 5,8 | 5,7 | 5,1 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 8,1 | 8,2 | 8,4 | 8,4 | 8,1 | 9,0 | 8,7 | 8,9 | 8,7 | 8,0 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 101 (4 %) | 103 (4 %) | 102 (4 %) | 111 (4 %) | 116 (4 %) | 127 (5 %) | 150 (9 %) | 146 (4 %) | 157 (5 %) | 169 (4 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 5,0 | 5,0 | 5,6 | 5,7 | 6,9 | 7,3 | 6,7 | 7,1 | 6,6 | 6,5 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 8,0 | 8,0 | 8,6 | 8,8 | 9,7 | 10,5 | 9,5 | 10,1 | 9,3 | 9,1 |
| Orphelins (224-4 4°) | 221 (9 %) | 224 (9 %) | 223 (9 %) | 255 (10 %) | 254 (10 %) | 259 (9 %) | 315 (10 %) | 321 (10 %) | 322 (9 %) | 356 (9 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 10,1 | 10,5 | 10,6 | 10,8 | 11,0 | 10,9 | 11,2 | 11,3 | 11,4 | 10,6 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 12,9 | 13,4 | 13,8 | 13,7 | 14,0 | 13,8 | 13,7 | 13,9 | 14,0 | 13,2 |
| Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | 184 (8 %) | 149 (6 %) | 139 (6 %) | 155 (6 %) | 168 (6 %) | 190 (7 %) | 218 (7 %) | 239 (7 %) | 254 (7 %) | 338 (9 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 8,8 | 8,3 | 8,5 | 9,1 | 9,1 | 9,1 | 8,8 | 8,8 | 9,0 | 8,2 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 14,2 | 13,7 | 13,8 | 13,2 | 12,5 | 12,2 | 11,5 | 11,6 | 11,8 | 10,8 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 772 (33 %) | 850 (36 %) | 928 (38 %) | 1 057 (40 %) | 1 048 (40 %) | 1 175 (42 %) | 1 380 (45 %) | 1 648 (51 %) | 1 783 (51 %) | 2 230 (56 %) |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 7,9 | 8,2 | 8,1 | 8,3 | 8,3 | 8,7 | 8,8 | 9,0 | 8,9 | 8,4 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 11,0 | 11,1 | 11,0 | 11,2 | 11,4 | 11,6 | 11,6 | 11,6 | 11,6 | 11,1 |
| Ensemble des pupilles présents au 31/12 | 2 328 | 2 363 | 2 435 | 2 615 | 2 626 | 2 778 | 3 035 | 3 248 | 3 464 | 3 965 |
| – âge moyen lors de l'admission (en années) | 4,9 | 5,1 | 5,1 | 5,5 | 5,6 | 6,0 | 6,5 | 7,0 | 6,9 | 6,9 |
| – âge moyen au 31/12 (en années) | 7,7 | 7,7 | 7,7 | 8,0 | 8,1 | 8,5 | 8,9 | 9,3 | 9,3 | 9,3 |

Champ • France entière. Enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31 décembre 2012-2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Encadré 2 Une majorité d'enfants admis en tant que pupilles de l'État ont connu une prise en charge antérieure par l'ASE

Les conditions selon lesquelles les enfants sont admis comme pupilles de l'État sont en rapport avec leur âge mais aussi avec la durée de leur prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance.

Avant leur admission comme pupilles de l'État, 74 % des enfants ont connu une prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance. Cette proportion varie de 2 % pour les enfants sans filiation à 91 % pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental.

Parmi les enfants pris en charge à l'aide sociale à l'enfance avant d'être admis comme pupilles de l'État, six enfants sur dix ont bénéficié d'une prise en charge d'au moins cinq ans (voir annexe 2-4). La durée moyenne de prise en charge avant admission est de 5,6 ans pour l'ensemble des pupilles et varie de 3 ans pour les enfants remis par leurs deux parents à 6,3 ans pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (voir annexe 2-8).

Concernant les enfants remis par leurs deux parents (224-4 2°) ou par un seul des deux (224-4 3°), 8 sur 10 ont préalablement connu un parcours de placement à l'aide sociale à l'enfance, les parents pouvant solliciter une admission comme pupille de l'État de leur enfant après plusieurs années de placement en protection de l'enfance.

Les enfants orphelins sont les pupilles les plus âgés (voir annexe 2-6). Ils sont en moyenne âgés de 13,2 ans au 31/12/2021 et ont été admis tardivement dans ce statut, à 10,6 ans en moyenne (voir annexe 2-7). Il faut par ailleurs rappeler que tous les enfants orphelins ne sont pas admis au statut de pupille de l'État. Ce statut n'est requis que dans la mesure où aucune personne proche de l'enfant, notamment sa famille élargie, ne se mobilise pour assurer sa protection. Il est intéressant de souligner ici que les enfants orphelins qui deviennent pupilles de l'État ont préalablement eu, pour la grande majorité d'entre eux (86 %), un parcours de placement à l'ASE, en moyenne pendant 4,3 ans.

Les enfants admis à la suite d'un retrait de l'autorité parentale, quant à eux, ont été pris en charge à l'ASE pour 89 % d'entre eux et ont été admis au statut après 4,4 années, en moyenne, de placement à l'ASE.

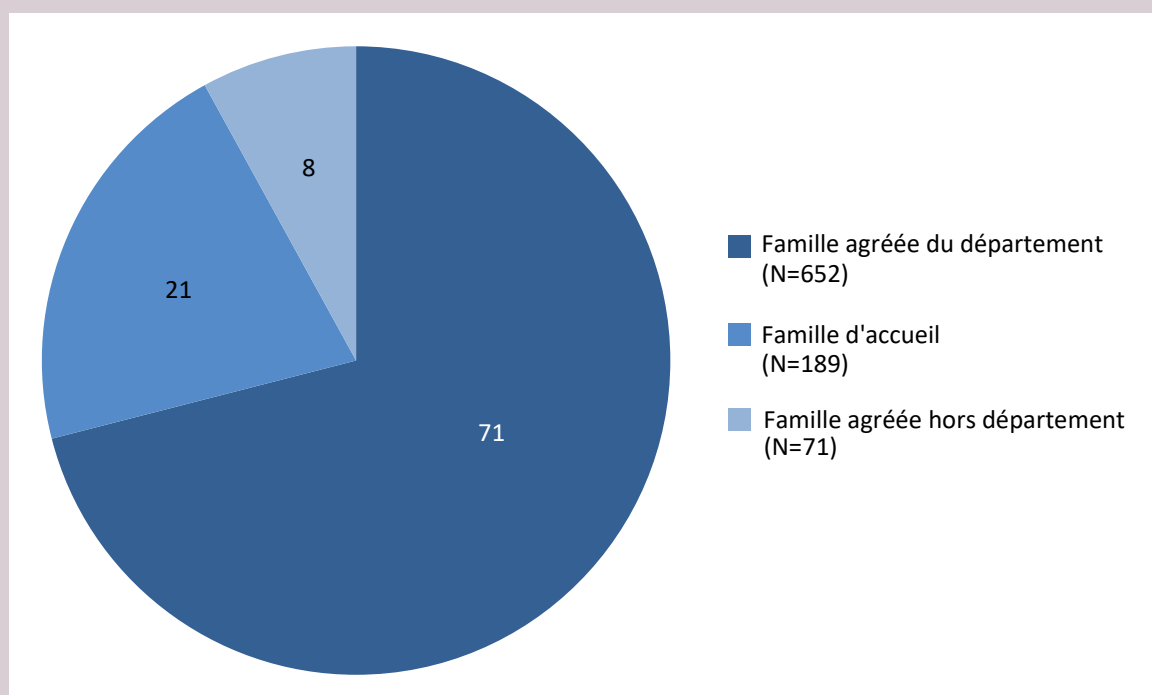
Enfin, la quasi-totalité des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (91 %) ont eu un parcours de placement à l'aide sociale à l'enfance d'une durée moyenne de 6,3 ans.

1.4. Modalités d'accueil des enfants pupilles de l'État

Les enfants pupilles de l'État bénéficient d'un projet de vie défini par les instances de tutelles, ce projet pouvant « être une adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant » (art. L225-1 du CASF). La loi de mars 2016 a réaffirmé ainsi le statut de pupille de l'État comme étant avant tout une mesure de protection de l'enfance en offrant un accompagnement des projets de vie des enfants par le tuteur et le conseil de famille.

Au 31 décembre 2021, moins d'un quart des enfants pupilles de l'État (23 %, soit 913 enfants) vivent dans une famille en vue de leur adoption¹⁰ (voir annexe 2-9). Celle-ci est dans sept cas sur dix une famille agréée du département (71 %) [graphique 5]. Les lieux de placement des enfants sont à mettre en lien avec les conditions d'admission de l'enfant dans le statut de pupilles de l'État (voir annexe 2-13). Le placement en vue d'adoption concerne près de trois enfants sur quatre admis en raison d'une absence de filiation (art. L.224-41° du CASF), contre 4 % des pupilles orphelins. Les enfants sans filiation sont, pour 94 % d'entre eux, confiés en adoption à une famille agréée du département de résidence. Les enfants dont l'admission fait suite à une déclaration judiciaire de délaissement parental et qui sont en attente d'un jugement d'adoption bénéficient le plus souvent d'un projet d'adoption par leur famille d'accueil (51 %) ou par une famille agréée du département (38 %), avec toutefois une proportion d'enfants confiés à une famille agréée dans un autre département (11 %).

Graphique 5 Modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en %)



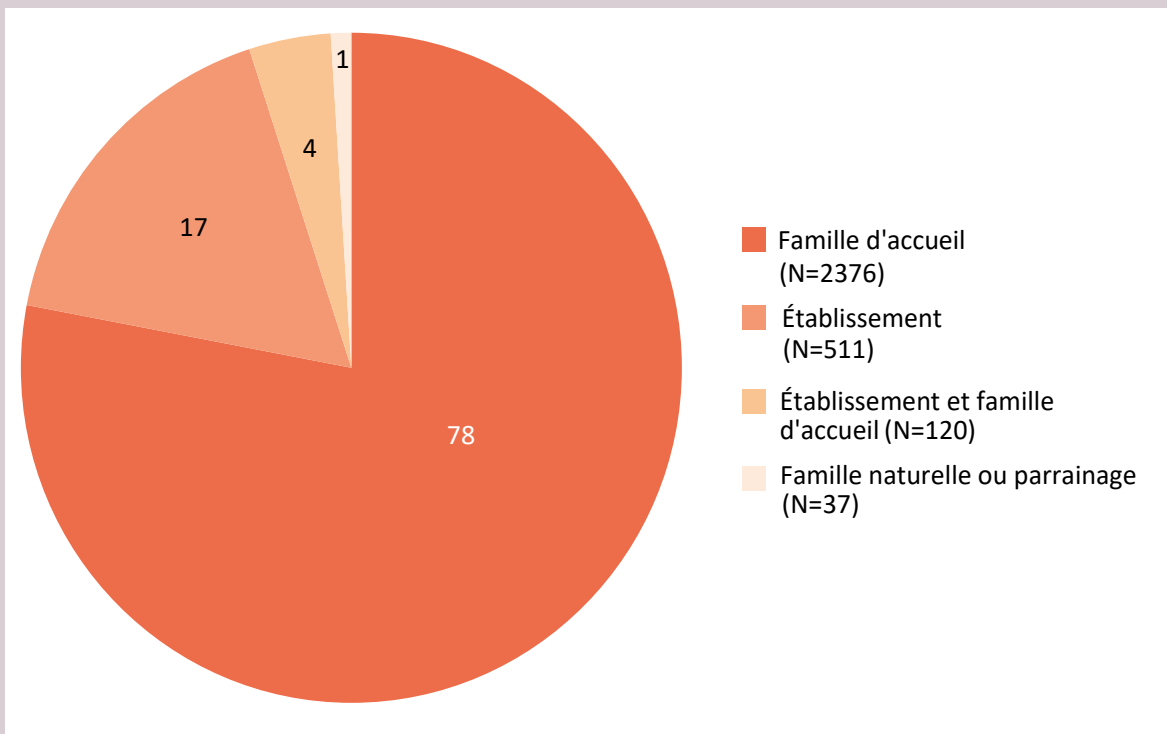
Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

10. Conformément à l'article L225-1 du CASF, si l'adoption est dans l'intérêt de l'enfant, les pupilles de l'État, conformément à l'article L225-2 du CASF, « peuvent être adoptés soit par les personnes à qui le service de l'aide sociale à l'enfance les a confiés pour en assurer la garde lorsque les liens affectifs qui se sont établis entre eux justifient cette mesure, soit par des personnes agréées à cet effet, soit, si tel est l'intérêt desdits pupilles, par des personnes dont l'aptitude à les accueillir a été régulièrement constatée dans un État autre que la France, en cas d'accord international engageant à cette fin ledit État ».

Au 31 décembre 2021, plus des trois quarts des enfants pupilles de l'État (77 %, soit 3052 enfants) ne sont pas placés en vue d'adoption. Dans l'attente d'un éventuel placement en vue d'adoption, si tel est l'intérêt de l'enfant, les pupilles de l'État vivent en famille d'accueil et/ou en établissement relevant de l'aide sociale à l'enfance. Pour les enfants les plus âgés, certains peuvent aussi vivre en logement autonome. Parmi eux, plus de quatre enfants sur cinq vivent en famille d'accueil (*graphique 6a*) – soit à plein temps (78 %), soit en alternance avec des périodes en établissement (4 %) ; les autres vivant en établissement. Enfin, 37 enfants (1 %) vivent chez des membres de leur famille ou dans une famille de parrainage.

Graphique 6a Modalités d'accueil des enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en %)



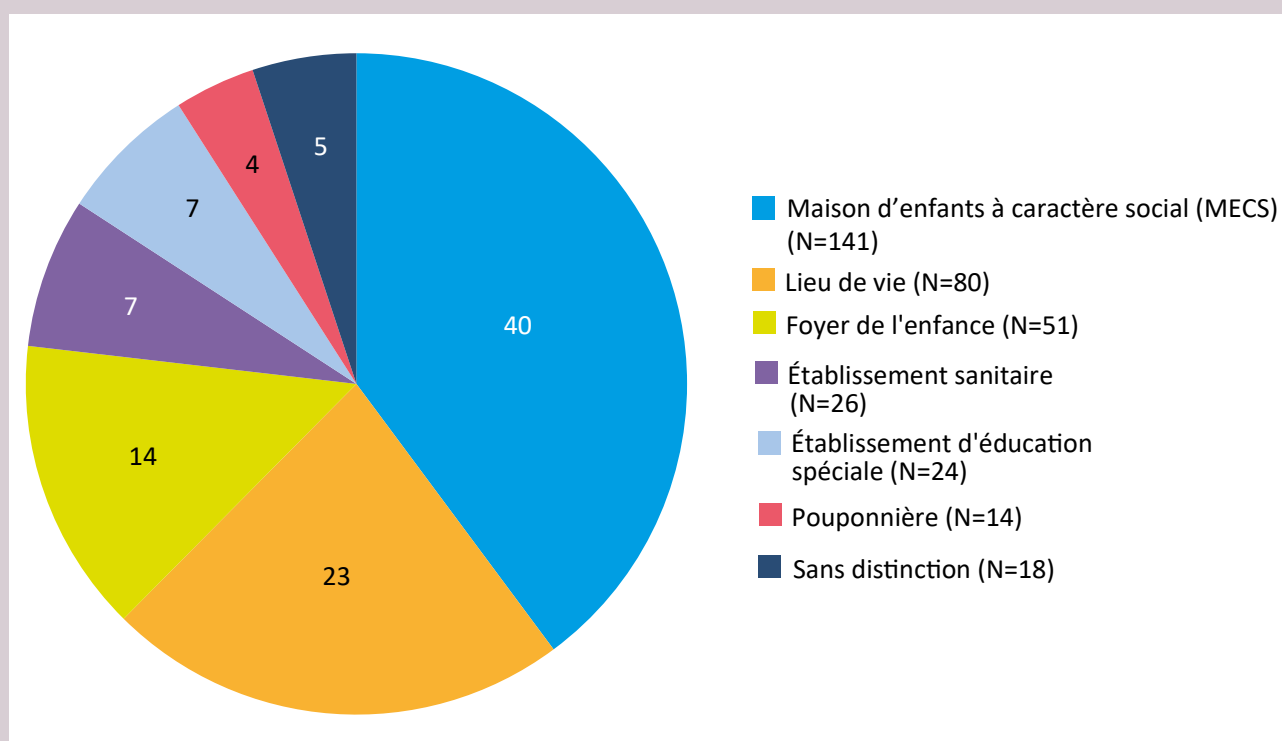
N : Nombre d'enfants.

Champ • France entière. Enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

L'enquête¹¹ permet désormais de préciser le type d'établissement accueillant les pupilles; ainsi, parmi les enfants vivant en établissement (qui représentent 17 % de l'ensemble des enfants pupilles au 31 décembre 2021), 40 % vivent en maison d'enfants à caractère social (MECS), 23 % en lieu de vie (17 % un an plus tôt), 14 % en foyer de l'enfance (11 % en 2020), 10 % en pouponnière, 10 % en établissement d'éducation spéciale (*graphique 6b*).

Graphique 6b Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en %)



N : Nombre d'enfants.

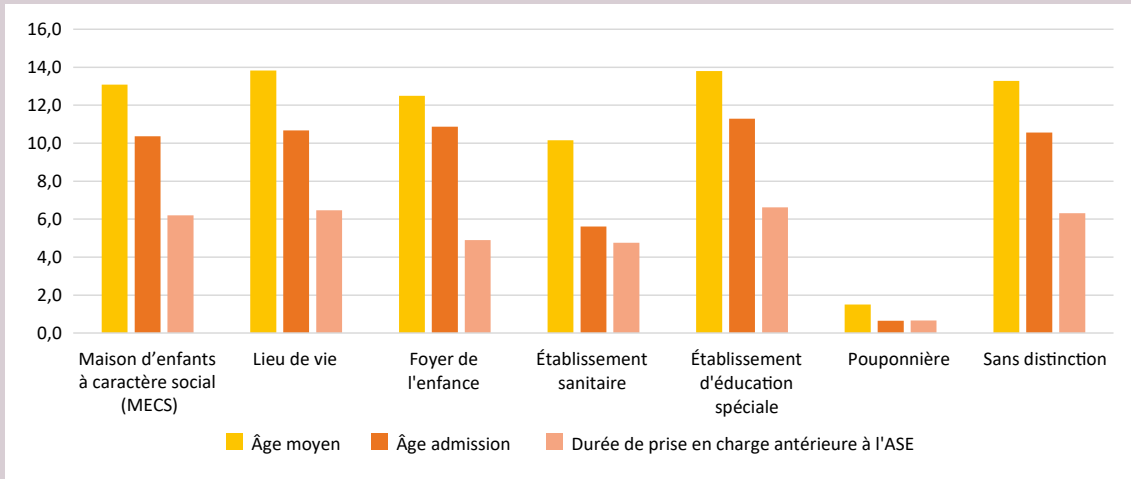
Champ • France entière. Enfants vivant en établissement au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

11. Depuis l'enquête 2019, les correspondants départementaux de l'ONPE peuvent apporter davantage de précisions quant au type de d'établissement accueillant les pupilles de l'État. Au 31 décembre 2021, l'information a pu être apportée pour 354 enfants parmi les 511 vivant en établissement.

Les pupilles vivant en MECS sont âgés en moyenne de 13,1 ans (13,5 ans en 2020); ils ont été admis à 10,4 ans après une prise en charge à l'ASE d'une durée moyenne de 6,2 ans (graphique 6c).

Graphique 6c Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2021



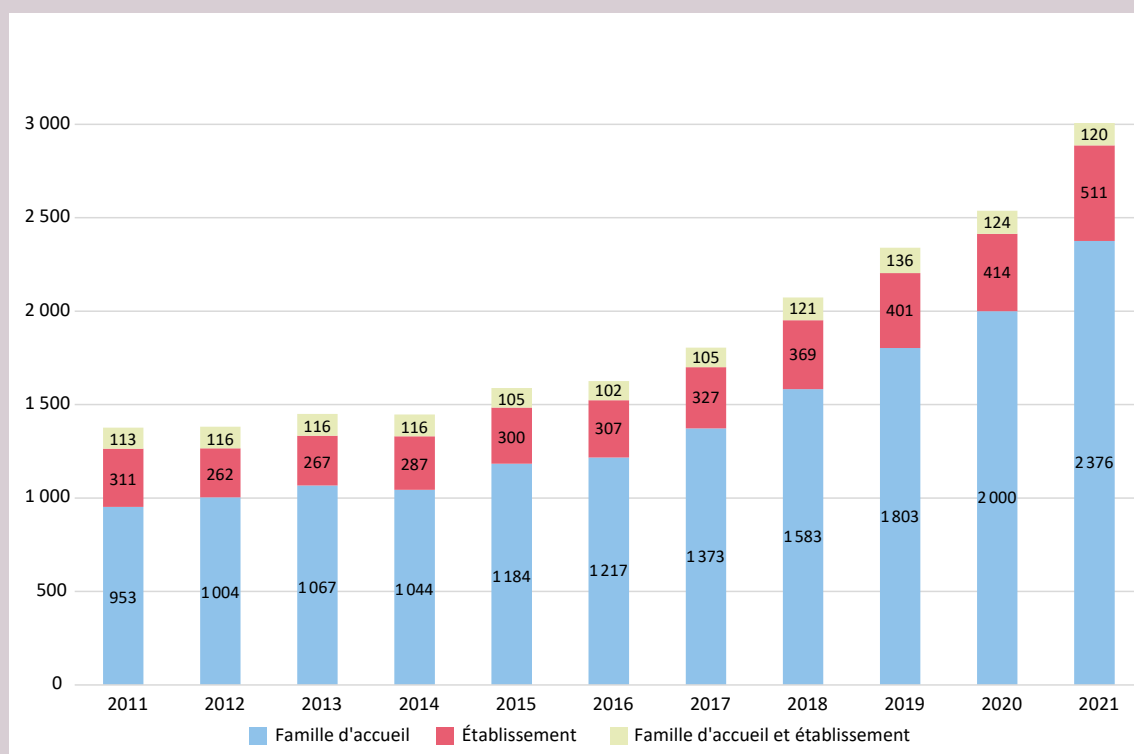
Champ • France entière. Enfants vivant en établissement au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

On observe depuis 2008 une augmentation importante du nombre de pupilles non confiés en vue d'adoption et vivant en famille d'accueil, leur nombre passant de 953 à 2376 (+149 %) entre 2011 et 2021 (*graphique 7a*) avec une augmentation forte depuis 2016 (+95 %) concernant particulièrement les enfants dont l'admission fait suite à une déclaration judiciaire de délaissement parental. Cela ne signifie pas pour autant que ces enfants n'ont pas ou n'auront pas de projet d'adoption. En effet, la construction d'un tel projet peut demander du temps dans certaines situations. Il en est ainsi pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental pour lesquels 18 mois, en moyenne, ont été nécessaires afin de formaliser un projet d'adoption en 2021 contre moins de cinq mois, en moyenne, pour les enfants sans filiation.

Concernant les enfants confiés en vue d'adoption, leur nombre passe de 953 à 999 (+4,8 %) entre 2011 et 2015 (*graphique 7b*) avant de diminuer entre 2015 et 2019 (-11,5 %). L'évolution à la hausse entre 2019 et 2021 (+3 %) s'explique notamment par l'augmentation du nombre d'enfants admis en 2020 sans filiation, et pour lesquels les projets d'adoption se sont mis en place en 2020 ou en 2021.

Graphique 7a Évolution des modalités d'accueil des pupilles non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2011 et 2021

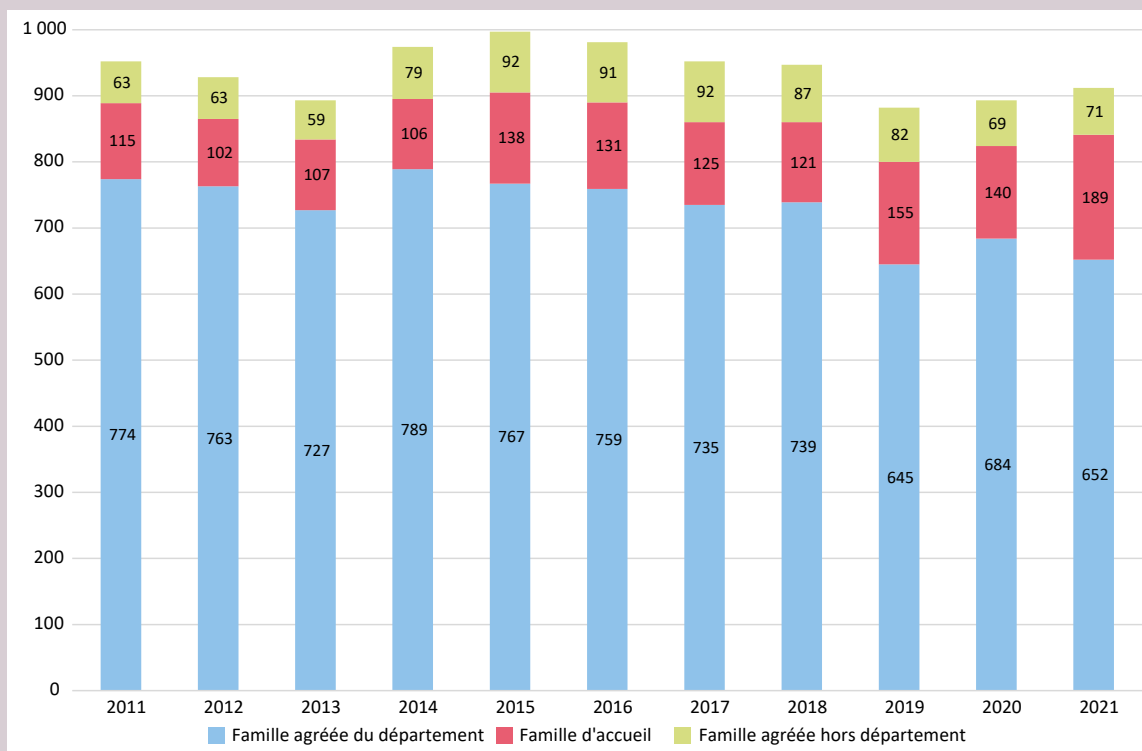


Note • Parmi les enfants non confiés en vue d'adoption, n'apparaissent pas sur le graphique les enfants vivant en famille naturelle/de parrainage ou en logement autonome, dont les effectifs sont trop peu nombreux pour apparaître (respectivement 37 et 8 enfants).

Champ • France entière. Enfants non-confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Graphique 7b Évolution des modalités d'accueil des pupilles confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2011 et 2021



Note • Le nombre d'enfants confiés en vue d'adoption dans leur famille naturelle est trop faible pour apparaître graphiquement, leur nombre s'élevant à 2 au maximum sur la période 2011-2021.

Champ • France entière. Enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

1.5. L'existence ou non d'un projet d'adoption selon le profil des enfants

Les enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption sont, en moyenne, âgés de 10,9 ans (voir annexe 2-10). Ces enfants ont été admis en moyenne à l'âge de 8,3 ans, un âge en légère baisse depuis 2019 (8,6 ans en 2020 et 8,8 ans en 2019) alors qu'il était en augmentation chaque année depuis 2009 (pour rappel cet âge moyen était de 6,5 ans en 2009). Alors que cette évolution était en 2020 imputable à l'augmentation du nombre d'enfants sans filiation en attente de projet d'adoption, en 2021, elle est peut-être le signe d'une évolution nouvelle avec l'admission d'enfants plus jeunes à la suite d'une décision judiciaire de délaissement parental.

Parmi les enfants non confiés en vue d'adoption, 85 % ont eu une prise en charge par les services de protection de l'enfance avant leur admission. Lors de cette prise en charge préalable, les enfants vivaient le plus souvent au sein d'une famille d'accueil (78 %) ; cette dernière reste la même après l'admission en qualité de pupille de l'État.

Il est à noter que parmi ces enfants pour lesquels il n'y a pas de projet d'adoption établi au moment de l'enquête (voir annexe 2-15), 4 % ont moins d'un an. Ce sont en majorité des enfants admis à titre provisoire (23 %) ou admis dans les deux derniers mois de l'année 2021 et pour lesquels un projet d'adoption est en cours d'élaboration (65 %).

S'agissant des enfants sans filiation admis comme pupilles de l'État, 51 % d'entre eux ont un projet d'adoption en cours de préparation, 19 % ont été admis dans les deux derniers mois de l'année 2021 et n'ont, à ce titre, encore qu'un statut de pupille provisoire; enfin, 21 % n'ont pas de projet d'adoption formalisé en raison de besoins spécifiques liés à leur état de santé.

Encadré 3 Le profil des enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021

Les enfants placés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 sont relativement jeunes : ils ont 3,8 ans en moyenne. Moins des deux tiers d'entre eux sont admis très jeunes et très rapidement confiés à une famille en vue de leur adoption. Parmi eux, deux enfants sur trois avaient moins d'un an (559 des 913 enfants placés) lors de leur admission (voir annexe 2-11). En termes d'évolution, cette proportion est passée de 77 % fin 2012 à 61 % fin 2021. Cette évolution est à mettre en lien d'une part avec une diminution des admissions d'enfants sans filiation, d'autre part avec l'augmentation du nombre d'adoptions décidées pour des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental¹², qui sont souvent plus âgés.

Par ailleurs, la proportion d'enfants confiés en vue d'adoption ayant eu une prise en charge préalable par l'aide sociale à l'enfance avant leur admission comme pupille de l'État est également en augmentation, passant de 24 % en 2010 à 37 % en 2021 ; cette évolution peut être mise en relation avec la hausse du nombre d'enfants admis suite à une décision judiciaire (déclaration judiciaire de délaissement parental et retrait de l'autorité parentale), leur nombre passant de 163 au 31 décembre 2010 à 313 au 31 décembre 2021 (voir annexe 2-12).

La durée moyenne de la prise en charge antérieure au titre de l'aide sociale à l'enfance des enfants confiés en vue d'adoption évolue également au cours du temps (1,1 an en 2010 à 1,6 an en 2021). L'évolution est plus marquante encore lorsque l'on s'intéresse à l'âge moyen à l'admission de ces enfants (passant de 1,5 ans à 2,3 ans entre 2010 et 2021). Autrement dit, il existe un lien entre la durée de prise en charge antérieure par les services de l'aide sociale à l'enfance et les modalités d'accueil de l'enfant en vue d'adoption. En effet, la durée de prise en charge antérieure par les services de l'aide sociale à l'enfance est en moyenne de 7 mois pour les enfants confiés à une famille agréée dans le département, alors qu'elle s'élève à 5,1 ans lorsque les enfants vivent dans une famille d'accueil qui s'est portée candidate à leur adoption. Cet écart peut également s'expliquer par le profil des enfants qui seront *in fine* adoptés par les familles d'accueil dans lesquels ils vivent. En effet, 39 % de ces enfants ont des besoins spécifiques qui peuvent en partie expliquer la mise en place d'un projet d'adoption qui se construit dans la durée.

Plus largement, toutes familles adoptives confondues, la durée moyenne d'élaboration d'un projet d'adoption est d'environ 19 mois pour les enfants ayant des besoins spécifiques en santé comme pour ceux qui présentent un âge élevé. À titre de comparaison, cette durée moyenne dépasse légèrement les 8 mois lorsque les enfants ne présentent aucun besoin spécifique.

1.5.1. Les motifs d'absence de projets d'adoption

Concernant les enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021, l'enquête explore les motifs de l'absence de projet d'adoption. Pour chaque enfant, les services départementaux en charge de l'enquête peuvent renseigner deux motifs sur 12 items proposés, parmi lesquels le fait d'être un enfant « avec des besoins spécifiques » : on désigne par ce terme des

¹². Pour rappel, parmi l'ensemble des enfants confiés en vue d'adoption, la proportion d'enfants admis sous cette condition est passée de 16 % en 2009 à 25 % en 2021.

besoins exprimés pour les enfants qui ne sont pas en contradiction avec un projet d'adoption mais requièrent une vigilance particulière des conseils de famille. Ces derniers œuvrent à proposer le projet de vie le plus adapté à chaque enfant, qui peut être ou non une adoption. Trois besoins spécifiques figurent parmi ces motifs : l'état de santé de l'enfant (ou l'existence d'un handicap), le fait d'avoir un âge élevé et le fait d'être dans une fratrie. Pour certains enfants, le fait d'avoir des besoins spécifiques peut rendre plus longue la réalisation d'un projet d'adoption.

Au 31 décembre 2021, les conseils de familles indiquent que pour 52 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption, contre 50 % en 2020, le motif principal d'absence de projet d'adoption est l'existence d'un besoin spécifique (voir annexe 2-15).

Pour 23 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption (contre 16,6 % au 31 décembre 2016), un projet est en cours (recherche de famille ou attente du prochain conseil de famille pour la prise de décision officielle). Ces enfants ont en moyenne 6,5 ans lorsque le projet d'adoption est envisagé dans le département, contre 6,9 ans en 2020.

Pour 3 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption, le statut de pupille est encore provisoire (voir annexe 2-15). En 2021, ces enfants sont en moyenne âgés de 6,1 ans. Parmi eux, sont compris les enfants admis sans filiation. En 2021, la diminution de ces admissions se poursuit passant de 56 % en 2020 à 43 % en 2021. Cette situation explique l'augmentation de l'âge moyen des pupilles dont le motif d'absence de projet d'adoption est le statut provisoire (3,7 ans en 2020).

Par ailleurs, pour près de 23 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption, les conseils de familles déclarent qu'un projet d'adoption n'est pas envisageable. Les motifs avancés sont alors variés : certains sont bien insérés dans leur famille d'accueil (8,9 %), d'autres conservent des liens avec leur famille de naissance (3,1 %), certains voient leur statut de pupilles de l'État faire l'objet d'un recours (1,1 %) ; enfin, pour d'autres, les conseils de famille estiment qu'ils ne sont pas prêts pour l'adoption (séquelles psychologiques pour 5,3 % d'entre eux, refus de l'enfant pour 2,6 % et échec antérieur d'adoption pour 1,4 %). Parmi ce dernier groupe, les enfants ont en commun un âge relativement élevé, variant de 11,6 ans en moyenne pour les enfants ayant des séquelles psychologiques à 12,9 ans en moyenne lorsque le refus de l'enfant ou l'échec d'adoption est le motif principal.

Là encore, la durée de prise en charge de l'enfant par les services de l'ASE, antérieurement à l'admission, varie selon la situation de l'enfant. Pour ne donner qu'un exemple, cette durée moyenne de prise en charge est de deux ans pour les enfants dont le statut de pupille de l'État est encore provisoire, à 6,6 ans lorsque le motif d'absence de projet d'adoption est le refus de l'enfant d'être adopté (voir annexe 2-17).

Parmi l'ensemble des enfants n'ayant pas de projet d'adoption, on note par ailleurs que plus de trois enfants sur cinq ont été admis après une déclaration judiciaire de délaissement parental. Parmi ces derniers, 53 % n'ont pas encore de projet d'adoption en raison de besoins spécifiques nécessitant souvent plus de temps dans la construction du projet (voir annexe 2-18).

Au 31 décembre 2021, parmi l'ensemble des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État et ne bénéficiant pas de placement en vue d'adoption, plus de huit sur dix ont connu, avant leur admission, un parcours de placement à l'aide sociale à l'enfance sur une durée relativement longue (4,9 ans en moyenne, voir annexe 2-17). Parmi ces derniers, huit enfants sur dix vivent en famille d'accueil.

Pour les enfants en « fratrie », on constate un cumul de besoins spécifiques puisqu'en plus d'être en fratrie ils sont également concernés par un âge relativement élevé (11,5 ans au 31 décembre 2021) (voir annexe 2-15). Sept enfants sur dix « en fratrie » ont été admis comme pupilles de l'État après une décision judiciaire (voir annexe 2-18). Ils sont, pour la plupart, déjà relativement âgés lors de leur admission (8,1 ans, voir annexe 2-16) et la quasi-totalité d'entre eux étaient préalablement pris en charge au titre de la protection de l'enfance (91 %, voir annexe 2-17). Enfin, près de trois quarts des enfants ayant une fratrie et sans projet d'adoption, vivent en famille d'accueil (71 %).

Encadré 4 Les enfants pupilles de l'État ayant des besoins spécifiques

Au 31 décembre 2021, parmi l'ensemble des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État, 2 008 présentent des besoins spécifiques (santé, situation de handicap, âge, fratrie), soit 50,6 % de l'ensemble des pupilles de l'État. Cette proportion varie fortement d'un département à l'autre (voir annexe 2-19) : dans 55 départements, les enfants à besoins spécifiques représentent au moins la moitié des enfants pupilles de l'État.

En outre, au 31 décembre 2021, les enfants pour lesquels les besoins spécifiques sont liés à un problème de santé (ou une situation de handicap) ou à l'existence d'une fratrie sont en moyenne plus âgés que ceux pour lesquels aucun besoin spécifique n'est déclaré. En effet, ils sont respectivement âgés en moyenne de 9,7 ans et 11,3 ans contre 6,4 ans pour ceux qui n'ont aucun besoin spécifique (voir annexe 2-20).

L'âge au moment de l'admission est fortement différencié en fonction de l'existence ou non de besoin spécifique et du type de besoin spécifique. Ainsi, les pupilles ne présentant aucun besoin spécifique sont âgés en moyenne de 4,6 ans au moment de leur admission tandis que ceux ayant un problème de santé sont âgés en moyenne de 5,9 ans à leur admission, de 8,2 ans pour ceux en fratrie et de 10,9 ans pour ceux ayant un âge élevé (voir annexe 2-21). Ces âges étaient respectivement de 4,5 ans, 6,4 ans, 8,2 ans 11,4 ans en 2020.

Un lien entre les besoins de l'enfant, les conditions d'admission et la prise en charge antérieure au titre de l'aide sociale à l'enfance

23 % des enfants ayant un problème de santé ont été admis comme pupille de l'État sans avoir de parcours préalable au titre de l'ASE. Cette proportion est importante comparée aux enfants admis dans le statut de pupilles de l'État alors qu'ils sont âgés ou ont une fratrie (pour ces derniers, seuls 12 % d'entre eux n'ont eu aucune prise en charge antérieure au titre de l'aide sociale à l'enfance (voir annexe 2-22).

Il est par ailleurs intéressant de noter que les enfants dont les besoins spécifiques sont liés à un âge élevé ou à l'existence d'une fratrie ont connu des parcours longs au titre de l'aide sociale à l'enfance avec une durée moyenne de prise en charge respective de 6,1 ans et de 4,3, contre respectivement 6,3 ans et 5 ans en 2020 (voir annexe 2-22). Par ailleurs, ces enfants ont été majoritairement admis sous le statut de pupilles de l'État à la suite d'une décision judiciaire (respectivement 80 % et 77 %). Pour les enfants ayant des besoins spécifiques de santé, les conditions d'admission sont plus différenciées : 66 % ont été admis à la suite d'une décision judiciaire, 16 % ont été confiés à leur naissance sans que leur filiation soit établie et 12 % ont été remis par leur(s) parent(s) comme pupilles de l'État (voir annexe 2-23).

Des enfants à besoins spécifiques moins confiés en vue d'adoption en 2021

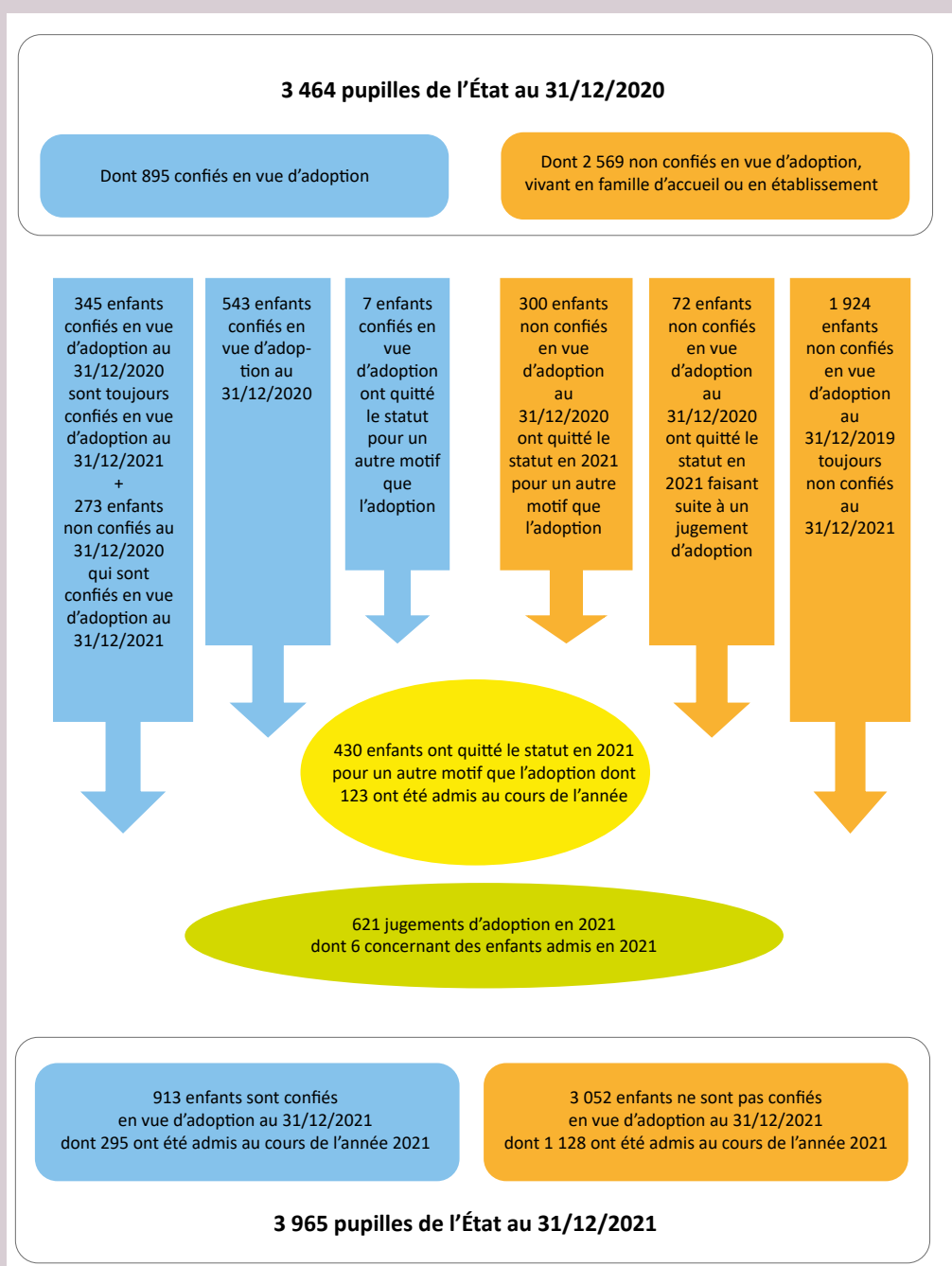
La proportion d'enfants à besoins spécifiques confiés en vue d'adoption, stable entre 2009 et 2019 (variant de 12,5 % à 12,3 % sur la période), est en recul puisqu'ils représentent moins de 10 % des enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021, contre 11,1 % en 2020.

Néanmoins la part des enfants à besoins spécifiques par rapport à l'ensemble des enfants placés en vue d'adoption est en très légère hausse, passant de 20,9 % à 21,5 % (passant de 187 à 196).

S'agissant des enfants en fratrie, 13 % d'entre eux bénéficient d'un placement en vue d'adoption en 2021, contre 11 % en 2020 (voir annexe 2-24).

2. Évolution de la situation des pupilles au cours de l'année 2021

Graphique 8 Évolution de la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2021



Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Les développements suivants s'intéressent à l'évolution de la situation des enfants pupilles de l'État entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2020 (*graphique 8*), 74 % des pupilles de l'État n'étaient pas confiés en vue d'adoption (soit 2569 enfants). *A contrario*, 26 % des pupilles de l'État étaient confiés en vue d'adoption (soit 895 enfants).

Parmi les enfants qui étaient confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2020 (soit 895 enfants) : 61 % (soit 543 enfants) ont quitté le statut de pupilles de l'État au cours de l'année 2021 en raison d'un jugement d'adoption ; 39 % (soit 345 enfants) sont toujours en attente du jugement d'adoption. Enfin, huit enfants confiés en vue d'adoption ont quitté le statut au cours de l'année 2021 en raison de leur majorité, avant que le jugement d'adoption ne soit prononcé.

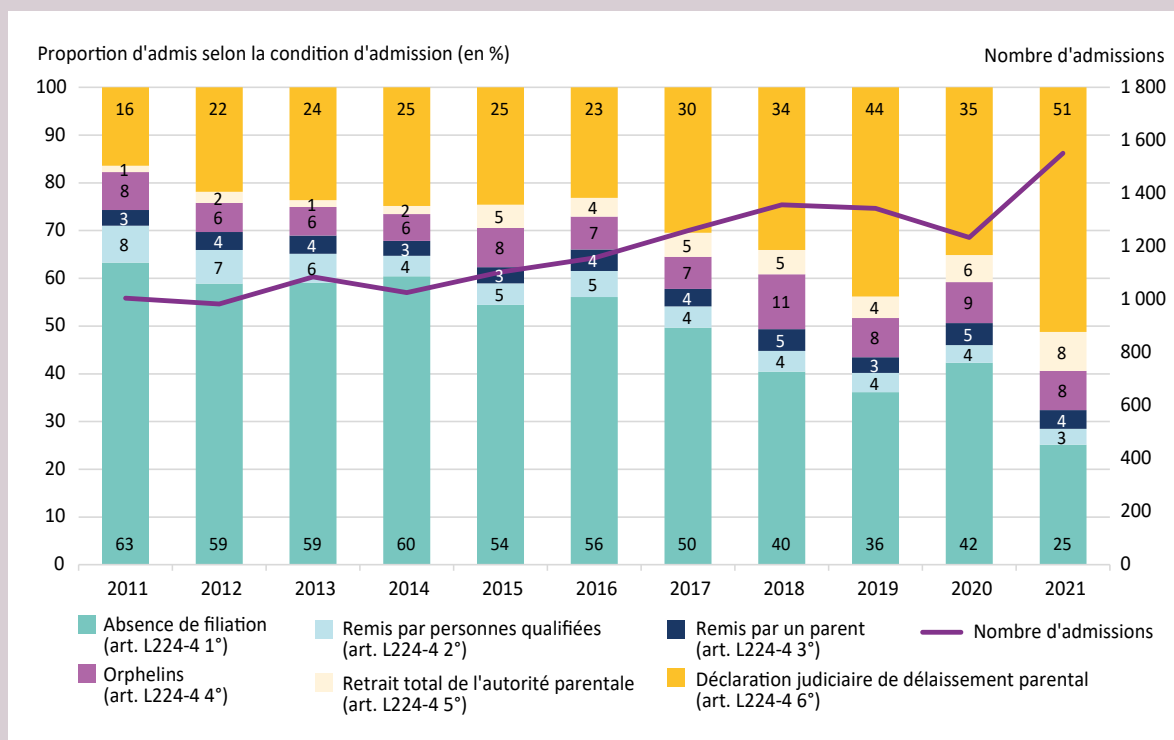
Concernant les enfants qui n'étaient pas confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2020 (soit 2569 enfants), les trois quarts d'entre eux (soit 1924 enfants) vivent un an plus tard majoritairement en famille d'accueil ou en établissement. Par ailleurs, 72 enfants qui n'étaient pas confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2020 ont quitté le statut à la suite d'un jugement d'adoption durant l'année 2021 après qu'une famille ait été désignée par le conseil de famille. Enfin, 300 enfants ont quitté le statut pour un autre motif que l'adoption, principalement du fait de leur majorité (pour 90 % d'entre eux).

2.1. Les admissions en 2021

En 2021, 1552 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, soit à titre définitif, soit à titre provisoire, un nombre en forte augmentation (+26 %) après deux années de diminution. Cette hausse s'explique essentiellement par celle des admissions à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (leur nombre passant de 433 à 795, soit +84 %), conjuguée à celle des admissions à la suite d'un retrait de l'autorité parentale (leur nombre passant de 70 à 127, soit +81 %). Plusieurs hypothèses sont avancées, parmi lesquelles un effet de rattrapage liés au retard pris dans certaines situations en raison de la crise sanitaire et des périodes de confinements survenues en 2020, venant bouleverser l'organisation et le fonctionnement du dispositif de protection de l'enfance, comme des juridictions. Elle peut également refléter un développement de l'activité des services de protection de l'enfance en matière de changement de statut des enfants confiés qui en ont besoin, et une évolution progressive des pratiques dans certains tribunaux conduisant à prononcer plus régulièrement un retrait de l'autorité parentale.

Les données recueillies sur l'année 2021 semblent renouer avec la période précédant la crise sanitaire. En effet, entre 2011-2019, on observe une diminution régulière de la part d'enfants admis sans filiation (passant de 63 % des admissions en 2011 à 36 % en 2019). *A contrario*, en 2020, la part des enfants admis sans filiation a crû et représentait 42 % des admissions. Cette évolution s'expliquait alors par l'augmentation effective du nombre d'admissions d'enfants sans filiation, mais aussi par la baisse concomitante des admissions d'enfants à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (passant de 11 % à 44 % entre 2011 et 2019, puis à 35 % en 2020). En 2021, le nombre d'enfants admis sans filiation diminue à nouveau (25 %) alors que la part des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental augmente de nouveau (51 %) [*graphique 9*].

Graphique 9 Évolution des conditions d'admission des enfants admis au statut de pupille, entre 2011 et 2021



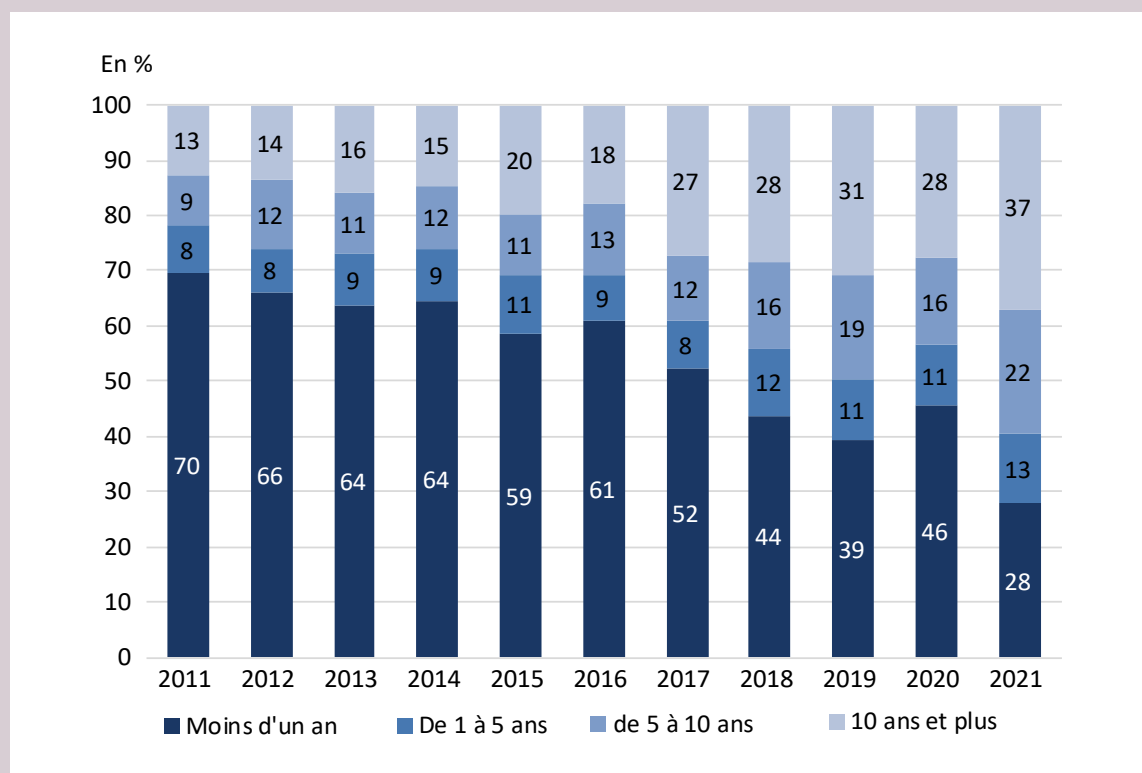
Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental sont, après les orphelins, les plus âgés (ayant en moyenne 9,8 ans) au moment de leur admission. L'augmentation de leur part parmi l'ensemble des enfants admis comme pupilles de l'État impacte l'âge moyen des enfants admis qui passe de 5,5 ans en 2020 à 7,3 ans en 2021. Ces évolutions se traduisent aussi dans la structure par âge des enfants admis : la part des enfants admis âgés de 10 ans et plus s'établit à 37 % en 2021, renouant ainsi avec l'augmentation constatée entre 2009 et 2019, (part passant de 9 % à 31 %), qui s'est interrompue en 2020 (28 %) [graphique 10]. Concomitamment, les enfants âgés de moins d'un an au moment de l'admission représentent 28 % des enfants admis sous le statut de pupilles de l'État en 2021 (une proportion en diminution, après le niveau de 46 % observé en 2020).

Par ailleurs, les enfants orphelins sont ceux qui sont admis le plus tardivement, en moyenne à l'âge de 11,9 ans en 2021 (contre 13,5 ans en 2020).

Graphique 10 Évolution de la structure par âge des enfants admis au statut de pupille de l'État, entre 2011 et 2021



Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Encadré 5 Naissances sous le secret, enfants trouvés et « échecs » d'adoption

En 2021, 390 enfants sont nés sous le secret, un chiffre en forte diminution par rapport à 2020 (-25 %, soit près de 130 naissances en moins). Cette baisse vient prolonger celle amorcée en 2017, malgré un pic constaté en 2020 (*graphique 11*). Le chiffre de 2021 semble donc confirmer le caractère exceptionnel de l'augmentation observée en 2020, possiblement liée aux effets de la crise sanitaire (avec une période de moindre accès pour les femmes enceintes aux diagnostics, aux soins médicaux mais aussi aux centres de planification familiale et donc notamment à l'interruption volontaire de grossesse).

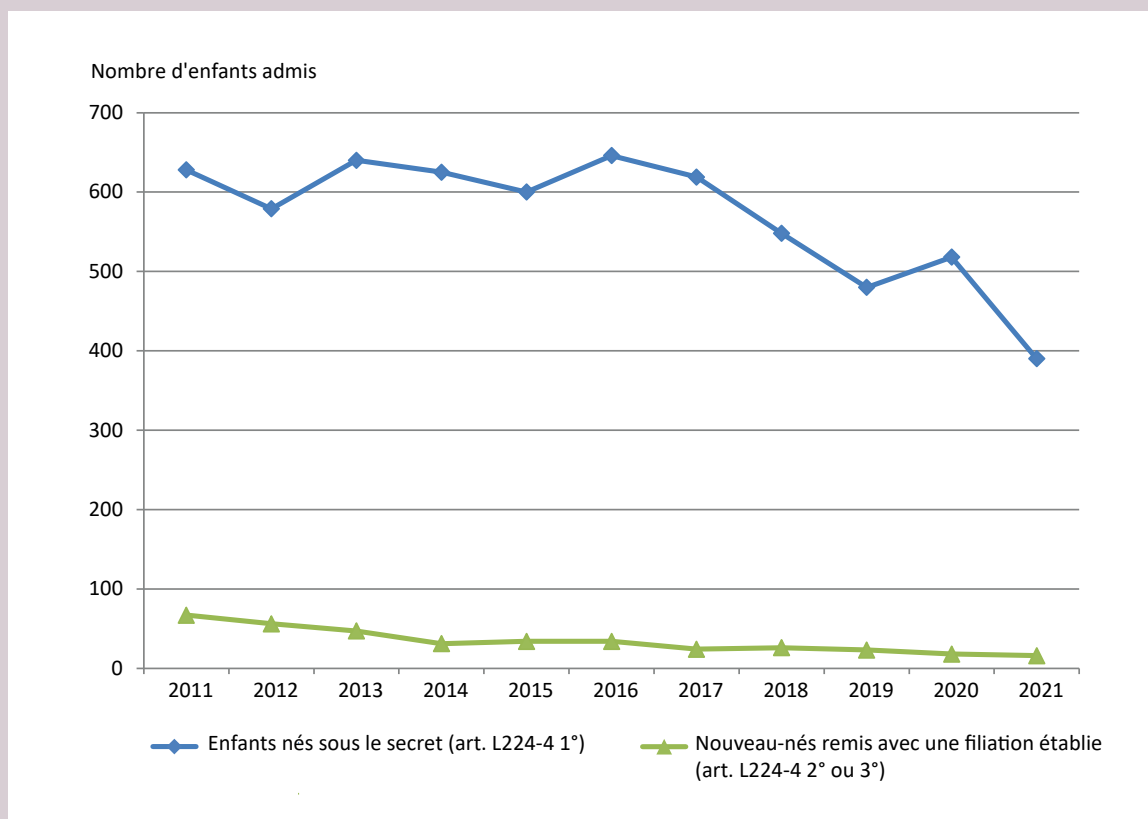
En 2021, ces 390 naissances représentent un taux de 53 naissances sous le secret pour 100 000 naissances, contre 70,6 en 2020. Ce taux varie de manière très forte d'un département à l'autre : si l'on exclut les six départements qui n'ont enregistré aucune naissance sous le secret en 2021, les taux varient de 11 pour 100 000 naissances dans les Yvelines à 174 pour 100 000 naissances dans la Vienne (voir annexes 4.1 et 4.2). Au 31 décembre 2021, parmi ces 390 enfants nés sous le secret, 59 ont été restitués à leurs parents de naissance (soit 15 %).

En plus de ces naissances sous le secret, un enfant a été trouvé, c'est-à-dire abandonné dans l'espace public, au cours de l'année 2021 et admis comme pupilles de l'État.

En 2021, 16 nouveau-nés avec filiation établie (art. L224-4 2° et 3° du CASF) ont été remis aux services de l'aide sociale à l'enfance en vue de leur admission comme pupille de l'État.

Par ailleurs, trois enfants ont été admis en 2021 à la suite d'un échec d'adoption.

Graphique 11 Évolution des admissions selon l'article L.224-4 1°, 2° et 3° du CASF entre 2011 et 2021



Champ • France entière. Enfants admis au statut de pupille de l'État entre 2005 et 2021.

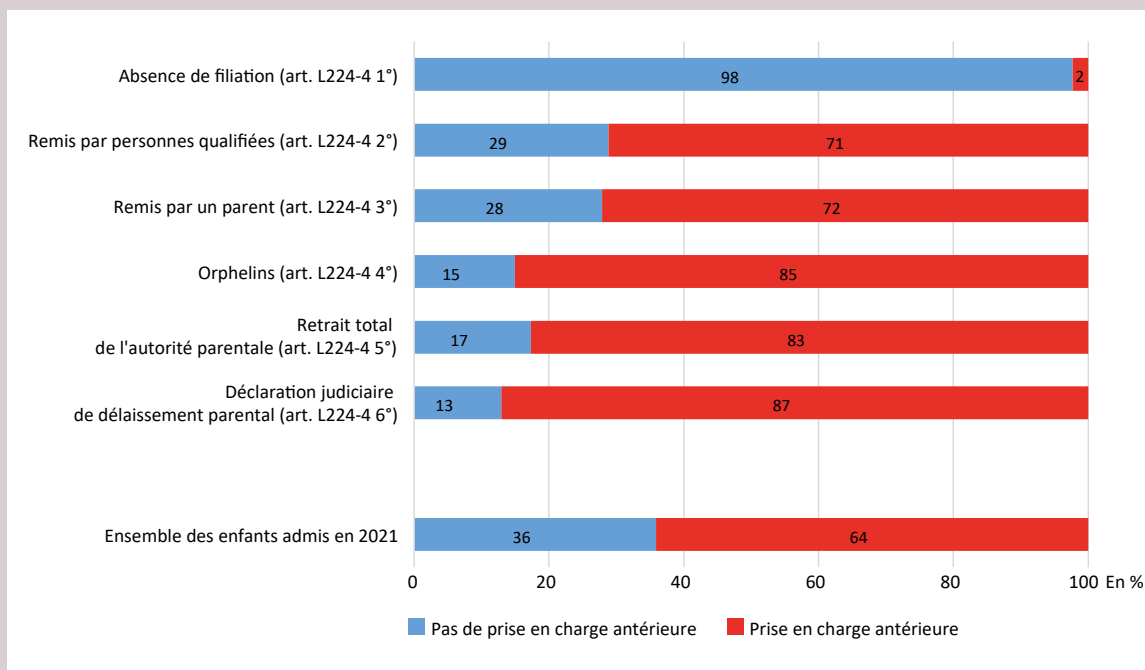
Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

2.1.1. Une grande hétérogénéité des parcours avant l'admission au statut de pupille de l'État

Au cours de l'année 2021, près des deux tiers des enfants admis au statut de pupilles de l'État ont connu une prise en charge antérieure par les services ASE (soit 64 % de l'effectif contre 49 % pour les enfants admis en 2020 et 56 % en 2019) [graphique 12]. Le parcours antérieur des enfants au titre de l'ASE varie très fortement en fonction des conditions d'admission au statut de pupilles (de 2 % pour les enfants sans filiation à 87 % lorsque l'admission fait suite à une déclaration judiciaire de délaissement parental).

Si l'on s'intéresse plus spécifiquement aux enfants admis sous le statut de pupilles de l'État en 2021 ayant connu un parcours antérieur à l'ASE (64 % de l'effectif, soit 692 enfants), on observe des durées de prise en charge importantes. Ainsi, près de six pupilles sur dix ont connu une durée moyenne de prise en charge supérieure ou égale à 5 ans, et 14 % seulement d'entre eux ont connu une durée inférieure à un an (graphique 13). Les parcours courts (moins d'un an) concernent surtout les enfants admis hors décision judiciaire, ils concernent 39 % des enfants orphelins et près de 80 % des enfants sans filiation.

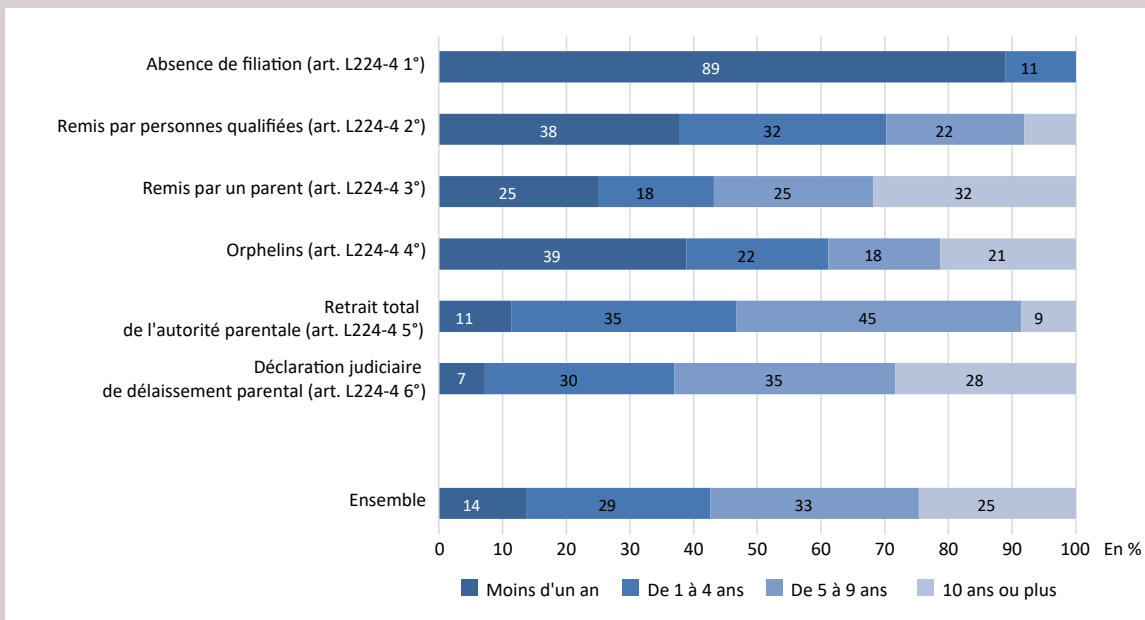
Graphique 12 Prise en charge préalable de l'ASE pour les pupilles de l'État admis en 2021



Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Graphique 13 Durée de prise en charge préalable à l'ASE pour les enfants admis en 2021

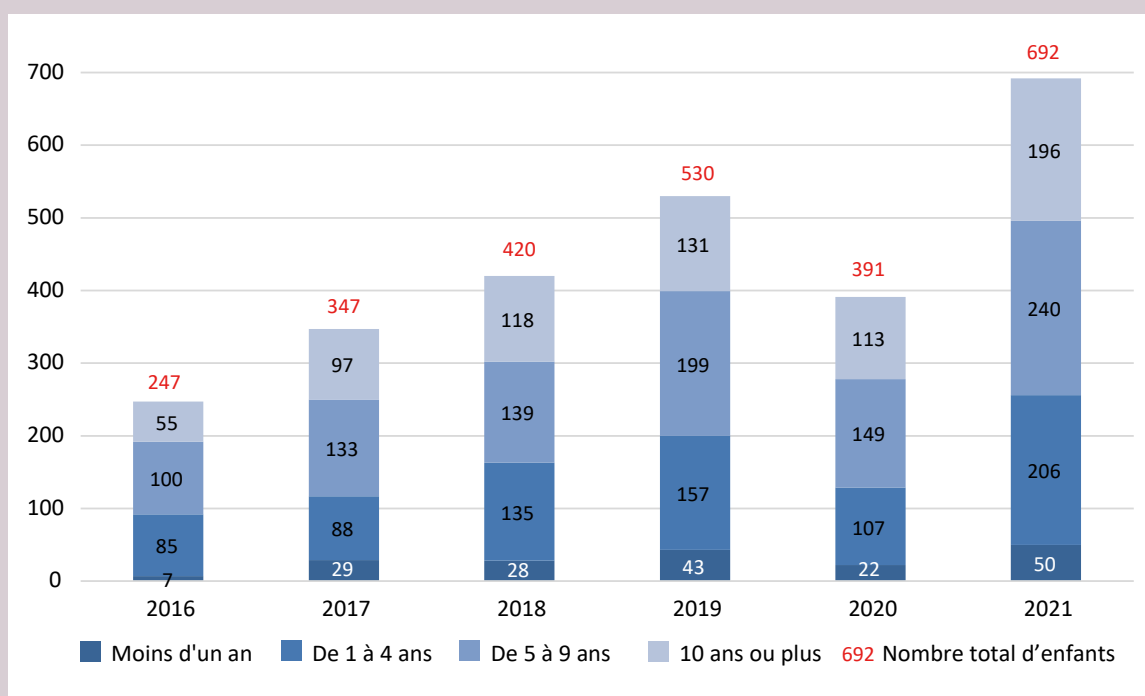


Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

En termes d'évolution, la proportion d'enfants ayant connu un parcours antérieur long (5 ans et plus) à l'ASE est, en moyenne, relativement stable, puisqu'elle est passée de 54 % pour les enfants admis en 2020 à 57 % en 2021. En revanche, on observe que les parcours ont été supérieurs ou égaux à cinq ans¹³ pour 63 % des enfants admis en 2021 après une déclaration judiciaire de délaissement parental, contre 67 % pour ceux admis dans ces conditions en 2020 (*graphique 14*). Ces évolutions restent difficiles à interpréter. Toutefois, la mise en place progressive des commissions d'examen de la situation et du statut des enfants confiés (CESSEC)¹⁴ pourrait entraîner des évolutions des durées des prises en charges antérieures à l'ASE, au regard des préconisations concernant le délaissement des enfants de moins de deux ans. Ainsi, le graphique 14 met en avant une augmentation importante du nombre d'enfants admis au statut de pupille à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parentale. Celle-ci est particulièrement importante à la fois pour les enfants ayant eu de très long parcours à l'ASE (10 ans ou plus) et pour ceux qui ont eu un parcours très court (moins d'un an). Pour ces derniers leur nombre a été multiplié par 7.

Graphique 14 Évolution du nombre d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental ayant connu un parcours antérieur à l'ASE



Champ • France entière. Pupilles de l'État admis entre 2016 et 2021, ayant connu un parcours à l'ASE.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

¹³. Parmi les enfants ayant connu une prise en charge à l'aide sociale à l'enfance.

¹⁴. L'enquête auprès des conseils départementaux, lancée en juillet 2022, portant sur « l'évaluation et l'évolution du statut juridique de l'enfant confié » permet à l'ONPE d'estimer le nombre de CESSEC créées au 31 décembre 2021 à 74, parmi lesquelles 7 « instances » ont été créées avant la loi de 2016.

2.1.2. Le devenir des enfants admis

Dans les mois qui suivent l'admission, la situation des pupilles est susceptible de changer rapidement. Ainsi, au cours de l'année 2021, près de 20 % des nouveaux admis ont été placés dans une famille en vue d'adoption et pour certains d'entre eux, le jugement d'adoption a été prononcé. L'année 2021 se signale par une diminution par rapport à l'année 2020 (27 %), s'inscrivant ainsi dans une tendance à la baisse du nombre d'enfants placés en vue d'adoption observée depuis 2009 (47 % des nouveaux admis étaient alors confiés en vue d'adoption avant la fin de l'année¹⁵). Cette évolution sur 2021 s'explique à la fois par la baisse des admissions d'enfants sans filiation en 2021 (25 % de l'ensemble des admissions contre 42 % en 2020) et de manière concomitante par l'augmentation des admissions d'enfants à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (qui représentent 51 % des admissions en 2021 contre 35 % en 2020).

Par ailleurs, près de 6 % des enfants admis au cours de l'année 2021 sont retournés dans leur famille de naissance en 2021 : dans la majorité des cas (71 situations), les parents demandent leur restitution avant la fin du délai légal, 3 enfants ont été restitués après le délai légal et 14 enfants ont fait l'objet d'une tutelle familiale.

Plus l'enfant est jeune, plus la probabilité qu'il puisse quitter rapidement le statut de pupille augmente (voir annexe 3-4). Ainsi, 54,5 % des enfants admis avant leur premier anniversaire ont-ils été placés dans une famille en vue de leur adoption ou adoptés au cours de l'année civile tandis que 15,1 % ont réintégré leur famille de naissance. *A contrario*, les enfants âgés de 10 ans et plus au moment de l'admission sont généralement peu nombreux à être rapidement confiés en vue d'adoption (2,6 %) ; ils vivent pour l'essentiel en famille d'accueil ou en établissement (89 %). Enfin, parmi ces enfants âgés de plus de 10 ans 8 % quittent rapidement le statut de pupille du fait de la majorité pour les deux tiers d'entre eux et par un changement de statut pour les autres¹⁶.

Quel que soit leur âge, les enfants admis durant l'année qui n'ont pas été confiés à une famille en vue d'adoption au 31 décembre 2021 vivent pour 83 % d'entre eux dans une famille d'accueil (soit 935 enfants) et pour 14 % d'entre eux en établissement (soit 154 enfants) [voir annexe 3-5].

2.1.3. Les enfants présentant des besoins spécifiques

Près de 42 % des enfants admis en 2021 ont des besoins spécifiques (contre 31 % en 2020), parmi lesquels les deux tiers (434 sur 647) sont considérés comme ayant un âge élevé¹⁷ et un tiers sont, à part quasi-égales, des enfants ayant un problème de santé ou une situation de handicap (110) et des enfants en fratrie (103) [voir annexe 3-5]. Parmi les enfants ayant une fratrie, 89 % d'entre eux sont âgés de cinq ans et plus, alors que les enfants présentant un problème de santé ou une situation de handicap sont beaucoup plus jeunes, deux sur dix ont moins d'un an.

¹⁵. Avec une baisse particulièrement importante entre 2017 et 2019, passant de 35,5 % à 23 % sur la période.

¹⁶. Il s'agit par exemple d'enfants orphelins pour lesquels une tutelle familiale est finalement mise en place.

¹⁷. En France, le seuil d'âge permettant de déterminer si un enfant est considéré comme étant à besoins spécifiques du point de vue de son adoptabilité est variable en fonction des territoires. En effet, l'enquête montre que ce seuil est apprécié différemment : ainsi, si 27 % des enfants admis en 2021 sont âgés de 10 ans et plus, l'âge n'est considéré comme un besoin spécifique que dans 18 % des situations.

Contrairement aux données au 31 décembre 2021, lorsqu'on observe les données de flux, en 2021, près de 10 % des enfants placés rapidement en vue d'adoption présentent des besoins spécifiques contre 16 % en 2017, année ayant connu la proportion la plus importante. À l'inverse, 51 % des enfants qui ne sont pas confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 présentent des besoins spécifiques contre 44 % en 2020.

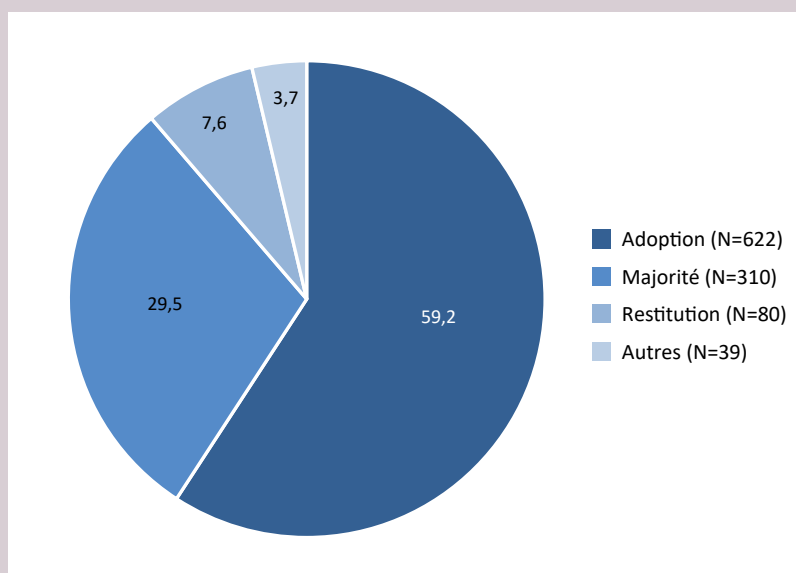
La part des enfants à besoins spécifiques varie selon les différents modes d'accueil en vue d'adoption, de 4 % pour les enfants accueillis dans une famille agréée du département à 36 % pour ceux dont le projet d'adoption émane de la famille d'accueil.

Enfin, 47 % des enfants non placés en vue d'adoption vivant en famille d'accueil et 76 % de ceux vivant en établissement sont des enfants à besoins spécifiques, contre respectivement 41 % et 55 % en 2020.

2.2. Les sorties en 2021

Au cours de l'année 2021, 1051 enfants ont quitté le statut de pupille de l'État, un chiffre en hausse de 3,2 % par rapport à 2020 (1018) : plus de 59 % de ces sorties font suite à un jugement d'adoption (*graphique 15*), 29,5 % de ces sorties s'expliquent par l'arrivée des pupilles à l'âge de la majorité et près de 8 % par des restitutions à leurs parents, la plupart dans le délai légal qui leur est imparti (74 sur 80 restitutions au total). Les autres motifs de sortie représentent moins de 4 % des 1051 enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État, soit 39 enfants se répartissant comme suit : 31 changements de statut (dont 25 tutelles familiales), 2 transferts de pupille dans un autre département et 5 décès¹⁸ (voir annexe 3-7).

Graphique 15 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2021 (en %)



N : Nombre d'enfants.

Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

¹⁸. Les chiffres relatifs au décès des pupilles de l'État sont très variables d'une année sur l'autre et varient de 5 à 12 sur les 10 dernières années. Les causes de ces décès sont toutes liées à des problématiques de santé ou de handicap.

En termes d'évolution, le nombre de pupilles de l'État ayant quitté le statut à la suite d'un jugement d'adoption au cours de l'année 2021 augmente de 6 % par rapport à 2020 (passant de 587 à 622). Cette évolution marque une inflexion dans une tendance à la baisse observée depuis 2016. Elle traduit peut-être un effet de rattrapage après les périodes de confinement de 2020, où la diminution des adoptions était particulièrement importante. Toutefois, ce rebond ne permet pas de retrouver le niveau d'adoptions enregistré avant la crise sanitaire (706 en 2019). La tendance à la baisse observée depuis 2016 s'inscrit sur la durée, et peut s'expliquer par l'évolution importante du profil des enfants admis au statut de pupille de l'État (diminution des admissions d'enfants sans filiation et augmentation des admissions d'enfants à la suite de décisions judiciaires). À noter, même si les chiffres sont à interpréter prudemment, l'augmentation du nombre d'adoptions simples qui est passé de 16 en 2019 à 24 en 2021, soit une proportion de 2 % à 4 % des adoptions.

Concernant les pupilles quittant le statut à la majorité, leur nombre a augmenté de 4 % (passant de 297 en 2020 à 310 en 2021). Cette situation confirme une tendance à l'augmentation observée depuis 2013, puisque la proportion des pupilles quittant le statut par la majorité est passé de 15 % à cette date à 29,5 % en 2021. Une telle évolution est à mettre en lien d'une part, avec l'évolution du profil des pupilles de l'État, d'autre part, avec la tendance à la diminution des sorties par adoption depuis 2016, en lien avec la substitution dans la loi d'un « projet d'adoption » vers « un projet de vie ».

On observe également une diminution de la proportion d'enfants restitués qui passe de 10 % en 2020 à moins de 8 % en 2021, retrouvant le niveau de 2019.

Par ailleurs, le nombre d'enfants sortant chaque année du statut de pupilles de l'État varie fortement d'un département à l'autre (moins de cinq sorties dans 32 départements, entre cinq et dix dans 28 départements, entre dix et vingt dans 18 départements, et vingt sorties ou plus dans 16 départements). C'est le département du Pas-de-Calais qui connaît le plus de sorties avec 68 enfants ayant quitté le statut en 2021 (56 % à la suite d'un jugement d'adoption), suivi du département du Nord avec 54 enfants (du fait de la majorité pour 59 % d'entre eux). À l'opposé, cinq départements n'ont vu aucun enfant quitter le statut de pupille au cours de l'année 2021 (voir annexe 3-1).

En termes de genre, les garçons sont plus nombreux à avoir quitté le statut de pupille en 2021 avec 53,1 %¹⁹ (voir annexe 3-6).

Les motifs de sortie du statut de pupille de l'État sont fortement liés à la condition d'admission. Ainsi le jugement d'adoption est le principal motif de sortie pour les enfants sans filiation (85 %), pour les enfants remis par leurs deux parents ou remis par un parent (52 %). À l'opposé, les enfants orphelins quittent le statut de pupille par jugement d'adoption dans de très faibles proportions, pour 5 % d'entre eux. Quant aux enfants dont l'admission fait suite à un retrait de l'autorité parentale ou une déclaration judiciaire de délaissement parental, ils sortent par l'adoption respectivement pour 34 % et 43 %.

Ainsi, les enfants admis au statut de pupilles de l'État quittent-ils principalement le statut de pupille à deux moments essentiels (voir annexe 3-6), soit avant l'âge de 3 ans (pour la plus grande partie d'entre eux : 42 % des sorties), soit au moment de leur majorité (pour près de 30 % d'entre eux). Pour les moins de 3 ans, la sortie du statut a deux raisons principales :

19. Cette proportion reste conforme à la représentativité de la population des enfants ayant eu le statut de pupille au cours de l'année 2021 ; en effet, parmi les 5016 enfants 53,8 % sont des garçons.

un jugement d'adoption a été prononcé dans 83 % des situations, tandis que près de 16 % des enfants ont réintégré leur famille avant le délai légal de rétractation de deux mois ou six mois, selon le cas.

Au cours de l'année 2021, 117 sorties concernent des enfants admis durant cette même année, ce qui représente 11 % de l'ensemble des sorties observées (voir annexe 3-8). Ces sorties concernent en premier lieu des enfants qui ont été restitués à leurs familles (62 %).

Les enfants qui ont quitté le statut de pupille de l'État en 2021 ont été admis à 5,3 ans en moyenne, contre 4,7 ans en 2020. Les enfants restitués dans les conditions prévues par la loi étaient en moyenne âgés de moins d'un an au moment de leur admission, ayant presque tous été admis en 2021 ou en fin d'année 2020. À l'inverse, les enfants quittant le statut de pupille de l'État en raison de leur majorité étaient déjà âgés lors de leur admission puisqu'ils avaient près de 13 ans en moyenne. Ceux-ci sont donc restés pupilles de l'État durant plus de cinq années en moyenne après une prise en charge à l'ASE d'une durée moyenne de 7,8 années. Vingt-trois jeunes ont été admis quelques mois avant leur majorité tandis que deux sont restés dans le statut de pupille de leur naissance jusqu'à leur majorité (il s'agissait d'enfants à besoins spécifiques en raison de leur état de santé ou de l'existence d'un handicap).

Concernant les pupilles de l'État quittant le statut par la majorité, 78 % d'entre eux se sont vu accorder une aide jeune majeur (art. L222-2 et L222-5 du CASF) par les conseils départementaux²⁰.

Les enfants pour lesquels un jugement d'adoption a été prononcé en 2021 ont été admis en moyenne à l'âge de 1,6 ans (contre 1,9 ans en 2020) lorsqu'il s'agit d'adoption plénière et 6,9 ans lorsqu'il s'agit d'adoption simple. Pour les enfants ayant quitté le statut par l'adoption en 2021, le délai moyen était de 8,2 mois avant que le conseil de famille ne décide d'un placement en vue d'adoption, contre 7,6 mois pour les enfants adoptés en 2020. Cependant, 58 % des décisions de placement ont eu lieu entre le deuxième et le cinquième mois après l'admission au statut.

Les enfants ayant quitté le statut par l'adoption ont bénéficié du statut de pupille de l'État, pendant une durée moyenne de 23 mois. Cette durée comprend le temps de placement à l'aide sociale à l'enfance puis le temps de placement en vue d'adoption jusqu'au jugement d'adoption. Cette dernière durée était en moyenne de 15 mois en 2021, comme en 2020. Cette durée varie de 7 mois à 26 mois, selon les départements.

2.3. Les placements en vue d'adoption en 2021

En 2021, 616 enfants ont été confiés à une famille en vue d'adoption, soit 12 % des enfants ayant le statut de pupille au cours de l'année (voir annexe 3-9). Parmi les enfants confiés à une famille en vue d'adoption en 2021, 56 % sont des garçons, contre 48 % en 2020 (voir annexe 3-10). Les enfants confiés en vue d'adoption sont majoritairement âgés de moins d'un an (55 %); cette proportion est en net recul par rapport à 2020 (65 %), prolongeant une baisse observée depuis 2009 (79 %). La plupart d'entre eux sont des enfants admis selon l'article L224-41° du CASF (enfants sans filiation) à l'âge de quelques jours et dont la mise

²⁰. Sur 69 départements qui comptent 310 pupilles ayant quitté le statut par la majorité, le ratio a pu être calculé pour 60 départements (soit 257 pupilles) puisque 9 départements (soit 53 pupilles) n'ont pas renseigné cette information : ainsi sur 257 pupilles quittant le statut majeur en 2021 une aide jeune majeur a été accordée pour 201 d'entre eux.

en œuvre du projet d'adoption est plus rapide : 53 % des enfants placés en vue d'adoption ont été admis sous cette condition (voir annexe 3-11).

À l'opposé, peu d'enfants âgés de huit ans et plus sont placés en vue d'adoption. Ils représentent proportionnellement près de 17 % de l'ensemble des enfants placés en vue d'adoption, contre 13 % en 2020. Parmi eux près de 9 enfants sur 10 ont été admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental.

En matière d'évolution, l'effectif de 616 enfants confiés en vue adoption en 2021 se situe dans une relative stabilité avec 623 en 2019 et 617 en 2020. Malgré la diminution des admissions d'enfants sans filiation (-25 %), pour lesquels un placement en vue d'adoption se construit très rapidement, la stabilité de ces placements en 2021 est due à la mise en place de projet d'adoption en faveur d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental, en 2021 mais également en 2019 et 2020.

Concernant le temps de construction des projets d'adoption, il s'écoule en moyenne 10,3 mois entre l'admission comme pupille de l'État et le placement en vue d'adoption pour les enfants confiés en vue d'adoption en 2021. Cette durée varie de 5 mois en moyenne pour les enfants admis sans filiation, à 18 mois pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (contre près de 16 mois en 2020).

Par ailleurs, pour les enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2021, l'existence de besoins spécifiques allonge la construction de projet d'adoption ; celle-ci varie de 8 mois pour les enfants sans besoins spécifiques à 21 mois pour les enfants ayant des besoins spécifiques relatifs à l'état de santé ou l'existence d'un handicap.

En 2021, 431 enfants (70 %) ont été confiés en vue de leur adoption à une famille agréée du département, contre 465 en 2020 (près de 80 %). Cette proportion varie de près de 36 % pour les enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental à près de 94 % pour les enfants admis sans filiation.

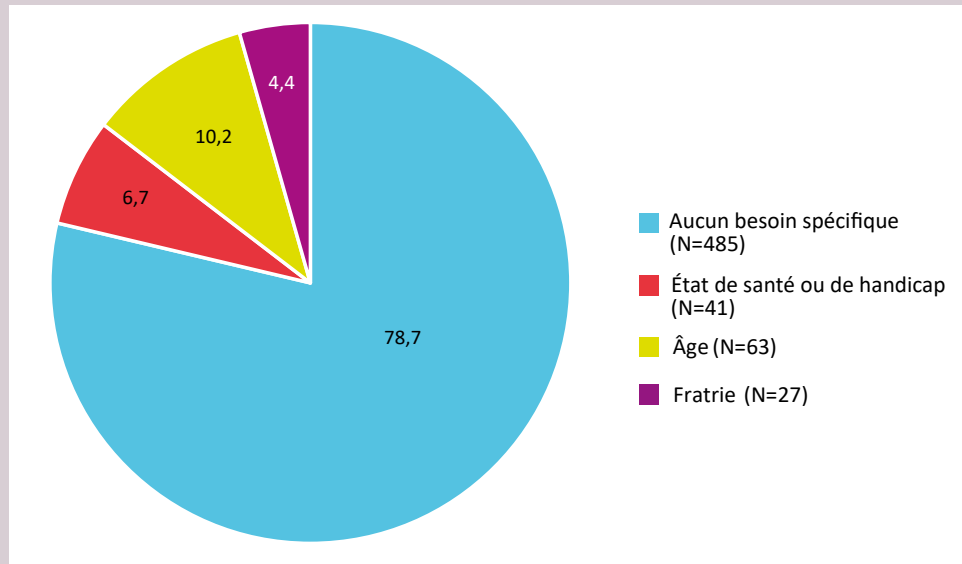
47 enfants (près de 8 %) ont été confiés à une famille agréée hors du département, la moitié d'entre eux étant des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental.

138 enfants (22 %) vivent dans une famille d'accueil qui s'est portée candidate à leur adoption, ces enfants ayant été admis pour 83 % d'entre eux à la suite d'une décision judiciaire (voir annexe 3-11).

Enfin, près de 21 % des enfants confiés en vue d'adoption au cours de l'année 2021 ont des besoins spécifiques (20 % en 2020) [graphique 16]. Pour 48 % d'entre eux, le besoin est lié à un âge élevé (voir annexe 3-12).

En 2021, 40 % des enfants à besoins spécifiques placés en vue d'adoption ont été confiés à des familles agréées du département, 38 % à des familles d'accueil et 22 % à des familles agréées hors département, des proportions quasi identiques à 2020. Les enfants ayant des besoins spécifiques en raison de leur santé sont pour 61 % d'entre eux confiés en vue d'adoption à des familles agréées du département (47 % en 2020), 15 % à des familles d'accueil et 24 % à des familles agréées hors du département.

Graphique 16 Répartition des enfants confiés en vue d'adoption en 2021 en fonction de l'existence de besoins spécifiques (en %)



N : Nombre d'enfants.

Champ • France entière. Pupilles de l'État au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

3. Analyses complémentaires

Les développements suivants permettent de revenir sur certains sujets ciblés qui ressortent de l'enquête sur les pupilles de l'État. Il en est ainsi :

- l'augmentation de l'activité des conseils de familles. Pour rappel, en 2020, 119 conseils de famille ont suivi la situation des 5016 enfants ayant eu le statut de pupilles au cours de l'année;
- l'accompagnement des familles en cas de restitution de l'enfant;
- le profil des familles agréées.

3.1. L'augmentation notable de l'activité des conseils de famille en 2021

Les effets de la crise sanitaire se sont fait sentir sur le fonctionnement de l'ensemble des conseils de famille en 2021; en effet, dans la plupart des territoires, les séances se sont tenues en visioconférence ou audioconférence au moins jusqu'en juillet 2021.

Pour rappel, les conseils de famille doivent respecter le maximum légal de 50 pupilles de l'État suivis par instance (art. R224-2 du CASF). À ce titre, en 2021, un second conseil de famille a été installé dans les départements de l'Isère et du Haut-Rhin afin d'absorber l'augmentation importante du nombre de pupilles de l'État dans ces départements.

Ainsi, en 2021, ce sont 119 conseils de famille²¹ qui ont suivi la situation des 5016 enfants ayant eu le statut de pupilles au cours de l'année, soit une moyenne de 42 enfants par conseil de famille. Au 31 décembre 2021, 3965 enfants sont accompagnés par les conseils de famille.

En 2021, onze départements comptent au moins deux conseils de famille, parmi lesquels les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui comptent six instances chacun (voir annexe 5-1).

Toutefois, dans 25 départements le maximum légal par instance est atteint ou dépassé dans au moins un des conseils de famille²², contre vingt départements en 2020. Parmi ces départements, le Calvados a annoncé la création d'une deuxième instance pour 2022, tandis que la Meurthe-et-Moselle envisage la création d'un troisième conseil de famille, pour faire face à l'activité en constante augmentation sur ces territoires. La difficulté pour l'ensemble de ces départements sera de trouver, tant dans les associations que pour les personnes qualifiées des candidats pouvant siéger au sein de ces conseils de famille. Cette difficulté est un obstacle depuis plusieurs années pour nombre de départements.

21. Pour mémoire, la collectivité territoriale de Corse regroupant les anciens des départements de Haute-Corse et de Corse-du-Sud, les deux anciens conseils de famille ont également fusionné en une seule entité depuis le 1^{er} janvier 2018.

22. Les départements sont les suivants : Bouches-du-Rhône, Isère, Meurthe-et-Moselle, Nord, Pas-de-Calais, l'Aisne, l'Aude, Calvados, Charente-Maritime, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Marne, Morbihan, Moselle, Bas-Rhin, Rhône, Seine-Maritime, Seine-et-Marne, Var, Val-de-Marne et Val d'Oise.

Encadré 6 Le fonctionnement des conseils de famille

Le conseil de famille est chargé, avec le préfet tuteur, d'exercer la tutelle des pupilles de l'État et doit examiner la situation de chaque enfant au moins une fois par an (art. L224-1 du CASF). La composition et le fonctionnement des conseils de famille sont fixés par voie réglementaire aux articles R224-1 à R224-25 du CASF. Le conseil de famille est composé de huit membres : deux représentants du conseil départemental, deux membres d'associations familiales, un membre de l'association départementale d'entraide des pupilles de l'État, un membre d'une association d'assistants familiaux et deux personnes qualifiées en raison de l'intérêt qu'elles portent à la protection de l'enfance et de la famille. La durée du mandat est de six ans, renouvelable une fois. Le conseil de famille est renouvelé par moitié. Le président du conseil de famille est désigné par ses membres pour un mandat renouvelable de trois ans.

La définition du projet d'adoption, simple ou plénière suivant la situation de l'enfant, le choix des adoptants éventuels, la fixation de la date du placement en vue d'adoption de l'enfant et des informations qui seront données aux futurs adoptants sur la situation du pupille sont assurés par le tuteur, en accord avec le conseil de famille. Par ailleurs, il appartient au conseil de famille de donner le consentement à l'adoption du pupille lorsque ce consentement n'a pas été donné par les parents.

Concernant le suivi de la situation des pupilles de l'État dont ils ont la charge : toute personne en lien avec l'enfant – ou le pupille lui-même – peut être auditionnée par le conseil de famille, à sa demande ou à celle du tuteur. Par ailleurs, les conseils de famille ont parfois à gérer des biens patrimoniaux importants pour le compte de certains pupilles orphelins. Dans ces situations, l'accompagnement du pupille peut se poursuivre au-delà de la majorité le temps de clore les dossiers de succession. Enfin, certains conseils de famille ont mis en place un accompagnement à la sortie du statut de pupille jusqu'à 21 ans, sur la base du volontariat. Cet accompagnement est notamment destiné à des jeunes en grande précarité ne bénéficiant pas d'aide jeune majeur.

3.1.1. Présidence et activité des conseils de famille

D'une année sur l'autre, la présidence des conseils de famille évoluent à la marge. L'observation des évolutions sur les cinq dernières années des tendances se dégagent. En 2021, les associations familiales ont, comme en 2016, majoritairement assuré la présidence des conseils de famille (32 %). La part des conseils de familles présidés par des personnes qualifiées²³ progresse légèrement passant de 29 % à 30 % entre 2016 et 2021, tandis que la part des présidences assurées des conseils départementaux progresse passant de 16 % à 21 % sur la même période. Enfin, les anciens pupilles de l'État président 13 % des conseils (contre 16 % en 2016) et les représentants des assistants familiaux en président 4 % (contre 16 % en 2016).

En 2021, les conseils de famille se sont réunis²⁴ en moyenne à 8,4 reprises (voir annexe 5-1), un ratio en progression par rapport à 2020 (7,8) et ce dans un contexte où les effets de la crise sanitaire ont perturbé la tenue des réunions. Néanmoins, la majeure partie des conseils de famille ont pu remplir leur mission d'accompagnement auprès des enfants.

Concernant les représentants des associations d'anciens pupilles et personnes confiées à l'ASE, il faut noter que certains départements rencontrent des difficultés pour les recruter en tant que membres du conseil de famille. Ainsi, par exemple les départements du Calvados,

²³. « Personnalités qualifiées en raison de l'intérêt qu'elles portent à la protection de l'enfance et de la famille » (art. R224-3 du CASF).

²⁴. Il est à noter que les conseils de famille des départements de la Creuse et de la Lozère ne se sont pas réunis faute de pupilles suivis dans ces deux départements en 2021. Concernant le conseil de famille des pupilles de l'État de la collectivité de Corse, celui-ci n'a pu se tenir en 2021 du fait de la démission de deux de ses membres au cours de l'été 2021, qu'il a fallu remplacer. À cette difficulté s'est ajoutée une décision de justice, rendue en appel en octobre 2021 après un long processus contentieux entamé en 2018 visant à l'annulation de l'arrêté de composition du conseil de famille de Corse, qui a repoussé à fin 2021 la prise d'un nouvel arrêté de composition du conseil de famille. Compte tenu des délais légaux, la première réunion du conseil de famille n'a pu se tenir que début 2022.

d'Indre-et-Loire, de Saône-et-Loire, de Guyane et Mayotte n'ont pas de représentants des anciens pupilles au conseil de famille.

Par ailleurs, dans 81 départements, les conseils de famille ont procédé à des auditions concernant la situation des enfants. Le plus souvent c'est le tuteur qui sollicite cette audition. Les personnes auditionnées sont, le plus souvent, les services des conseils départementaux (74 %), les familles d'accueil (68 %) et les pupilles capables de discernement comme prévu par l'article R224-9 du CASF (67 %).

3.1.2. *L'examen des situations par les conseils de famille*

L'article L224-1 du CASF prévoit que le conseil de famille des pupilles de l'État examine au moins une fois par an la situation de chaque pupille. Ainsi, la situation de 82 % des enfants a-t-elle été examinée, au moins une fois, au cours de l'année 2021 (voir annexe 5-2), une proportion stable par rapport à 2020, sachant que le nombre de situations examinées a augmenté, passant de près de 3 700 situations en 2020 à plus de 4 100 en 2021 (+12 % en un an). Parmi les enfants dont la situation n'a pas été examinée en 2021 : 570 enfants déjà placés dans une famille en vue de leur adoption au 31 décembre 2020 ont quitté le statut à la suite d'un jugement d'adoption prononcé au cours de l'année et, sauf cas très exceptionnel, leur situation n'a pas nécessité de réexamen en conseil de famille. De même, la situation de la plupart des enfants restitués à leurs familles (85 enfants) n'a pu être examinée compte tenu des délais très courts entre l'admission provisoire et la restitution (les trois quarts des enfants ont été restitués au cours du premier mois). Enfin, 148 enfants avaient un statut provisoire au 31 décembre 2021 et leurs situations n'avaient pas non plus à être examinées, en dehors du cadre de l'examen provisoire de certaines situations de pupilles (R224-13 et 14 du CASF).

En dehors de l'examen annuel de la situation de chaque pupille, le conseil de famille se mobilise pour l'examen de situations bien précises à partir de l'admission de l'enfant au statut de pupille de l'État. Ainsi, conformément à l'article R224-12 du CASF, la situation de 77 % des enfants admis à titre définitif en 2021 a été examinée dans les deux mois suivant l'admission définitive contre 82 % en 2019. Outre l'adaptation des conseils de famille aux contraintes organisationnelles liées à la crise sanitaire (mise en place de visioconférence), cette baisse est due aux difficultés des conseils de famille pour procéder à ces examens dans le délai de deux mois, compte tenu du nombre croissant de pupilles suivis avec parfois des situations complexes. De plus, les retards pris par les tribunaux pendant la pandémie ont impacté la délivrance des certificats de non-appel des enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental, contribuant ainsi à allonger les délais.

Par ailleurs, les conseils de famille ont examiné avant leur admission définitive, conformément à l'article R224-13 du CASF, la situation de 36 enfants sur 61 remis par un seul de leurs parents (art. L224-4. 3°), le temps de leur statut provisoire (qui pour certains est à cheval sur fin 2020 et début 2021).

Enfin, les conseils de famille ont examiné, également avant leur admission définitive, conformément à l'article R224-14 du CASF, la situation de 63 enfants orphelins admis à titre provisoire sur 127 orphelins admis en 2021 (art. L224-4. 4°), sachant que 36 enfants n'avaient pas encore le statut définitif au 31 décembre 2021. Il faut préciser que pour certains départements, l'admission d'orphelins est définitive sans qu'il y ait au préalable une admission provisoire.

Parallèlement, au cours de l'année 2021, 140 demandes de droit de visite des parents ont été adressées aux conseils de famille, contre 107 en 2020. Concernant les demandes de restitution, celles-ci sont en baisse passant de 98 en 2020 à 85 en 2021.

Enfin, en 2021, 265 enfants ont changé de lieu de placement au cours de l'année après accord préalable du conseil de famille conformément à l'article R224-21 du CASF, contre 224 en 2020. Parmi ces changements de lieu d'accueil, 13 enfants concernés étaient placés en vue d'adoption et ont finalement été retirés des familles candidates à l'adoption avant le jugement définitif.

3.2. Accompagnement des familles après restitution d'un enfant

L'enquête 2021 apporte des informations complémentaires sur l'accompagnement (en service social renforcé, en PMI renforcée ou encore par une mesure de protection de l'enfance) mis en place à la suite d'une restitution d'enfants²⁵. Ainsi, sur 35 départements²⁶ ayant répondu et sur 74 situations de restitution, 48 familles se sont vu proposer un accompagnement.

3.3. Familles agréées

3.3.1. Évolutions relatives aux agréments d'adoption

Au 31 décembre 2021, le nombre d'agréments en cours de validité s'élève à 9350 (*graphique 17*), contre 9576 un an auparavant, soit une baisse de 2 % par rapport à 2020 (contre -4 % un an plus tôt), poursuivant ainsi une tendance observée depuis 2007²⁷²⁸²⁹ (rappelons qu'au 31 décembre 2006, 28528 agréments étaient en cours de validité).

Au cours de l'année, les services des conseils départementaux ont reçu 4 191 nouvelles demandes d'agrément de la part de couples ou de personnes seules, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2020 (contre une baisse de 9 % l'année précédente). Dans le même temps, 2 445 agréments ont été accordés, soit une hausse de 24 % par rapport à 2020 (-22 % en 2020).

Enfin, le nombre de retraits d'agréments augmente également passant de 361 à 455 (+26 %). Ces retraits d'agrément sont, pour plus de la moitié, liés à une absence de confirmation annuelle des candidats³⁰. Quant aux refus d'agrément, au nombre de 359 pour l'année 2021, ils augmentent fortement (+24 %).

25. Les articles L223-7 et L224-6 du CASF prévoient un accompagnement du parent et de l'enfant pendant une durée de 3 ans « afin de garantir l'établissement des relations nécessaires au bon développement physique et psychologique de l'enfant ainsi que sa stabilité affective ».

26. À cette question, 7 départements n'ont pu apporter de réponse sur la mise en place ou non d'un accompagnement concernant 11 enfants restitués.

27. Voir : https://onpe.gouv.fr/system/files/publication/focus_pupilles2014.pdf.

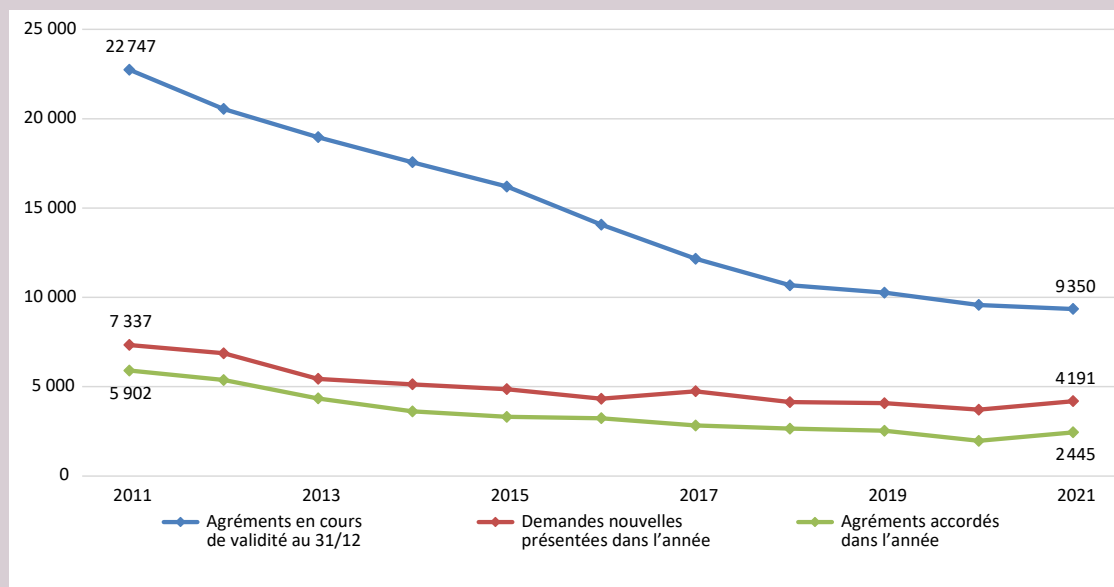
28. Voir : Mignot, J.-F. (2015). L'adoption internationale dans le monde : les raisons du déclin. *Population & Sociétés*, n° 519.

29. Voir : https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/28078/556_population.societes.juin.2021.amp.france.fr.pdf.

30. Les agréments d'adoption ont une durée de validité de cinq ans et « toute personne titulaire de l'agrément doit confirmer au président du conseil départemental de son département de résidence, chaque année et pendant la durée de validité de l'agrément, qu'elle maintient son projet d'adoption, en précisant si elle souhaite accueillir un pupille de l'État en vue d'adoption » (art. R225-7 du CASF).

En 2021, 9 recours contentieux ont fait suite à un refus d'agrément contre 7 en 2020 (et 15 en 2019), tandis que 2 décisions des tribunaux administratifs ont annulé ces refus.

Graphique 17 Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2011 et 2021



Champ • France entière. Agréments d'adoption entre 1991 et 2021.

Source • « Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021 », ONPE, mai 2023

Enfin, en 2021, 6 604 couples ou personnes seules ont assisté à une réunion d'information sur l'adoption dans les départements (+7 % par rapport à 2020). Ces réunions se sont tenues en visioconférence pour une partie de l'année, le présentiel revenant peu à peu au cours du second semestre. Dans près d'un département sur cinq les entretiens individuels ont été privilégiés, respectant ainsi les règles de distanciations alors en vigueur.

3.3.2. Les agréments selon les départements

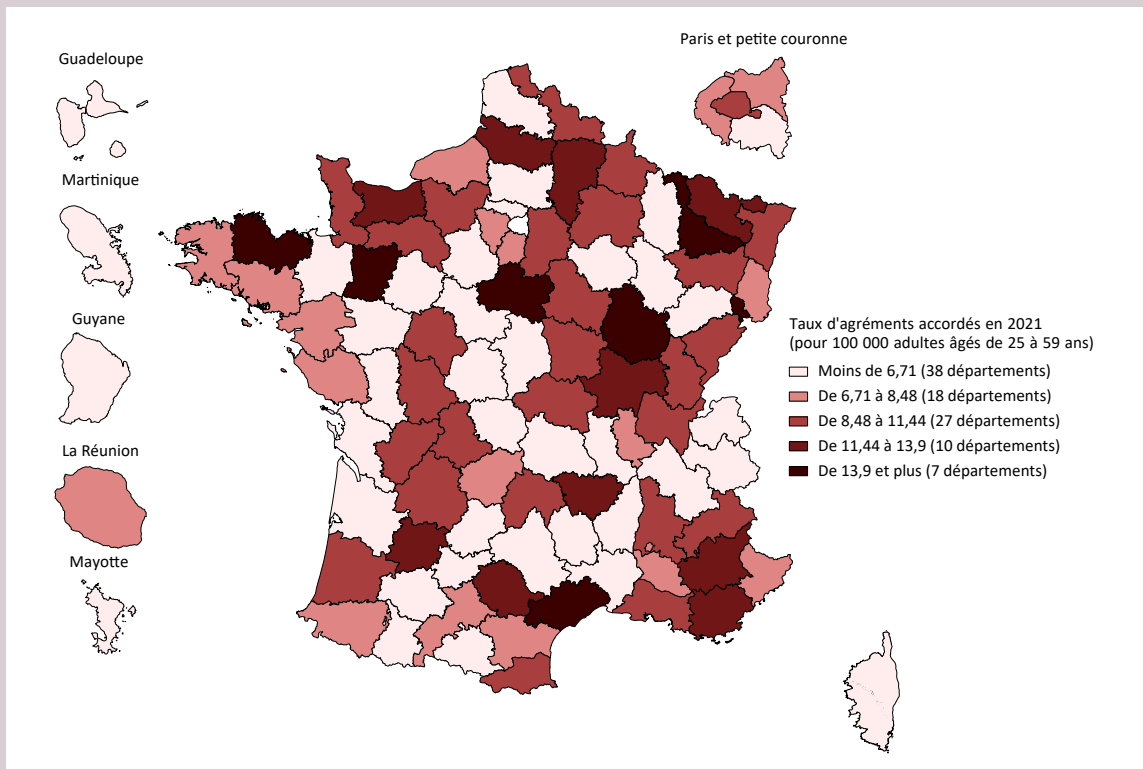
Parallèlement à la diminution du nombre d'agrément délivrés au cours de l'année 2021, la proportion d'agrément délivrés au regard de la structure de la population³¹ est également à la baisse et s'établit à environ 8 agrément accordés pour 100 000 adultes de 25-59 ans³² en France. La répartition par départements est toujours hétérogène, variant de 0 pour 100 000 adultes à Mayotte à 22 pour 100 000 dans le Loiret (*carte 2*).

Enfin, concernant les agrément en cours de validité, le taux sur l'ensemble du territoire national est de près de 32 agrément pour 100 000 adultes. Ce taux varie de 8 pour 100 000 adultes pour Mayotte à 66 pour 100 000 en Haute-Garonne (*carte 3*).

31. L'agrément pouvant être attribué aussi bien à une personne seule qu'un couple, l'ONPE rapporte le nombre d'agrément à l'ensemble des adultes.

32. Si l'âge minimum légal pour l'obtention d'un agrément d'adoption est de 28 ans, il n'y a pas d'âge maximum. Toutefois, même si dans de rares cas des adoptions peuvent être prononcées en faveur d'adoptants ayant plus de 60 ans, il est statistiquement plus pertinent de rapporter la proportion d'agrément aux adultes de moins de 60 ans.

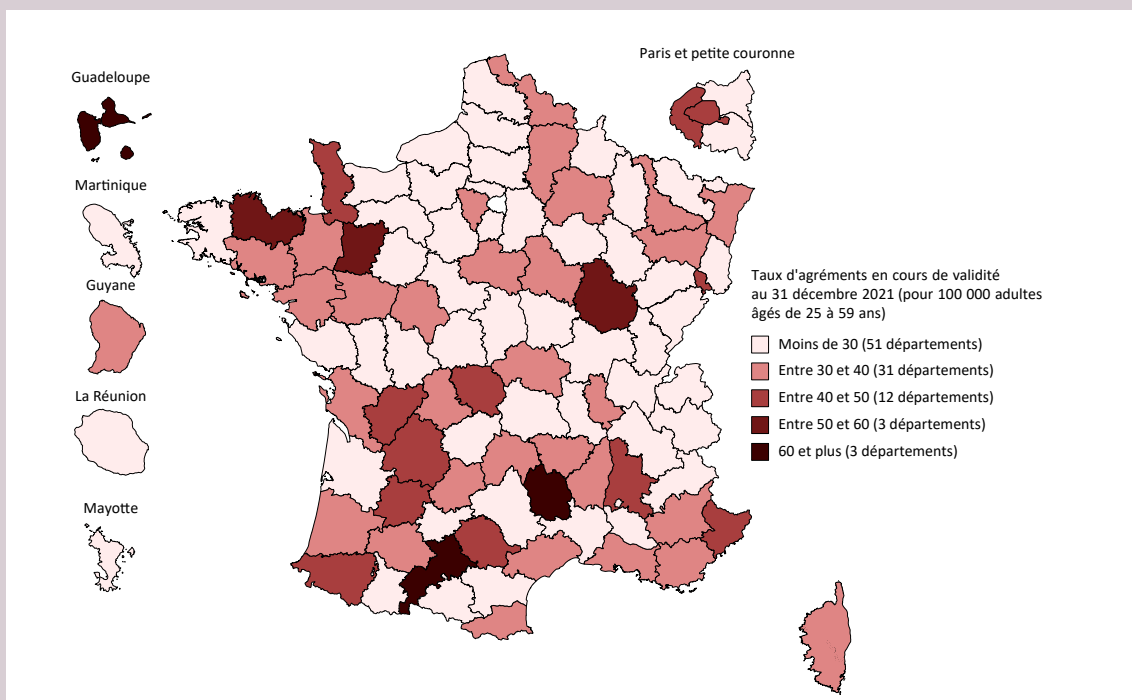
Carte 2 Taux d'agrément accordés pour 100 000 adultes, en 2021



Champ • France entière. Agréments accordés en 2021.

Sources • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, mai 2022. Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2021.

Carte 3 Taux d'agrément en cours de validité au 31 décembre 2021



Champ • France entière. Agréments en cours de validité au 31 décembre 2021.

Sources • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, mai 2022. Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2021.

3.3.3. Durée entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption

En 2021, la durée moyenne entre l'octroi d'un agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption d'un enfant est de trois années et deux mois³³. Cette durée varie de 4 mois en moyenne dans l'Allier à 9,6 ans pour le département des Landes. Ces différences peuvent s'expliquer, pour les départements pour lesquels le délai est court, par le faible nombre d'agréments d'adoption en cours de validité corrélé à un nombre de pupilles de l'État ayant besoin d'une adoption conjoncturellement important. Dans les autres départements, peu d'enfants ont eu besoin d'un projet d'adoption au regard des agréments en cours de validité. Cette durée est également variable selon le profil des enfants confiés (tableau 2).

Tableau 2 Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption

| | | Durée moyenne en années |
|---|------------------------------------|-------------------------|
| Existence de besoins spécifiques | <i>Sans besoin spécifique</i> | 3,3 |
| | <i>Tous besoins spécifiques</i> | 2,7 |
| | <i>Besoin lié à :</i> | |
| | ... l'état de santé ou de handicap | 2,7 |
| | ... l'âge | 3,3 |
| | ... être en situation de fratrie | 1,4 |
| Ensemble des situations | | 2,2 |

Champ • France entière. Agréments accordés en 2021.

Sources • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, mai 2022. Insee, estimations de population au 1^{er} janvier 2021.

3.3.4. L'âge des adoptants

Depuis 2012, l'enquête recueille l'année de naissance des adoptants permettant ainsi de calculer l'âge moyen de ces derniers au moment du placement en vue d'adoption. Au 31 décembre 2021, cet âge moyen est de 42,4 ans contre 41,7 en 2020. Cette situation s'explique notamment par la proportion plus importante en 2021 de famille d'accueil adoptantes, celles-ci étant plus âgées que les familles agréées. Ainsi, cet âge varie selon la situation de la future famille adoptive, passant de près de 40 ans pour les familles agréées du département de résidence à 51,4 ans pour les familles d'accueil.

L'âge moyen des adoptants varie également fortement en fonction des conditions d'admission des pupilles accueillis : de 39,1 ans pour les familles à qui un enfant sans filiation a été confié (enfant âgé de moins de 6 mois au moment du placement en vue d'adoption, contre 1,3 an en 2020) à 48,4 ans pour celles qui se sont vu confier un enfant admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental.

³³. Cette durée moyenne est calculée uniquement pour les familles agréées se voyant confier un enfant en vue d'adoption, ne prenant pas en compte les familles agréées sans enfant.

Corrélativement, l'âge des adoptants varie en fonction de l'existence ou non de besoins spécifiques pour l'enfant : de 41,3 ans pour les adoptants d'enfants sans besoin spécifique à près de 48,6 ans pour les adoptants d'enfants dont les besoins spécifiques sont liés à un « âge élevé » (tableau 3).

Tableau 3 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption

| | | Âge moyen (en années) | |
|---|---|------------------------------------|---|
| | | Futures familles adoptives (N=816) | Enfants « confiés en vue d'adoption » (N=913) |
| Famille adoptive | <i>Famille d'accueil</i> | 51,4 | 8,5 |
| | <i>Famille agréée du département</i> | 40,2 | 1,7 |
| | <i>Famille agréée hors département</i> | 42,7 | 4,7 |
| Besoins spécifiques | <i>Sans besoin spécifique</i> | 41,3 | 2,4 |
| | <i>État de santé ou de handicap</i> | 42,5 | 3,3 |
| | <i>Âge</i> | 48,6 | 8,6 |
| | <i>Fratrie</i> | 46,8 | 7,5 |
| Condition d'admission | <i>Absence de filiation (224-4 1°)</i> | 39,1 | 0,4 |
| | <i>Remis par personnes qualifiées (224-4 2°)</i> | 41,1 | 3,8 |
| | <i>Remis par un parent (224-4 3°)</i> | 44,8 | 3,9 |
| | <i>Orphelins (224-4 4°)</i> | 46,9 | 8,1 |
| | <i>Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°)</i> | 43,1 | 5,5 |
| | <i>Déclaration judiciaire d'abandon/de délaissement parental (224-4 6°)</i> | 48,4 | 7,9 |
| Âge moyen toutes situations confondues | | 42,4 | 3,3 |

Champ • France entière. Pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021.

Source • Enquête sur la situation des pupilles de l'État au 31 décembre 2021, ONPE, mai 2023.

Conclusion

La présente étude permet d'analyser en détail les données disponibles à un niveau national, sur la situation des pupilles de l'État. Cette étude était conduite tous les deux ans par le ministère chargé des Affaires sociales depuis 1987 et a été confiée à l'ONPE en 2005. L'enquête est désormais annuelle et regroupe les réponses de l'ensemble des départements français (métropole et DROM). Les résultats de cette enquête permettent trois séries d'apports.

Mieux connaître le nombre, les évolutions et le statut des enfants pupilles de l'État au 31 décembre 2021

Un nombre de pupilles de l'État qui cache de fortes disparités départementales

3 965 enfants bénéficiaient du statut de pupille de l'État en France, soit un ratio de 27,4 pour 100 000 mineurs. De fortes disparités départementales sont relevées : les taux variant de 3,5 pour 100 000 (Ariège) à 82,1 pour 100 000 (Aude). Ces différences peuvent être liées non seulement aux nombres et au profil d'enfants pupilles de l'État dans chaque département, mais aussi aux pratiques professionnelles, à la fois départementales et judiciaires.

Une majorité d'enfant admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement

Parmi l'ensemble des données exploitées dans le cadre de ce rapport, il est intéressant de retenir en conclusion qu'au 31 décembre, la majorité des enfants pupilles de l'État (56,2 % d'entre eux) ont été admis dans ce statut à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental (art. 381-1 et 382-2 du Code civil). Viennent ensuite les enfants admis après avoir été remis au service (26 %), dont près de 18 % au titre d'un accouchement sous le secret ou enfants de filiation inconnue.

Un nombre d'enfants pupilles qui a fortement progressé entre décembre 2017 et décembre 2021

Par ailleurs, le nombre d'enfants ainsi admis, stable entre décembre 2015 et décembre 2017, a fortement progressé entre décembre 2017 et décembre 2021 (passant de 259 à 356; +37 %), laissant entrevoir l'évolution des pratiques professionnelles précédemment décrites.

Disposer de premières données de parcours sur les conditions d'admissions et de sorties des enfants du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021

Un faible nombre d'enfants sortis du statut de pupille par la voie de l'adoption, en dehors des plus jeunes

Au 31 décembre 2021, ils sont 913 (soit 23 %) confiés en vue d'adoption (contre 3052 non confiés en vue d'adoption). Parmi les 913 enfants confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021, 295 ont été admis au cours de l'année 2021. L'exploitation de ces données met en évidence l'adoption rapide des pupilles en bas âge. En effet, et par exception par rapport à l'ensemble des enfants admis en tant que pupilles de l'État, la majorité des enfants admis dans ce statut avant leur premier anniversaire (55 %) ont été placés dans une famille en vue de leur adoption ou adoptés au cours de l'année 2021. Il est à noter que 15 % ont réintégré leur famille de naissance, ce qui pose la question de l'accompagnement de ces situations dans lesquelles les parents ont décidé d'abandonner leur enfant avant de se rétracter.

Une augmentation du nombre d'enfants admis au statut de pupille en 2021

En 2021, 1552 enfants ont été admis au statut de pupille de l'État, à titre définitif ou provisoire, un nombre en forte augmentation (+26 %) après deux années de diminution. On retiendra que cette augmentation semble essentiellement s'expliquer par la hausse conjuguée des admissions faisant suite à une déclaration judiciaire de délaissement parental et celles à la suite d'un retrait de l'autorité parentale, leur nombre passant respectivement de 433 à 795 (+84 %) et de 70 à 127 (+81 %). Pour 2021, cette augmentation pourrait également être la conséquence des reports dus aux effets de la crise sanitaire et les périodes de confinements survenus en 2020, venant bouleverser l'organisation et retarder le fonctionnement du dispositif de protection de l'enfance notamment l'activité des conseils de familles, comme des juridictions.

Enfin, le nombre de naissances sous le secret repart à la baisse avec -25 % par rapport à 2020 avec 390 naissances enregistrées en 2021 (contre 518 en 2020).

Près de deux pupilles de l'État sur trois a connu avant son admission un accueil par les services de l'aide sociale à l'enfance.

Les enfants admis au statut de pupille au cours de l'année 2021 ont connu au préalable un parcours de placement à l'ASE pour 64 % d'entre eux, contre 49 % pour ceux admis en 2020.

Les enfants admis au statut de pupille de l'État en 2021 étaient en moyenne âgés de 7,3 ans.

Cet âge variant de moins d'un mois pour les enfants admis sans filiation à 11,9 ans pour les orphelins.

Près de 4 enfants sur 10 admis en 2021 au statut de pupille présentent des besoins spécifiques.

Il est également à noter que 42 % des enfants admis en 2021 présentent des besoins spécifiques, (contre 31 % en 2020) :

- 28 % ont un âge élevé;
- 7 % ont un problème de santé ou une situation de handicap;
- 7 % ont des frères et sœurs dont ils ne doivent pas être séparés.

Des conditions de sorties très variables d'une situation à l'autre

Au cours de l'année 2021, 1 051 enfants ont quitté le statut de pupille de l'État : près de six enfants sur dix à la suite d'un jugement d'adoption, près de trois sur dix du fait de la majorité, et moins d'un sur dix du fait d'une restitution à leurs parents.

Apporter des informations complémentaires sur le fonctionnement des conseils de famille et les familles agréées

Au 31 décembre 2021, le nombre d'agrément en cours de validité s'élève à 9 350, un nombre en diminution de 59 % par rapport à 2011. Le taux d'agrément en cours de validité met là encore en évidence de fortes disparités territoriales avec une moyenne de 32 agréments pour 100 000 adultes, qui varie de 8 pour 100 000 adultes à Mayotte à 66 pour 100 000 en Haute-Garonne.

Cette tendance masque en réalité des évolutions dans l'activité des services. En effet, au cours de l'année 2021, le nombre de demandes d'agrément et d'agrément accordés ont augmenté. Les services des conseils départementaux ont reçu près de 4 200 nouvelles demandes d'agrément de la part de couples ou de personnes seules (+13 % par rapport à 2020). De même, près de 2 450 agréments ont été accordés (+24 % par rapport à 2020).

Cette enquête annuelle présente donc des évolutions majeures pour mieux comprendre le parcours des enfants suivis en protection de l'enfance d'une part, et les enjeux propres à l'adoption nationale d'autre part. Comme tous les travaux de l'Observatoire national de la protection de l'enfance visant à articuler des connaissances, l'enquête allie l'analyse statistique et l'observation des pratiques de terrain. Les résultats de l'enquête 2021 invite l'Observatoire à approfondir dans de prochaines publications les effets de la loi du 14 mars 2016 qui insiste sur le besoin de penser un projet de vie pour chaque enfant et non plus systématiquement un projet d'adoption.

ANNEXES

Annexe 1 Questionnaire



Observatoire national de
la protection de l'enfance

**ENQUÊTE SUR LA SITUATION DES
PUPILLES DE L'ÉTAT EN 2021**

Observatoire national de l'enfance en danger

63 bis boulevard Bessières

75 017 Paris

Tél. : 01.58.14.22.50

Affaire suivie par :

M. Milan MOMIC

Tél. : 01.58.14.22.55

Fax : 01.45.41.38.01

Mail : milan.momic@onpe.gouv.fr

Département

| | | |
|--|--|--|
| | | |
|--|--|--|

Personne chargée du dossier

Nom :

Tél. :

Mail :

Observations sur l'activité des conseils de famille, les demandes d'agrément d'adoption ou la situation des pupilles de l'État dans le département :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Observations sur le questionnaire :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

I - ACTIVITE DES CONSEILS DE FAMILLE EN 2021

(Articles R.224-1 à R.224-25 du code de l'action sociale et des familles)

1. ORGANISATION AU 31 DECEMBRE 2021

1.1. Nombre de Conseils de Famille existants au sein du département au 31 décembre 2021 : _____

1.2. Indiquez le nombre d'enfants par Conseil de Famille au 31 décembre 2021 (y compris les enfants déclarés pupilles à titre provisoire et ceux placés en vue de leur adoption) :

| Conseil de Famille | n° 1 ou unique | n° 2 | n° 3 | n° 4 | n° 5 | n° 6 |
|--------------------|----------------|------|------|------|------|------|
| Nombre d'enfants | | | | | | |

1.3. Indiquez la catégorie au titre de laquelle est assurée la Présidence du Conseil au 31 décembre 2021 :

| Conseil de Famille | n° 1 ou unique | n° 2 | n° 3 | n° 4 | n° 5 | n° 6 |
|---|----------------|------|------|------|------|------|
| Art. 224-3 1° (Conseil départemental) | | | | | | |
| Art 224-3 2° (Associations familiales) | | | | | | |
| Art 224-3 3° (Anciens pupilles) | | | | | | |
| Art 224-3 4° (Assistants familiaux) | | | | | | |
| Art 224-3 5° (Personnalités) | | | | | | |

2. FONCTIONNEMENT DURANT L'ANNEE 2021

2.1. Réunions - Pour chaque Conseil de Famille, indiquez, durant l'année 2021 :

| Conseil de Famille | | n° 1 ou unique | n° 2 | n° 3 | n° 4 | n° 5 | n° 6 |
|--|---------------|----------------|------|------|------|------|------|
| Nombre de réunions | | | | | | | |
| dont Conseil incomplet | | | | | | | |
| Nombre d' absences des membres par catégorie | Art. 224-3 1° | | | | | | |
| | Art 224-3 2° | | | | | | |
| | Art 224-3 3° | | | | | | |
| | Art 224-3 4° | | | | | | |
| | Art 224-3 5° | | | | | | |

2.2. Avant les réunions, y a-t-il eu, durant l'année 2021, consultation des dossiers par un ou plusieurs membres du Conseil (art. R224-7 alinéa 5 du CASF) ?

- pour les dossiers pupilles *Oui - Non*
- pour les candidats proposés à l'adoption *Oui - Non*

2.3. Le conseil de famille a-t-il entendu, durant l'année 2021, des personnes en application de l'art. R.224-9 du CASF ? *Oui - Non*

➤ Précisez les personnes, éventuellement, entendues (pupille, PCD ou représentant ASE, famille d'accueil, établissement, famille d'adoption, etc.) :

.....

.....

.....

.....

.....

➤ Si des auditions ont eu lieu, indiquez qui les a demandées ?

- l'enfant *Oui - Non*
- le tuteur *Oui - Non*
- un membre du Conseil *Oui - Non*
- le PCD ou son représentant (ASE) *Oui - Non*
- l'établissement d'accueil *Oui - Non*
- la famille d'accueil *Oui - Non*

3. **CONTENU DES DELIBERATIONS EN 2021 (tous Conseils de famille confondus)**

3.1. Nombre d'enfants dont la situation a été examinée au moins une fois en conseil de famille en 2021 : ____

3.2. Nombre de décisions de placement en vue d'adoption en 2021 : ____ dont nombre de décisions concernant des enfants présentant des besoins spécifiques : ____

3.3. Nombre d'enfants pour lesquels un projet d'adoption a été écarté en 2021 : ____

3.4. Nombre de demandes de droit de visite en 2021 : ____

3.5. Nombre de demandes de modification du lieu de placement en 2021 : ____

dont, échec d'un placement en vue de l'adoption et retrait de l'enfant : ____

3.6. Nombre de demandes des parents de restitution de l'enfant en 2021 : ____
dont nombre de situation où un accompagnement¹ a été proposé suite à cette restitution ____

▪ dont, dans le 1^{er} mois : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____

▪ dont, dans le 2^{ème} mois et avant la fin du délai légal : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____

▪ après le délai légal (art. R224-25) : ____ dont nombre de situation où un accompagnement a été proposé suite à cette restitution ____

3.7. Nombre de demandes de restitution refusées en 2021 : ____

➤ Précisez les motifs de refus de restitution des enfants :

.....
.....
.....
.....
.....

3.8. Nombre de pupilles définitivement admis (1° à 6° du L.224-4 du CASF) dont la situation a été examinée en 2021 conformément à :

▪ l'article R.224-12, 1^{er} alinéa du CASF : ____

▪ l'article R.224-12, 2^{ème} alinéa du CASF : ____

¹ Accompagnement en service social renforcé, PMI renforcé ou mesure de protection de l'enfance

3.9. Nombre de certains enfants déclarés pupilles à titre provisoire dont la situation a été examinée en 2021 conformément à :

- l'article R.224-13 du CASF
(L.224-4.3° CASF : enfant remis par un de ses parents) : ____
- l'article R.224-14 du CASF
(L.224-4.4° CASF : enfant orphelin) : ____

3.10. Nombre d'examen spécial de situations de pupilles en 2021 conformément à l'article R.224-24 du CASF : ____

3.11. Pour les jeunes quittant le statut du fait de leur majorité, le conseil de famille assure-t-il un accompagnement :

- Au cours de l'année qui précède la sortie du statut ? *Oui* - *Non*
- Après la majorité ? *Oui* - *Non*

3.12. De quelle manière s'effectue cet accompagnement ?

.....
.....
.....
.....

II - DEMANDE D'AGREMENT D'ADOPTION EN 2021

1. STOCK AU 31 DECEMBRE 2021

- 1.1. Nombre d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2021 : ____
- 1.2. Avez-vous mis en place des actions d'accompagnement des couples ou de personnes seules, titulaires d'un agrément d'adoption ? Oui - Non
- 1.3. Si oui, merci de préciser le type d'action :
.....
.....

2. FLUX DURANT L'ANNEE 2021

- 2.1. Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté durant l'année 2021 à une réunion d'information sur l'adoption : ____
- Pas de réunion d'information :
- 2.2. Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés durant l'année 2021 : ____
- 2.3. Nombre d'agréments accordés durant l'année 2021
(hors modifications : extensions, changements d'adresse, etc.) : ____
- 2.4. Nombre de refus d'agréments durant l'année 2021 : ____
- 2.5. Nombre de retraits d'agrément durant l'année 2021 : ____
dont suite à une absence de confirmation annuelle des candidats : ____

3. RECOURS CONTENTIEUX EN 2021

- 3.1. Nombre de recours contentieux formés devant le tribunal administratif en 2021 : ____
- 3.2. Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2021 suite à un recours contentieux : ____

III - PRECISIONS SUR CERTAINES SITUATIONS DE PUPILLES EN 2021

- 1.1. Précisez pour les enfants admis au titre de l'article L. 224-4 .1° du CASF en 2021 :
- le nombre d'enfants dont la mère a demandé le secret de son identité lors de l'accouchement, (art. L. 222-6) : ____

- le nombre d'enfants trouvés : ____

1.2. Précisez pour les enfants admis au titre des articles L. 224-4 .2° ou 3° du CASF en 2021 :

- le nombre d'enfants nouveau-nés (enfants de moins de 28 jours) qui ont été remis en vue d'adoption, avec une filiation établie : ____
- le nombre d'enfants qui ont été remis par leurs parents adoptifs à la suite d'un échec d'adoption : ____

IV – ORGANISATION DU SUIVI DES PUPILLES

1.1. Existe-t-il une organisation spécifique concernant la gestion des biens des pupilles de l'État ? *Oui - Non*

1.2. Si oui, merci de préciser le type d'organisation :

.....
.....
.....

Annexe 2

Données statistiques
sur les enfants bénéficiant
du statut de pupille de
l'État au 31 décembre 2021

Tableau A2-1 (1 sur 2). Nombre de pupilles de l'État par département

| Départements | Pupilles de l'État au cours de l'année 2021 | Pupilles de l'État au 31/12/2021 | ... dont confiés en vue d'adoption au 31/12/2021 | Proportion de pupilles de l'État au 31/12/2021 (taux pour 100 000 mineurs) |
|--------------------------|---|----------------------------------|--|--|
| 01-Ain | 45 | 33 | 17 | 21,3 |
| 02-Aisne | 77 | 59 | 12 | 50,7 |
| 03-Allier | 29 | 20 | 3 | 33,2 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 7 | 3 | 2 | 9,7 |
| 05-Hautes-Alpes | 5 | 4 | 2 | 15,2 |
| 06-Alpes-Maritimes | 44 | 33 | 7 | 15,9 |
| 07-Ardèche | 14 | 11 | 8 | 17,1 |
| 08-Ardennes | 31 | 23 | 7 | 40,8 |
| 09-Ariège | 3 | 1 | 1 | 3,5 |
| 10-Aube | 19 | 15 | 3 | 22,0 |
| 11-Aude | 69 | 59 | 8 | 82,1 |
| 12-Aveyron | 20 | 14 | 2 | 27,9 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 146 | 115 | 37 | 26,8 |
| 14-Calvados | 65 | 52 | 7 | 36,2 |
| 15-Cantal | 10 | 2 | 0 | 8,1 |
| 16-Charente | 25 | 15 | 0 | 22,8 |
| 17-Charente-Maritime | 83 | 63 | 8 | 53,7 |
| 18-Cher | 25 | 22 | 4 | 38,8 |
| 19-Corrèze | 11 | 5 | 2 | 12,0 |
| 20-Corse | 6 | 3 | 0 | 4,8 |
| 21-Côte-d'Or | 41 | 28 | 11 | 26,6 |
| 22-Côtes-d'Armor | 19 | 12 | 1 | 10,0 |
| 23-Creuse | 1 | 1 | 1 | 5,4 |
| 24-Dordogne | 21 | 13 | 3 | 18,6 |
| 25-Doubs | 22 | 20 | 5 | 16,7 |
| 26-Drôme | 43 | 38 | 9 | 34,1 |
| 27-Eure | 31 | 26 | 7 | 18,9 |
| 28-Eure-et-Loir | 48 | 44 | 10 | 44,8 |
| 29-Finistère | 82 | 74 | 14 | 41,3 |
| 30-Gard | 51 | 41 | 10 | 26,8 |
| 31-Haute-Garonne | 92 | 68 | 8 | 22,7 |
| 32-Gers | 5 | 5 | 3 | 14,5 |
| 33-Gironde | 85 | 56 | 11 | 16,7 |
| 34-Hérault | 61 | 35 | 16 | 14,4 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 88 | 63 | 7 | 25,8 |
| 36-Indre | 9 | 6 | 1 | 15,6 |
| 37-Indre-et-Loire | 43 | 33 | 6 | 26,3 |
| 38-Isère | 90 | 76 | 13 | 26,3 |
| 39-Jura | 8 | 4 | 3 | 7,7 |
| 40-Landes | 12 | 8 | 4 | 10,1 |
| 41-Loir-et-Cher | 16 | 10 | 2 | 15,0 |
| 42-Loire | 54 | 44 | 6 | 26,4 |
| 43-Haute-Loire | 12 | 8 | 2 | 17,7 |
| 44-Loire-Atlantique | 65 | 53 | 19 | 16,3 |
| 45-Loiret | 52 | 40 | 5 | 25,9 |
| 46-Lot | 9 | 5 | 1 | 16,9 |
| 47-Lot-et-Garonne | 16 | 11 | 2 | 17,4 |
| 48-Lozère | 2 | 0 | 0 | 0,0 |
| 49-Maine-et-Loire | 107 | 92 | 11 | 50,2 |
| 50-Manche | 37 | 30 | 8 | 31,1 |
| 51-Marne | 67 | 52 | 15 | 43,4 |

Tableau A2-1 (2 sur 2). Nombre de pupilles de l'État par département

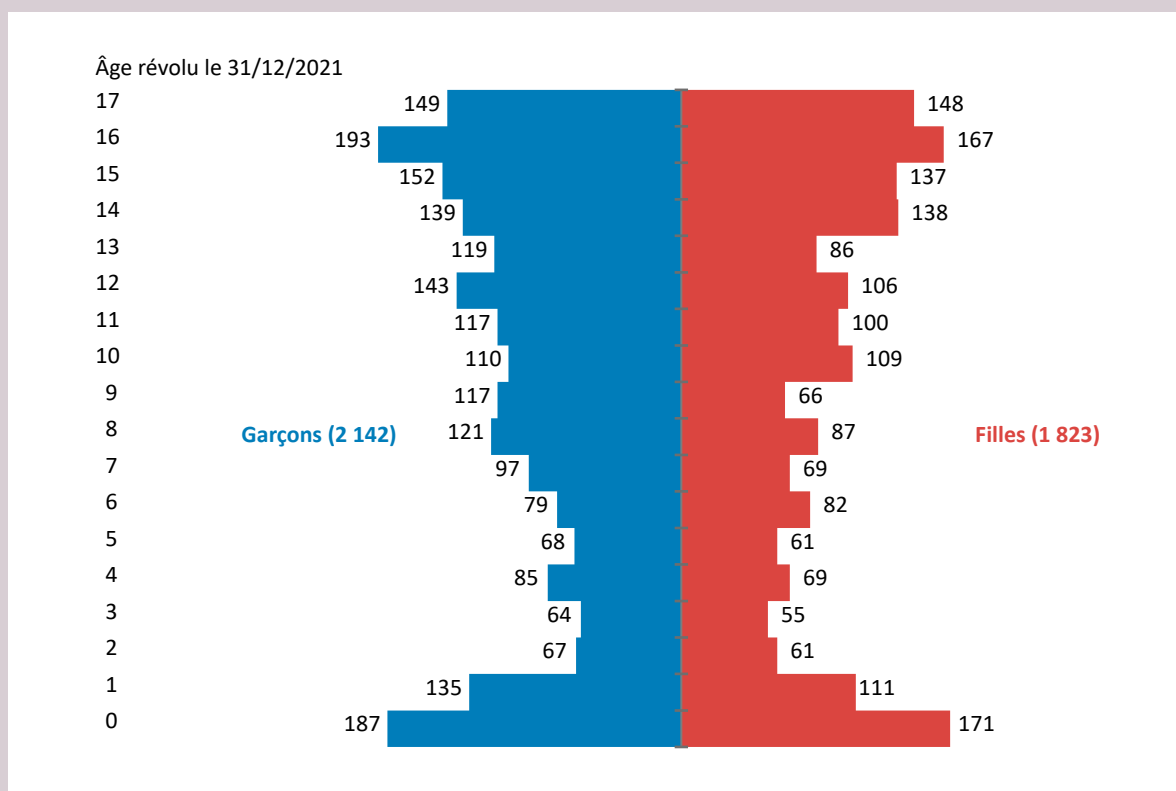
| Départements | Pupilles de l'État au cours de l'année 2021 | Pupilles de l'État au 31/12/2021 | ... dont confiés en vue d'adoption au 31/12/2021 | Proportion de pupilles de l'État au 31/12/2021 (taux pour 100 000 mineurs) |
|------------------------------|---|----------------------------------|--|--|
| 52-Haute-Marne | 24 | 23 | 5 | 72,3 |
| 53-Mayenne | 25 | 17 | 5 | 25,0 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 141 | 118 | 16 | 79,4 |
| 55-Meuse | 18 | 13 | 2 | 36,2 |
| 56-Morbihan | 83 | 69 | 9 | 45,5 |
| 57-Moselle | 65 | 58 | 29 | 27,7 |
| 58-Nièvre | 25 | 20 | 5 | 58,0 |
| 59-Nord | 453 | 399 | 51 | 66,4 |
| 60-Oise | 43 | 34 | 5 | 17,2 |
| 61-Orne | 19 | 15 | 2 | 27,9 |
| 62-Pas-de-Calais | 297 | 229 | 50 | 69,4 |
| 63-Puy-de-Dôme | 36 | 32 | 9 | 24,4 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 16 | 11 | 2 | 8,5 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 15 | 12 | 3 | 29,7 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 39 | 33 | 9 | 35,1 |
| 67-Bas-Rhin | 79 | 61 | 12 | 26,2 |
| 68-Haut-Rhin | 90 | 80 | 10 | 50,3 |
| 69-Rhône | 97 | 77 | 24 | 18,1 |
| 70-Haute-Saône | 10 | 5 | 3 | 10,4 |
| 71-Saône-et-Loire | 39 | 33 | 7 | 31,1 |
| 72-Sarthe | 18 | 16 | 7 | 13,1 |
| 73-Savoie | 40 | 40 | 14 | 43,4 |
| 74-Haute-Savoie | 46 | 32 | 10 | 16,8 |
| 75-Paris | 120 | 85 | 23 | 24,2 |
| 76-Seine-Maritime | 93 | 66 | 27 | 24,4 |
| 77-Seine-et-Marne | 85 | 65 | 26 | 18,5 |
| 78-Yvelines | 51 | 33 | 4 | 9,4 |
| 79-Deux-Sèvres | 30 | 25 | 8 | 32,4 |
| 80-Somme | 38 | 32 | 12 | 26,8 |
| 81-Tarn | 8 | 5 | 2 | 6,6 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 39 | 32 | 1 | 55,9 |
| 83-Var | 74 | 65 | 26 | 32,2 |
| 84-Vaucluse | 39 | 26 | 4 | 21,7 |
| 85-Vendée | 51 | 40 | 6 | 27,9 |
| 86-Vienne | 19 | 15 | 8 | 16,8 |
| 87-Haute-Vienne | 17 | 14 | 5 | 20,3 |
| 88-Vosges | 41 | 30 | 18 | 43,4 |
| 89-Yonne | 22 | 22 | 8 | 32,5 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 8 | 5 | 4 | 17,1 |
| 91-Essonnes | 111 | 99 | 12 | 31,0 |
| 92-Hauts-de-Seine | 71 | 48 | 9 | 13,3 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 111 | 86 | 12 | 19,6 |
| 94-Val-de-Marne | 65 | 56 | 15 | 17,3 |
| 95-Val-d'Oise | 80 | 57 | 14 | 17,6 |
| France métropolitaine | 4 914 | 3 881 | 877 | 28,0 |
| 971-Guadeloupe | 10 | 8 | 6 | 9,8 |
| 972-Martinique | 12 | 12 | 9 | 17,4 |
| 973-Guyane | 13 | 10 | 7 | 9,1 |
| 974-La Réunion | 47 | 38 | 7 | 16,5 |
| 976-Mayotte | 20 | 16 | 7 | 10,9 |
| France entière | 5 016 | 3 965 | 913 | 27,4 |

Tableaux et pyramide A2-2. Structure par sexe et âge des pupilles de l'État présents au 31 décembre 2021

| Âge au 31/12/2021 | Garçons | Filles | Total | % par âge |
|-------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
| 0 | 187 | 171 | 358 | 9,0 % |
| 1 | 135 | 111 | 246 | 6,2 % |
| 2 | 67 | 61 | 128 | 3,2 % |
| 3 | 64 | 55 | 119 | 3,0 % |
| 4 | 85 | 69 | 154 | 3,9 % |
| 5 | 68 | 61 | 129 | 3,3 % |
| 6 | 79 | 82 | 161 | 4,1 % |
| 7 | 97 | 69 | 166 | 4,2 % |
| 8 | 121 | 87 | 208 | 5,2 % |
| 9 | 117 | 66 | 183 | 4,6 % |
| 10 | 110 | 109 | 219 | 5,5 % |
| 11 | 117 | 100 | 217 | 5,5 % |
| 12 | 143 | 106 | 249 | 6,3 % |
| 13 | 119 | 86 | 205 | 5,2 % |
| 14 | 139 | 138 | 277 | 7,0 % |
| 15 | 152 | 137 | 289 | 7,3 % |
| 16 | 193 | 167 | 360 | 9,1 % |
| 17 | 149 | 148 | 297 | 7,5 % |
| Ensemble | 2 142 | 1 823 | 3 965 | 100,0 % |
| % | 54,0 | 46,0 | | |

| Âge au 31/12/2021 | % cumulés par âge |
|-------------------|-------------------|
| Moins d'1 an | 9,0 % |
| Moins de 2 ans | 15,2 % |
| Moins de 3 ans | 18,5 % |
| Moins de 4 ans | 21,5 % |
| Moins de 5 ans | 25,3 % |
| Moins de 6 ans | 28,6 % |
| Moins de 7 ans | 32,7 % |
| Moins de 8 ans | 36,8 % |
| Moins de 9 ans | 42,1 % |
| Moins de 10 ans | 46,7 % |
| Moins de 11 ans | 52,2 % |
| Moins de 12 ans | 57,7 % |
| Moins de 13 ans | 64,0 % |
| Moins de 14 ans | 69,2 % |
| Moins de 15 ans | 76,1 % |
| Moins de 16 ans | 83,4 % |
| Moins de 17 ans | 92,5 % |
| Moins de 18 ans | 100,0 % |

Pyramide des âges des pupilles de l'État au 31/12/2021

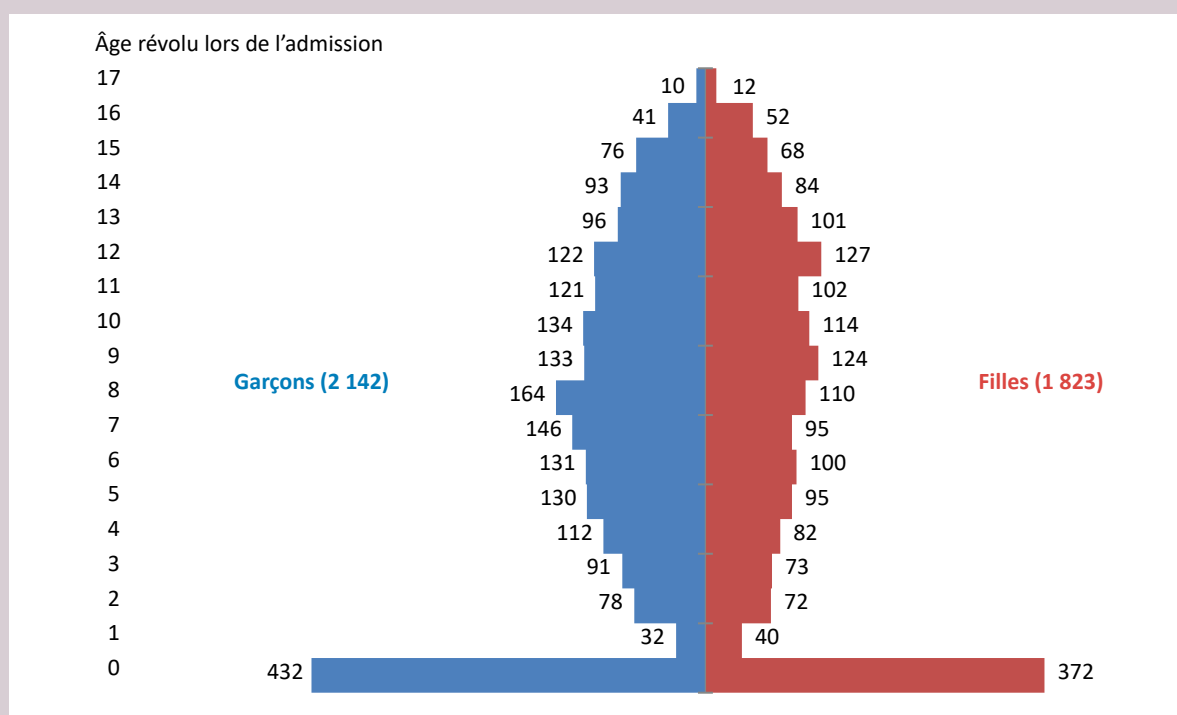


Tableaux et pyramide A2-3. Structure par sexe et âge des enfants lors de l'admission comme pupilles de l'État

| Âge lors de l'admission | Garçons | Filles | Total | % par âge lors de l'admission |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------------|
| 0 | 432 | 372 | 804 | 20,3 % |
| 1 | 32 | 40 | 72 | 1,8 % |
| 2 | 78 | 72 | 150 | 3,8 % |
| 3 | 91 | 73 | 164 | 4,1 % |
| 4 | 112 | 82 | 194 | 4,9 % |
| 5 | 130 | 95 | 225 | 5,7 % |
| 6 | 131 | 100 | 231 | 5,8 % |
| 7 | 146 | 95 | 241 | 6,1 % |
| 8 | 164 | 110 | 274 | 6,9 % |
| 9 | 133 | 124 | 257 | 6,5 % |
| 10 | 134 | 114 | 248 | 6,3 % |
| 11 | 121 | 102 | 223 | 5,6 % |
| 12 | 122 | 127 | 249 | 6,3 % |
| 13 | 96 | 101 | 197 | 5,0 % |
| 14 | 93 | 84 | 177 | 4,5 % |
| 15 | 76 | 68 | 144 | 3,6 % |
| 16 | 41 | 52 | 93 | 2,3 % |
| 17 | 10 | 12 | 22 | 0,6 % |
| Ensemble | 2 142 | 1 823 | 3 965 | 100,0 % |
| % | 54,0 | 46,0 | | |

| Âge lors de l'admission | % cumulés par âge lors de l'admission |
|-------------------------|---------------------------------------|
| Moins d'1 an | 20,3 % |
| Moins de 2 ans | 22,1 % |
| Moins de 3 ans | 25,9 % |
| Moins de 4 ans | 30,0 % |
| Moins de 5 ans | 34,9 % |
| Moins de 6 ans | 40,6 % |
| Moins de 7 ans | 46,4 % |
| Moins de 8 ans | 52,5 % |
| Moins de 9 ans | 59,4 % |
| Moins de 10 ans | 65,9 % |
| Moins de 11 ans | 72,1 % |
| Moins de 12 ans | 77,8 % |
| Moins de 13 ans | 84,0 % |
| Moins de 14 ans | 89,0 % |
| Moins de 15 ans | 93,5 % |
| Moins de 16 ans | 97,1 % |
| Moins de 17 ans | 99,4 % |
| Moins de 18 ans | 100,0 % |

Pyramide des âges lors de leur admission, des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31/12/2021



Tableaux et graphique A2-4. Durée de prise en charge par l'ASE avant l'admission comme pupille de l'État

| Durée de prise en charge à l'ASE avant admission | Garçons | Filles | Total | % par durée de présence à l'ASE |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------------------------|
| Admission directe | 572 | 474 | 1046 | 26,4 % |
| 0 an | 197 | 197 | 394 | 9,9 % |
| 1 an | 67 | 60 | 127 | 3,2 % |
| 2 ans | 135 | 103 | 238 | 6,0 % |
| 3 ans | 134 | 110 | 244 | 6,2 % |
| 4 ans | 176 | 123 | 299 | 7,5 % |
| 5 ans | 136 | 129 | 265 | 6,7 % |
| 6 ans | 130 | 92 | 222 | 5,6 % |
| 7 ans | 125 | 98 | 223 | 5,6 % |
| 8 ans | 108 | 97 | 205 | 5,2 % |
| 9 ans | 85 | 81 | 166 | 4,2 % |
| 10 ans | 75 | 63 | 138 | 3,5 % |
| 11 ans | 63 | 54 | 117 | 3,0 % |
| 12 ans | 48 | 58 | 106 | 2,7 % |
| 13 ans | 30 | 31 | 61 | 1,5 % |
| 14 ans | 36 | 18 | 54 | 1,4 % |
| 15 ans | 23 | 32 | 55 | 1,4 % |
| 16 ans | 1 | 0 | 1 | 0,0 % |
| 17 ans | 1 | 3 | 4 | 0,1 % |
| Ensemble | 2 142 | 1 823 | 3 965 | 100,0 % |
| % par sexe | 54,0 | 46,0 | | |

| Durée de prise en charge à l'ASE avant admission | % cumulés par durée de prise en charge à l'ASE |
|--|--|
| Admission directe | 26,4 % |
| Moins d'1 an | 36,3 % |
| Moins de 2 ans | 39,5 % |
| Moins de 3 ans | 45,5 % |
| Moins de 4 ans | 51,7 % |
| Moins de 5 ans | 59,2 % |
| Moins de 6 ans | 65,9 % |
| Moins de 7 ans | 71,5 % |
| Moins de 8 ans | 77,1 % |
| Moins de 9 ans | 82,3 % |
| Moins de 10 ans | 86,5 % |
| Moins de 11 ans | 90,0 % |
| Moins de 12 ans | 92,9 % |
| Moins de 13 ans | 95,6 % |
| Moins de 14 ans | 97,1 % |
| Moins de 15 ans | 98,5 % |
| Moins de 16 ans | 99,9 % |
| Moins de 17 ans | 99,9 % |
| Moins de 18 ans | 100,0 % |

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L. 224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L. 224-4).

Durée de prise en charge à l'ASE avant leur admission des enfants bénéficiant du statut de pupille de l'État au 31/12/2021

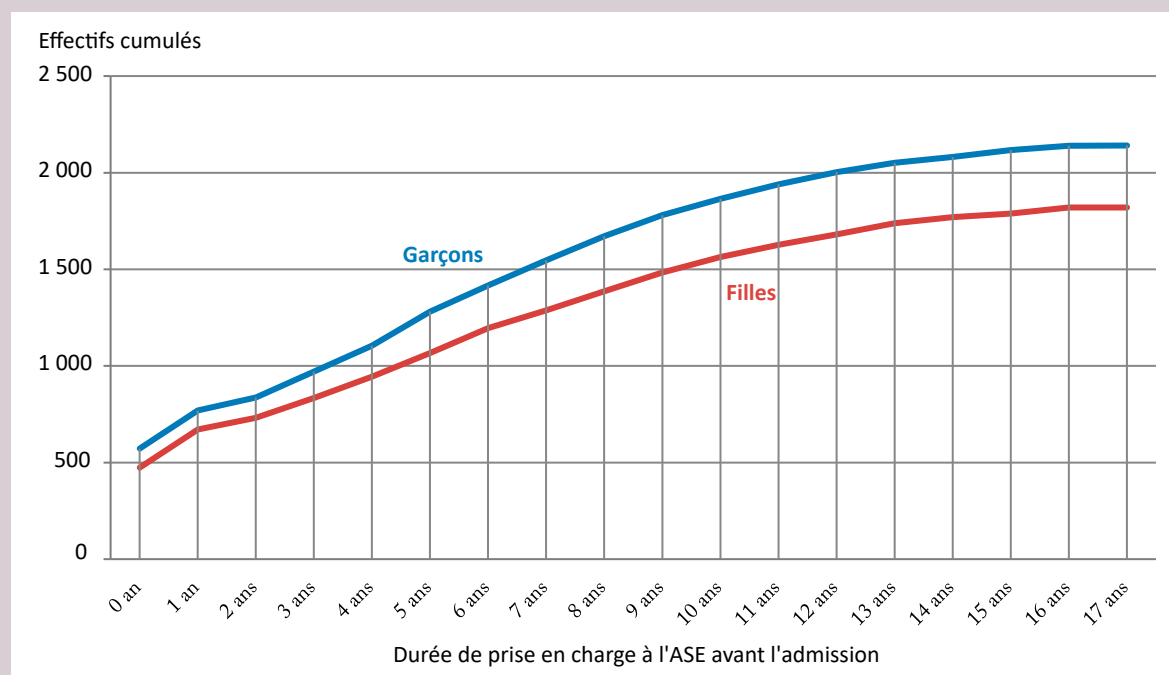


Tableau A2-5 (1 sur 2). Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par département

| Départements | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|-------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 01-Ain | 10 | 4 | 3 | 7 | 2 | 7 | 33 |
| 02-Aisne | 4 | 7 | 7 | 8 | 6 | 27 | 59 |
| 03-Allier | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 | 14 | 20 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| 05-Hautes-Alpes | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 4 |
| 06-Alpes-Maritimes | 9 | 5 | 0 | 4 | 0 | 15 | 33 |
| 07-Ardèche | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 11 |
| 08-Ardenne | 4 | 0 | 4 | 0 | 0 | 15 | 23 |
| 09-Ariège | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 10-Aube | 1 | 0 | 2 | 2 | 1 | 9 | 15 |
| 11-Aude | 7 | 0 | 0 | 2 | 11 | 39 | 59 |
| 12-Aveyron | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 12 | 14 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 28 | 3 | 2 | 6 | 7 | 69 | 115 |
| 14-Calvados | 8 | 8 | 0 | 3 | 1 | 32 | 52 |
| 15-Cantal | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 |
| 16-Charente | 1 | 1 | 0 | 5 | 1 | 7 | 15 |
| 17-Charente-Maritime | 7 | 4 | 4 | 9 | 2 | 37 | 63 |
| 18-Cher | 5 | 1 | 0 | 4 | 6 | 6 | 22 |
| 19-Corrèze | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 5 |
| 20-Corse | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 |
| 21-Côte-d'Or | 6 | 0 | 0 | 3 | 5 | 14 | 28 |
| 22-Côtes-d'Armor | 1 | 0 | 0 | 3 | 4 | 4 | 12 |
| 23-Creuse | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 24-Dordogne | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 10 | 13 |
| 25-Doubs | 5 | 1 | 0 | 4 | 3 | 7 | 20 |
| 26-Drôme | 7 | 2 | 1 | 7 | 3 | 18 | 38 |
| 27-Eure | 3 | 2 | 4 | 3 | 7 | 7 | 26 |
| 28-Eure-et-Loir | 7 | 2 | 0 | 3 | 5 | 27 | 44 |
| 29-Finistère | 9 | 2 | 6 | 11 | 1 | 45 | 74 |
| 30-Gard | 2 | 1 | 3 | 0 | 2 | 33 | 41 |
| 31-Haute-Garonne | 18 | 0 | 2 | 5 | 2 | 41 | 68 |
| 32-Gers | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 3 | 5 |
| 33-Gironde | 12 | 2 | 0 | 3 | 5 | 34 | 56 |
| 34-Hérault | 10 | 2 | 1 | 2 | 1 | 19 | 35 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 6 | 1 | 1 | 6 | 4 | 45 | 63 |
| 36-Indre | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 6 |
| 37-Indre-et-Loire | 7 | 0 | 4 | 8 | 4 | 10 | 33 |
| 38-Isère | 9 | 3 | 9 | 9 | 7 | 39 | 76 |
| 39-Jura | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 4 |
| 40-Landes | 4 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 8 |
| 41-Loir-et-Cher | 3 | 2 | 2 | 1 | 0 | 2 | 10 |
| 42-Loire | 9 | 0 | 1 | 2 | 0 | 32 | 44 |
| 43-Haute-Loire | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | 8 |
| 44-Loire-Atlantique | 8 | 4 | 4 | 6 | 5 | 26 | 53 |
| 45-Loiret | 3 | 0 | 2 | 12 | 1 | 22 | 40 |
| 46-Lot | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 5 |
| 47-Lot-et-Garonne | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 7 | 11 |
| 48-Lozère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 5 | 1 | 15 | 3 | 22 | 46 | 92 |
| 50-Manche | 7 | 1 | 2 | 0 | 2 | 18 | 30 |
| 51-Marne | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 46 | 52 |
| 52-Haute-Marne | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 17 | 23 |

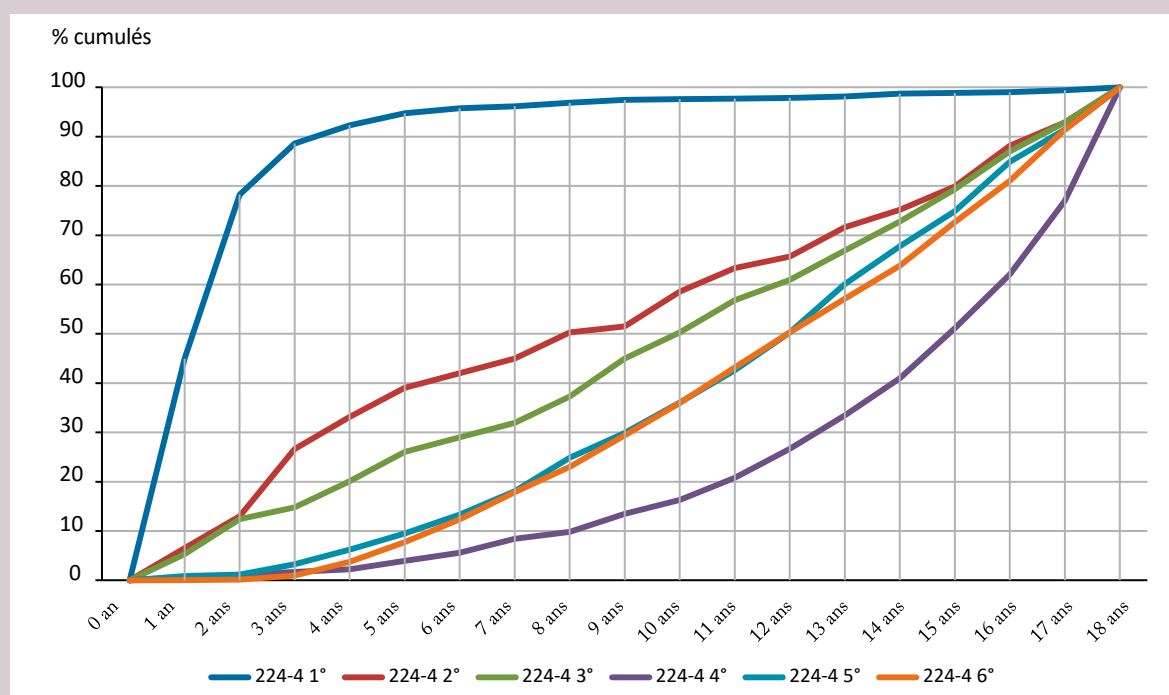
Tableau A2-5 (2 sur 2). Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par département

| Départements | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|------------------------------|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|--------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 53-Mayenne | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 13 | 17 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 13 | 9 | 5 | 8 | 45 | 38 | 118 |
| 55-Meuse | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 | 5 | 13 |
| 56-Morbihan | 8 | 0 | 1 | 1 | 6 | 53 | 69 |
| 57-Moselle | 20 | 3 | 0 | 1 | 5 | 29 | 58 |
| 58-Nièvre | 3 | 1 | 1 | 1 | 7 | 7 | 20 |
| 59-Nord | 56 | 33 | 25 | 53 | 29 | 203 | 399 |
| 60-Oise | 5 | 1 | 2 | 7 | 4 | 15 | 34 |
| 61-Orne | 2 | 0 | 0 | 1 | 2 | 10 | 15 |
| 62-Pas-de-Calais | 16 | 16 | 3 | 7 | 45 | 142 | 229 |
| 63-Puy-de-Dôme | 6 | 1 | 0 | 3 | 1 | 21 | 32 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 11 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 3 | 1 | 1 | 3 | 0 | 4 | 12 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 1 | 3 | 0 | 1 | 4 | 24 | 33 |
| 67-Bas-Rhin | 18 | 3 | 5 | 7 | 1 | 27 | 61 |
| 68-Haut-Rhin | 8 | 2 | 0 | 7 | 8 | 55 | 80 |
| 69-Rhône | 24 | 2 | 2 | 7 | 6 | 36 | 77 |
| 70-Haute-Saône | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 |
| 71-Saône-et-Loire | 8 | 0 | 1 | 1 | 2 | 21 | 33 |
| 72-Sarthe | 4 | 2 | 0 | 3 | 0 | 7 | 16 |
| 73-Savoie | 8 | 1 | 0 | 4 | 1 | 26 | 40 |
| 74-Haute-Savoie | 8 | 0 | 0 | 1 | 0 | 23 | 32 |
| 75-Paris | 17 | 1 | 1 | 17 | 4 | 45 | 85 |
| 76-Seine-Maritime | 23 | 0 | 2 | 3 | 5 | 33 | 66 |
| 77-Seine-et-Marne | 20 | 3 | 0 | 12 | 3 | 27 | 65 |
| 78-Yvelines | 5 | 3 | 2 | 0 | 0 | 23 | 33 |
| 79-Deux-Sèvres | 4 | 0 | 2 | 7 | 6 | 6 | 25 |
| 80-Somme | 9 | 0 | 1 | 0 | 0 | 22 | 32 |
| 81-Tarn | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 27 | 32 |
| 83-Var | 12 | 2 | 0 | 6 | 2 | 43 | 65 |
| 84-Vaucluse | 4 | 0 | 1 | 4 | 1 | 16 | 26 |
| 85-Vendée | 3 | 0 | 2 | 9 | 3 | 23 | 40 |
| 86-Vienne | 8 | 1 | 2 | 0 | 0 | 4 | 15 |
| 87-Haute-Vienne | 6 | 0 | 1 | 1 | 3 | 3 | 14 |
| 88-Vosges | 6 | 3 | 3 | 0 | 1 | 17 | 30 |
| 89-Yonne | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 22 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 5 |
| 91-Essonnes | 20 | 4 | 0 | 0 | 0 | 75 | 99 |
| 92-Hauts-de-Seine | 10 | 0 | 0 | 7 | 1 | 30 | 48 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 12 | 0 | 4 | 3 | 4 | 63 | 86 |
| 94-Val-de-Marne | 11 | 4 | 1 | 15 | 0 | 25 | 56 |
| 95-Val-d'Oise | 13 | 1 | 2 | 0 | 3 | 38 | 57 |
| France métropolitaine | 669 | 164 | 160 | 355 | 337 | 2 196 | 3 881 |
| 971-Guadeloupe | 6 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 8 |
| 972-Martinique | 10 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| 973-Guyane | 4 | 0 | 1 | 1 | 0 | 4 | 10 |
| 974-La Réunion | 5 | 5 | 2 | 0 | 1 | 25 | 38 |
| 976-Mayotte | 9 | 0 | 3 | 0 | 0 | 4 | 16 |
| France entière | 703 | 169 | 169 | 356 | 338 | 2 230 | 3 965 |

Tableau et graphique A2-6. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par année de naissance

| Années de naissance | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|--------------------------------|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|--------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 2004 | 4 | 12 | 12 | 82 | 29 | 192 | 331 |
| 2005 | 3 | 8 | 10 | 53 | 22 | 230 | 326 |
| 2006 | 1 | 14 | 13 | 39 | 34 | 188 | 289 |
| 2007 | 1 | 8 | 11 | 36 | 24 | 197 | 277 |
| 2008 | 4 | 6 | 10 | 27 | 26 | 150 | 223 |
| 2009 | 2 | 10 | 10 | 24 | 33 | 152 | 231 |
| 2010 | 1 | 4 | 7 | 21 | 26 | 158 | 217 |
| 2011 | 1 | 8 | 11 | 16 | 22 | 161 | 219 |
| 2012 | 1 | 12 | 9 | 10 | 21 | 146 | 199 |
| 2013 | 4 | 2 | 13 | 13 | 17 | 143 | 192 |
| 2014 | 5 | 9 | 9 | 5 | 23 | 115 | 166 |
| 2015 | 3 | 5 | 5 | 10 | 16 | 122 | 161 |
| 2016 | 7 | 5 | 5 | 6 | 13 | 103 | 139 |
| 2017 | 17 | 10 | 10 | 6 | 11 | 90 | 144 |
| 2018 | 26 | 11 | 9 | 2 | 10 | 61 | 119 |
| 2019 | 73 | 23 | 4 | 2 | 7 | 19 | 128 |
| 2020 | 234 | 11 | 12 | 2 | 1 | 2 | 262 |
| 2021 | 316 | 11 | 9 | 2 | 3 | 1 | 342 |
| Total | 703 | 169 | 169 | 356 | 338 | 2 230 | 3 965 |
| Âge moyen au 31/12/2021 | 1,3 | 8,0 | 9,1 | 13,2 | 10,8 | 11,1 | 9,3 |

Âge des pupilles au 31/12/2021 selon leur condition d'admission



Tableaux A2-7. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par âge à l'admission

| Âge lors de l'admission | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|--------------------------------------|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|--------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 0 an | 694 | 53 | 25 | 7 | 8 | 17 | 804 |
| 1 an | 2 | 15 | 15 | 2 | 10 | 28 | 72 |
| 2 ans | 0 | 4 | 11 | 11 | 9 | 115 | 150 |
| 3 ans | 2 | 5 | 6 | 3 | 23 | 125 | 164 |
| 4 ans | 1 | 7 | 11 | 7 | 16 | 152 | 194 |
| 5 ans | 0 | 11 | 10 | 13 | 28 | 163 | 225 |
| 6 ans | 2 | 9 | 10 | 15 | 17 | 178 | 231 |
| 7 ans | 0 | 12 | 9 | 17 | 25 | 178 | 241 |
| 8 ans | 0 | 8 | 10 | 26 | 35 | 195 | 274 |
| 9 ans | 1 | 12 | 10 | 26 | 31 | 177 | 257 |
| 10 ans | 0 | 6 | 10 | 37 | 33 | 162 | 248 |
| 11 ans | 1 | 6 | 8 | 21 | 30 | 157 | 223 |
| 12 ans | 0 | 3 | 8 | 35 | 26 | 177 | 249 |
| 13 ans | 0 | 3 | 10 | 37 | 17 | 130 | 197 |
| 14 ans | 0 | 5 | 9 | 38 | 9 | 116 | 177 |
| 15 ans | 0 | 8 | 3 | 29 | 13 | 91 | 144 |
| 16 ans | 0 | 2 | 3 | 28 | 5 | 55 | 93 |
| 17 ans | 0 | 0 | 1 | 4 | 3 | 14 | 22 |
| Total | 703 | 169 | 169 | 356 | 338 | 2 230 | 3 965 |
| Âge moyen lors de l'admission | 0,1 | 5,1 | 6,5 | 10,6 | 8,2 | 8,4 | 6,9 |

Pourcentages

| Âge lors de l'admission | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|-------------------------|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 0 an | 98,7 | 31,4 | 14,8 | 2,0 | 2,4 | 0,8 | 20,3 |
| 1 an | 0,3 | 8,9 | 8,9 | 0,6 | 3,0 | 1,3 | 1,8 |
| 2 ans | 0,0 | 2,4 | 6,5 | 3,1 | 2,7 | 5,2 | 3,8 |
| 3 ans | 0,3 | 3,0 | 3,6 | 0,8 | 6,8 | 5,6 | 4,1 |
| 4 ans | 0,1 | 4,1 | 6,5 | 2,0 | 4,7 | 6,8 | 4,9 |
| 5 ans | 0,0 | 6,5 | 5,9 | 3,7 | 8,3 | 7,3 | 5,7 |
| 6 ans | 0,3 | 5,3 | 5,9 | 4,2 | 5,0 | 8,0 | 5,8 |
| 7 ans | 0,0 | 7,1 | 5,3 | 4,8 | 7,4 | 8,0 | 6,1 |
| 8 ans | 0,0 | 4,7 | 5,9 | 7,3 | 10,4 | 8,7 | 6,9 |
| 9 ans | 0,1 | 7,1 | 5,9 | 7,3 | 9,2 | 7,9 | 6,5 |
| 10 ans | 0,0 | 3,6 | 5,9 | 10,4 | 9,8 | 7,3 | 6,3 |
| 11 ans | 0,1 | 3,6 | 4,7 | 5,9 | 8,9 | 7,0 | 5,6 |
| 12 ans | 0,0 | 1,8 | 4,7 | 9,8 | 7,7 | 7,9 | 6,3 |
| 13 ans | 0,0 | 1,8 | 5,9 | 10,4 | 5,0 | 5,8 | 5,0 |
| 14 ans | 0,0 | 3,0 | 5,3 | 10,7 | 2,7 | 5,2 | 4,5 |
| 15 ans | 0,0 | 4,7 | 1,8 | 8,1 | 3,8 | 4,1 | 3,6 |
| 16 ans | 0,0 | 1,2 | 1,8 | 7,9 | 1,5 | 2,5 | 2,3 |
| 17 ans | 0,0 | 0,0 | 0,6 | 1,1 | 0,9 | 0,6 | 0,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableaux A2-8. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge antérieure à l'ASE

| Durée de présence à l'ASE avant admission | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|---|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|--------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| Admission directe | 688 | 41 | 30 | 50 | 37 | 200 | 1 046 |
| Moins d'1 an | 9 | 55 | 47 | 114 | 39 | 130 | 394 |
| 1 an | 2 | 12 | 22 | 13 | 20 | 58 | 127 |
| 2 ans | 1 | 9 | 7 | 32 | 27 | 162 | 238 |
| 3 ans | 0 | 7 | 3 | 14 | 48 | 172 | 244 |
| 4 ans | 1 | 9 | 12 | 14 | 43 | 220 | 299 |
| 5 ans | 1 | 4 | 5 | 13 | 25 | 217 | 265 |
| 6 ans | 0 | 7 | 9 | 17 | 20 | 169 | 222 |
| 7 ans | 1 | 6 | 5 | 8 | 25 | 178 | 223 |
| 8 ans | 0 | 6 | 5 | 10 | 25 | 159 | 205 |
| 9 ans | 0 | 3 | 5 | 10 | 11 | 137 | 166 |
| 10 ans | 0 | 4 | 3 | 14 | 6 | 111 | 138 |
| 11 ans | 0 | 1 | 4 | 9 | 4 | 99 | 117 |
| 12 ans | 0 | 1 | 7 | 10 | 6 | 82 | 106 |
| 13 ans | 0 | 0 | 4 | 11 | 2 | 44 | 61 |
| 14 ans | 0 | 2 | 1 | 7 | 0 | 44 | 54 |
| 15 ans | 0 | 2 | 0 | 10 | 0 | 43 | 55 |
| 16 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| 17 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 |
| Total | 703 | 169 | 169 | 356 | 338 | 2 230 | 3 965 |
| Durée moyenne de présence à l'ASE avant (en années) | 0,03 | 2,3 | 3,1 | 3,7 | 3,9 | 5,7 | 4,1 |
| sans admission directe | 1,33 | 3,0 | 3,7 | 4,3 | 4,4 | 6,3 | 5,6 |

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L. 224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L. 224-4).

Pourcentages

| Durée de présence à l'ASE avant admission | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|---|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| Admission directe | 97,9 | 24,3 | 17,8 | 14,0 | 10,9 | 9,0 | 26,4 |
| Moins d'1 an | 1,3 | 32,5 | 27,8 | 32,0 | 11,5 | 5,8 | 9,9 |
| 1 an | 0,3 | 7,1 | 13,0 | 3,7 | 5,9 | 2,6 | 3,2 |
| 2 ans | 0,1 | 5,3 | 4,1 | 9,0 | 8,0 | 7,3 | 6,0 |
| 3 ans | 0,0 | 4,1 | 1,8 | 3,9 | 14,2 | 7,7 | 6,2 |
| 4 ans | 0,1 | 5,3 | 7,1 | 3,9 | 12,7 | 9,9 | 7,5 |
| 5 ans | 0,1 | 2,4 | 3,0 | 3,7 | 7,4 | 9,7 | 6,7 |
| 6 ans | 0,0 | 4,1 | 5,3 | 4,8 | 5,9 | 7,6 | 5,6 |
| 7 ans | 0,1 | 3,6 | 3,0 | 2,2 | 7,4 | 8,0 | 5,6 |
| 8 ans | 0,0 | 3,6 | 3,0 | 2,8 | 7,4 | 7,1 | 5,2 |
| 9 ans | 0,0 | 1,8 | 3,0 | 2,8 | 3,3 | 6,1 | 4,2 |
| 10 ans | 0,0 | 2,4 | 1,8 | 3,9 | 1,8 | 5,0 | 3,5 |
| 11 ans | 0,0 | 0,6 | 2,4 | 2,5 | 1,2 | 4,4 | 3,0 |
| 12 ans | 0,0 | 0,6 | 4,1 | 2,8 | 1,8 | 3,7 | 2,7 |
| 13 ans | 0,0 | 0,0 | 2,4 | 3,1 | 0,6 | 2,0 | 1,5 |
| 14 ans | 0,0 | 1,2 | 0,6 | 2,0 | 0,0 | 2,0 | 1,4 |
| 15 ans | 0,0 | 1,2 | 0,0 | 2,8 | 0,0 | 1,9 | 1,4 |
| 16 ans | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| 17 ans | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,1 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableau A2-9 (1 sur 3). Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par départements

| Départements | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) | |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|---------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------------------------------|----------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | | Total II |
| 01-Ain | 4 | 12 | 1 | 0 | 17 | 13 | 1 | 2 | 0 | 0 | 16 | 33 |
| 02-Aisne | 4 | 8 | 0 | 0 | 12 | 32 | 5 | 7 | 3 | 0 | 47 | 59 |
| 03-Allier | 1 | 2 | 0 | 0 | 3 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 | 20 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| 05-Hautes-Alpes | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 4 |
| 06-Alpes-Maritimes | 0 | 7 | 0 | 0 | 7 | 23 | 3 | 0 | 0 | 0 | 26 | 33 |
| 07-Ardèche | 8 | 0 | 0 | 0 | 8 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 11 |
| 08-Ardennes | 3 | 2 | 2 | 0 | 7 | 15 | 1 | 0 | 0 | 0 | 16 | 23 |
| 09-Ariège | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 10-Aube | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 7 | 4 | 1 | 0 | 0 | 12 | 15 |
| 11-Aude | 3 | 5 | 0 | 0 | 8 | 51 | 0 | 0 | 0 | 0 | 51 | 59 |
| 12-Aveyron | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | 12 | 14 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 4 | 22 | 11 | 0 | 37 | 55 | 16 | 7 | 0 | 0 | 78 | 115 |
| 14-Calvados | 0 | 7 | 0 | 0 | 7 | 40 | 5 | 0 | 0 | 0 | 45 | 52 |
| 15-Cantal | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 |
| 16-Charente | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 2 | 1 | 0 | 0 | 15 | 15 |
| 17-Charente-Maritime | 0 | 8 | 0 | 0 | 8 | 46 | 7 | 1 | 1 | 0 | 55 | 63 |
| 18-Cher | 1 | 3 | 0 | 0 | 4 | 15 | 3 | 0 | 0 | 0 | 18 | 22 |
| 19-Corrèze | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 5 |
| 20-Corse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 |
| 21-Côte-d'Or | 4 | 7 | 0 | 0 | 11 | 13 | 3 | 0 | 0 | 1 | 17 | 28 |
| 22-Côtes-d'Armor | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 9 | 2 | 0 | 0 | 0 | 11 | 12 |
| 23-Creuse | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 24-Dordogne | 0 | 3 | 0 | 0 | 3 | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 13 |
| 25-Doubs | 2 | 3 | 0 | 0 | 5 | 11 | 4 | 0 | 0 | 0 | 15 | 20 |
| 26-Drôme | 0 | 9 | 0 | 0 | 9 | 25 | 3 | 1 | 0 | 0 | 29 | 38 |
| 27-Eure | 3 | 4 | 0 | 0 | 7 | 16 | 2 | 1 | 0 | 0 | 19 | 26 |
| 28-Eure-et-Loir | 2 | 7 | 1 | 0 | 10 | 30 | 3 | 1 | 0 | 0 | 34 | 44 |
| 29-Finistère | 5 | 9 | 0 | 0 | 14 | 45 | 11 | 1 | 1 | 2 | 60 | 74 |
| 30-Gard | 5 | 5 | 0 | 0 | 10 | 29 | 1 | 0 | 0 | 1 | 31 | 41 |
| 31-Haute-Garonne | 1 | 7 | 0 | 0 | 8 | 32 | 10 | 18 | 0 | 0 | 60 | 68 |
| 32-Gers | 2 | 1 | 0 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 5 |
| 33-Gironde | 3 | 6 | 2 | 0 | 11 | 35 | 10 | 0 | 0 | 0 | 45 | 56 |
| 34-Hérault | 3 | 13 | 0 | 0 | 16 | 19 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 | 35 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 1 | 5 | 1 | 0 | 7 | 46 | 6 | 0 | 4 | 0 | 56 | 63 |
| 36-Indre | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 5 | 6 |
| 37-Indre-et-Loire | 1 | 5 | 0 | 0 | 6 | 22 | 4 | 0 | 1 | 0 | 27 | 33 |
| 38-Isère | 5 | 8 | 0 | 0 | 13 | 48 | 12 | 0 | 3 | 0 | 63 | 76 |
| 39-Jura | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 |
| 40-Landes | 0 | 4 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 8 |
| 41-Loir-et-Cher | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 5 | 3 | 0 | 0 | 0 | 8 | 10 |
| 42-Loire | 1 | 2 | 3 | 0 | 6 | 32 | 5 | 0 | 1 | 0 | 38 | 44 |
| 43-Haute-Loire | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 4 | 1 | 1 | 0 | 0 | 6 | 8 |
| 44-Loire-Atlantique | 4 | 15 | 0 | 0 | 19 | 26 | 7 | 0 | 1 | 0 | 34 | 53 |

Tableau A2-9 (2 sur 3). Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par départements

| Départements | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|--------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|---------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|----------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| 45-Loiret | 2 | 3 | 0 | 0 | 5 | 22 | 13 | 0 | 0 | 0 | 35 | 40 |
| 46-Lot | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 5 |
| 47-Lot-et-Garonne | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 11 |
| 48-Lozère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 4 | 4 | 3 | 0 | 11 | 46 | 14 | 20 | 0 | 1 | 81 | 92 |
| 50-Manche | 0 | 6 | 2 | 0 | 8 | 21 | 1 | 0 | 0 | 0 | 22 | 30 |
| 51-Marne | 8 | 4 | 3 | 0 | 15 | 31 | 5 | 0 | 0 | 1 | 37 | 52 |
| 52-Haute-Marne | 2 | 3 | 0 | 0 | 5 | 17 | 1 | 0 | 0 | 0 | 18 | 23 |
| 53-Mayenne | 2 | 3 | 0 | 0 | 5 | 10 | 0 | 0 | 2 | 0 | 12 | 17 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 0 | 14 | 2 | 0 | 16 | 65 | 35 | 1 | 1 | 0 | 102 | 118 |
| 55-Meuse | 0 | 1 | 1 | 0 | 2 | 4 | 4 | 1 | 2 | 0 | 11 | 13 |
| 56-Morbihan | 1 | 8 | 0 | 0 | 9 | 54 | 5 | 0 | 1 | 0 | 60 | 69 |
| 57-Moselle | 3 | 24 | 2 | 0 | 29 | 16 | 10 | 2 | 1 | 0 | 29 | 58 |
| 58-Nièvre | 1 | 4 | 0 | 0 | 5 | 14 | 1 | 0 | 0 | 0 | 15 | 20 |
| 59-Nord | 15 | 36 | 0 | 0 | 51 | 299 | 36 | 13 | 0 | 0 | 348 | 399 |
| 60-Oise | 0 | 5 | 0 | 0 | 5 | 17 | 11 | 0 | 1 | 0 | 29 | 34 |
| 61-Orne | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 10 | 0 | 3 | 0 | 0 | 13 | 15 |
| 62-Pas-de-Calais | 17 | 24 | 9 | 0 | 50 | 134 | 40 | 2 | 3 | 0 | 179 | 229 |
| 63-Puy-de-Dôme | 1 | 6 | 2 | 0 | 9 | 20 | 3 | 0 | 0 | 0 | 23 | 32 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 11 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 0 | 3 | 0 | 0 | 3 | 8 | 0 | 1 | 0 | 0 | 9 | 12 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 1 | 7 | 1 | 0 | 9 | 17 | 5 | 1 | 1 | 0 | 24 | 33 |
| 67-Bas-Rhin | 2 | 10 | 0 | 0 | 12 | 37 | 10 | 2 | 0 | 0 | 49 | 61 |
| 68-Haut-Rhin | 4 | 5 | 1 | 0 | 10 | 44 | 21 | 4 | 0 | 1 | 70 | 80 |
| 69-Rhône | 2 | 22 | 0 | 0 | 24 | 38 | 11 | 4 | 0 | 0 | 53 | 77 |
| 70-Haute-Saône | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 5 |
| 71-Saône-et-Loire | 0 | 7 | 0 | 0 | 7 | 23 | 3 | 0 | 0 | 0 | 26 | 33 |
| 72-Sarthe | 0 | 6 | 1 | 0 | 7 | 7 | 2 | 0 | 0 | 0 | 9 | 16 |
| 73-Savoie | 7 | 7 | 0 | 0 | 14 | 25 | 1 | 0 | 0 | 0 | 26 | 40 |
| 74-Haute-Savoie | 2 | 6 | 2 | 0 | 10 | 16 | 6 | 0 | 0 | 0 | 22 | 32 |
| 75-Paris | 2 | 18 | 2 | 1 | 23 | 45 | 9 | 5 | 3 | 0 | 62 | 85 |
| 76-Seine-Maritime | 2 | 25 | 0 | 0 | 27 | 30 | 8 | 1 | 0 | 0 | 39 | 66 |
| 77-Seine-et-Marne | 7 | 18 | 1 | 0 | 26 | 31 | 4 | 4 | 0 | 0 | 39 | 65 |
| 78-Yvelines | 0 | 4 | 0 | 0 | 4 | 25 | 4 | 0 | 0 | 0 | 29 | 33 |
| 79-Deux-Sèvres | 1 | 7 | 0 | 0 | 8 | 12 | 5 | 0 | 0 | 0 | 17 | 25 |
| 80-Somme | 4 | 8 | 0 | 0 | 12 | 18 | 1 | 1 | 0 | 0 | 20 | 32 |
| 81-Tarn | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 5 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 29 | 1 | 1 | 0 | 0 | 31 | 32 |
| 83-Var | 5 | 21 | 0 | 0 | 26 | 23 | 14 | 1 | 1 | 0 | 39 | 65 |
| 84-Vaucluse | 0 | 3 | 1 | 0 | 4 | 17 | 5 | 0 | 0 | 0 | 22 | 26 |
| 85-Vendée | 1 | 5 | 0 | 0 | 6 | 26 | 6 | 1 | 0 | 1 | 34 | 40 |
| 86-Vienne | 0 | 7 | 1 | 0 | 8 | 4 | 2 | 1 | 0 | 0 | 7 | 15 |
| 87-Haute-Vienne | 0 | 5 | 0 | 0 | 5 | 7 | 2 | 0 | 0 | 0 | 9 | 14 |
| 88-Vosges | 5 | 13 | 0 | 0 | 18 | 7 | 5 | 0 | 0 | 0 | 12 | 30 |
| 89-Yonne | 0 | 8 | 0 | 0 | 8 | 13 | 0 | 0 | 1 | 0 | 14 | 22 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 0 | 2 | 2 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 |

Tableau A2-9 (3 sur 3). Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par département

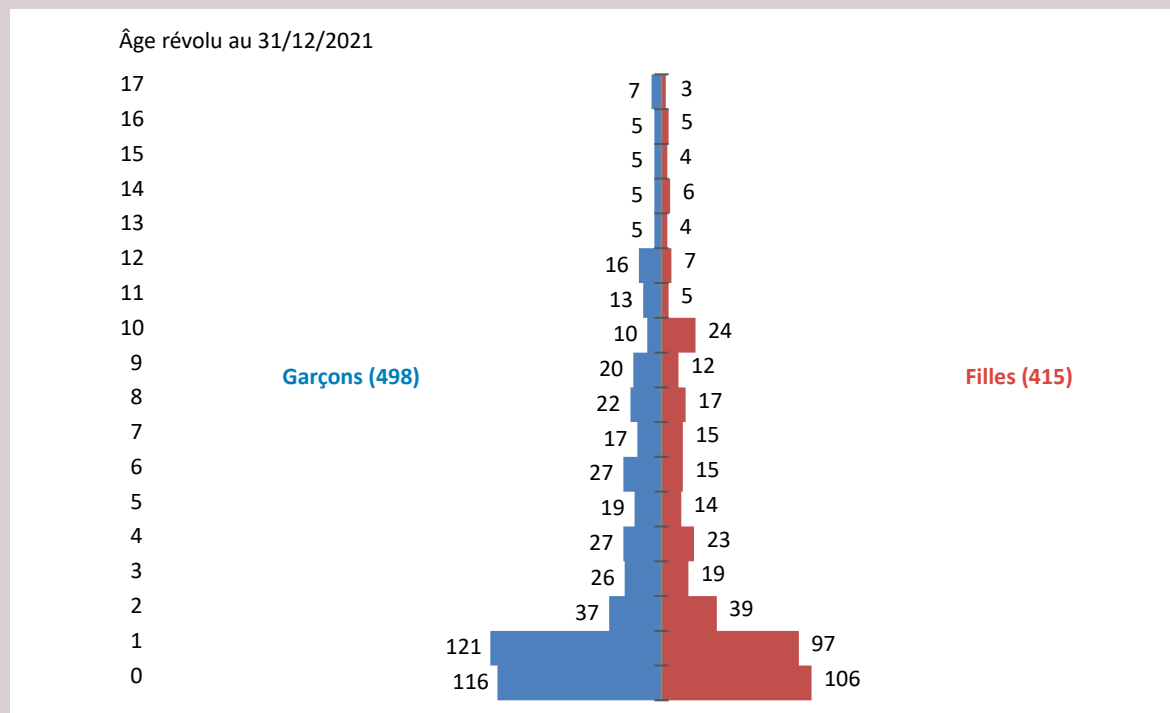
| Départements | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| 91-Essonne | 0 | 11 | 1 | 0 | 12 | 65 | 22 | 0 | 0 | 0 | 87 | 99 |
| 92-Hauts-de-Seine | 0 | 6 | 3 | 0 | 9 | 31 | 5 | 3 | 0 | 0 | 39 | 48 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 3 | 8 | 1 | 0 | 12 | 60 | 13 | 1 | 0 | 0 | 74 | 86 |
| 94-Val-de-Marne | 2 | 11 | 2 | 0 | 15 | 28 | 10 | 1 | 2 | 0 | 41 | 56 |
| 95-Val-d'Oise | 2 | 12 | 0 | 0 | 14 | 31 | 12 | 0 | 0 | 0 | 43 | 57 |
| France métropolitaine | 183 | 624 | 69 | 1 | 877 | 2 334 | 507 | 120 | 35 | 8 | 3 004 | 3 881 |
| 971-Guadeloupe | 2 | 4 | 0 | 0 | 6 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 8 |
| 972-Martinique | 1 | 8 | 0 | 0 | 9 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 12 |
| 973-Guyane | 0 | 7 | 0 | 0 | 7 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 10 |
| 974-La Réunion | 0 | 7 | 0 | 0 | 7 | 30 | 1 | 0 | 0 | 0 | 31 | 38 |
| 976-Mayotte | 3 | 2 | 2 | 0 | 7 | 7 | 1 | 0 | 1 | 0 | 9 | 16 |
| France entière | 189 | 652 | 71 | 1 | 913 | 2 376 | 511 | 120 | 37 | 8 | 3 052 | 3 965 |

Tableau A2-10. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par année de naissance

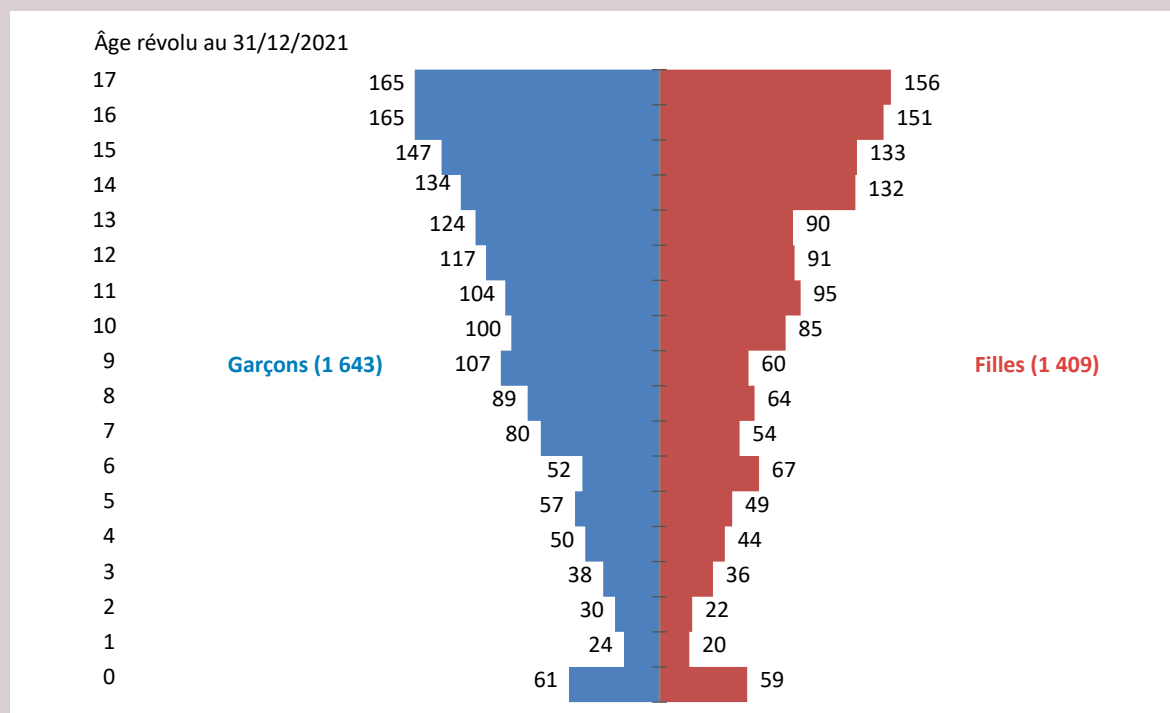
| Années de naissance | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non placés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I+ II) |
|--------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|-----------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| 2004 | 9 | 1 | 0 | 0 | 10 | 204 | 84 | 21 | 8 | 4 | 321 | 331 |
| 2005 | 10 | 0 | 0 | 0 | 10 | 213 | 71 | 22 | 10 | 0 | 316 | 326 |
| 2006 | 7 | 2 | 0 | 0 | 9 | 195 | 63 | 18 | 2 | 2 | 280 | 289 |
| 2007 | 11 | 0 | 0 | 0 | 11 | 201 | 51 | 13 | 1 | 0 | 266 | 277 |
| 2008 | 7 | 1 | 1 | 0 | 9 | 162 | 40 | 8 | 4 | 0 | 214 | 223 |
| 2009 | 11 | 8 | 4 | 0 | 23 | 156 | 48 | 3 | 1 | 0 | 208 | 231 |
| 2010 | 8 | 7 | 3 | 0 | 18 | 161 | 29 | 7 | 2 | 0 | 199 | 217 |
| 2011 | 19 | 10 | 5 | 0 | 34 | 153 | 24 | 8 | 0 | 0 | 185 | 219 |
| 2012 | 13 | 11 | 8 | 0 | 32 | 147 | 16 | 4 | 0 | 0 | 167 | 199 |
| 2013 | 19 | 19 | 1 | 0 | 39 | 130 | 16 | 5 | 2 | 0 | 153 | 192 |
| 2014 | 14 | 13 | 5 | 0 | 32 | 120 | 13 | 1 | 0 | 0 | 134 | 166 |
| 2015 | 15 | 18 | 9 | 0 | 42 | 108 | 8 | 1 | 2 | 0 | 119 | 161 |
| 2016 | 16 | 15 | 2 | 0 | 33 | 97 | 7 | 2 | 0 | 0 | 106 | 139 |
| 2017 | 10 | 35 | 4 | 1 | 50 | 83 | 6 | 3 | 1 | 1 | 94 | 144 |
| 2018 | 10 | 31 | 4 | 0 | 45 | 67 | 5 | 1 | 1 | 0 | 74 | 119 |
| 2019 | 4 | 67 | 5 | 0 | 76 | 43 | 7 | 1 | 1 | 0 | 52 | 128 |
| 2020 | 4 | 198 | 16 | 0 | 218 | 38 | 4 | 0 | 1 | 1 | 44 | 262 |
| 2021 | 2 | 216 | 4 | 0 | 222 | 98 | 19 | 2 | 1 | 0 | 120 | 342 |
| Total | 189 | 652 | 71 | 1 | 913 | 2376 | 511 | 120 | 37 | 8 | 3 052 | 3 965 |
| Âge moyen au 31/12/2021 | 8,9 | 2,2 | 5,2 | 4,0 | 3,8 | 10,5 | 12,5 | 13,1 | 12,5 | 12,8 | 10,9 | 9,3 |

Pyramides A2-10 bis. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021 par âge

Pyramide des âges des pupilles confiés en vue adoption au 31/12/2021



Pyramide des âges des pupilles non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021



Tableaux A2-11. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par âge lors de l'admission

| Âge lors de l'admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I+ II) |
|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|-----------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| 0 an | 11 | 520 | 28 | 0 | 559 | 187 | 48 | 6 | 3 | 1 | 245 | 804 |
| 1 an | 4 | 7 | 3 | 1 | 15 | 49 | 5 | 1 | 2 | 0 | 57 | 72 |
| 2 ans | 21 | 26 | 5 | 0 | 52 | 85 | 4 | 8 | 1 | 0 | 98 | 150 |
| 3 ans | 10 | 21 | 9 | 0 | 40 | 107 | 16 | 1 | 0 | 0 | 124 | 164 |
| 4 ans | 20 | 17 | 6 | 0 | 43 | 131 | 11 | 6 | 2 | 1 | 151 | 194 |
| 5 ans | 20 | 17 | 2 | 0 | 39 | 163 | 22 | 1 | 0 | 0 | 186 | 225 |
| 6 ans | 21 | 11 | 8 | 0 | 40 | 167 | 15 | 7 | 2 | 0 | 191 | 231 |
| 7 ans | 11 | 11 | 3 | 0 | 25 | 177 | 25 | 14 | 0 | 0 | 216 | 241 |
| 8 ans | 9 | 13 | 3 | 0 | 25 | 201 | 34 | 10 | 4 | 0 | 249 | 274 |
| 9 ans | 13 | 5 | 4 | 0 | 22 | 181 | 45 | 8 | 1 | 0 | 235 | 257 |
| 10 ans | 10 | 1 | 0 | 0 | 11 | 187 | 41 | 9 | 0 | 0 | 237 | 248 |
| 11 ans | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 146 | 56 | 13 | 1 | 0 | 216 | 223 |
| 12 ans | 7 | 2 | 0 | 0 | 9 | 176 | 47 | 8 | 7 | 2 | 240 | 249 |
| 13 ans | 7 | 0 | 0 | 0 | 7 | 136 | 42 | 9 | 2 | 1 | 190 | 197 |
| 14 ans | 4 | 1 | 0 | 0 | 5 | 120 | 41 | 7 | 3 | 1 | 172 | 177 |
| 15 ans | 12 | 0 | 0 | 0 | 12 | 86 | 33 | 7 | 5 | 1 | 132 | 144 |
| 16 ans | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 63 | 20 | 5 | 3 | 1 | 92 | 93 |
| 17 ans | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 14 | 6 | 0 | 1 | 0 | 21 | 22 |
| Total | 189 | 652 | 71 | 1 | 913 | 2 376 | 511 | 120 | 37 | 8 | 3 052 | 3 965 |
| Âge moyen lors de l'admission | 6,7 | 0,9 | 2,9 | 1,0 | 2,3 | 8,0 | 9,4 | 8,9 | 9,9 | 10,8 | 8,3 | 6,9 |

Pourcentages

| Âge lors de l'admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I+ II) |
|-------------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|-----------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Établissement et famille d'accueil | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| Moins d'1 an | 1,4 | 64,7 | 3,5 | 0,0 | 69,5 | 23,3 | 6,0 | 0,7 | 0,4 | 0,1 | 30,5 | 100 |
| 1-4 ans | 9,5 | 12,2 | 4,0 | 0,2 | 25,9 | 64,1 | 6,2 | 2,8 | 0,9 | 0,2 | 74,1 | 100 |
| 5-9 ans | 6,0 | 4,6 | 1,6 | 0,0 | 12,3 | 72,4 | 11,5 | 3,3 | 0,6 | 0,0 | 87,7 | 100 |
| 10 ans ou plus | 3,6 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 3,9 | 68,6 | 21,1 | 4,3 | 1,6 | 0,4 | 96,1 | 100 |
| Total | 4,8 | 16,4 | 1,8 | 0,0 | 23,0 | 59,9 | 12,9 | 3,0 | 0,9 | 0,2 | 77,0 | 100 |

Tableaux A2-12. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission

| Durée de présence à l'ASE avant admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|---|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Famille d'accueil et établissement | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| Admission directe | 30 | 515 | 31 | 0 | 576 | 356 | 94 | 8 | 10 | 2 | 470 | 1 046 |
| Moins d'1 an | 18 | 37 | 5 | 1 | 61 | 256 | 56 | 6 | 12 | 3 | 333 | 394 |
| 1 an | 3 | 5 | 6 | 0 | 14 | 89 | 19 | 4 | 1 | 0 | 113 | 127 |
| 2 ans | 15 | 27 | 9 | 0 | 51 | 136 | 33 | 13 | 4 | 1 | 187 | 238 |
| 3 ans | 10 | 19 | 7 | 0 | 36 | 162 | 37 | 8 | 1 | 0 | 208 | 244 |
| 4 ans | 23 | 24 | 6 | 0 | 53 | 200 | 30 | 15 | 1 | 0 | 246 | 299 |
| 5 ans | 12 | 10 | 1 | 0 | 23 | 195 | 32 | 14 | 0 | 1 | 242 | 265 |
| 6 ans | 16 | 5 | 2 | 0 | 23 | 161 | 29 | 8 | 1 | 0 | 199 | 222 |
| 7 ans | 14 | 4 | 2 | 0 | 20 | 170 | 25 | 7 | 1 | 0 | 203 | 223 |
| 8 ans | 8 | 4 | 2 | 0 | 14 | 150 | 31 | 9 | 1 | 0 | 191 | 205 |
| 9 ans | 6 | 2 | 0 | 0 | 8 | 116 | 36 | 5 | 1 | 0 | 158 | 166 |
| 10 ans | 6 | 0 | 0 | 0 | 6 | 98 | 27 | 7 | 0 | 0 | 132 | 138 |
| 11 ans | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 80 | 27 | 5 | 0 | 0 | 112 | 117 |
| 12 ans | 6 | 0 | 0 | 0 | 6 | 76 | 18 | 2 | 3 | 1 | 100 | 106 |
| 13 ans | 4 | 0 | 0 | 0 | 4 | 47 | 4 | 6 | 0 | 0 | 57 | 61 |
| 14 ans | 3 | 0 | 0 | 0 | 3 | 42 | 6 | 3 | 0 | 0 | 51 | 54 |
| 15 ans | 9 | 0 | 0 | 0 | 9 | 39 | 6 | 0 | 1 | 0 | 46 | 55 |
| 16 ans | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 17 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 |
| Total | 189 | 652 | 71 | 1 | 913 | 2 376 | 511 | 120 | 37 | 8 | 3 052 | 3 965 |
| Durée moyenne de présence à l'ASE avant (en années) | 5,1 | 0,6 | 1,6 | 0,0 | 1,6 | 4,9 | 4,7 | 5,6 | 2,6 | 2,4 | 4,9 | 4,1 |
| sans admission directe | 6,0 | 2,7 | 2,9 | 0,0 | 4,3 | 5,8 | 5,8 | 6,0 | 3,6 | 3,2 | 5,7 | 5,6 |

Pourcentages

| Durée de présence à l'ASE avant admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|---|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Famille d'accueil et établissement | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| Admission directe | 2,9 | 49,2 | 3,0 | 0,0 | 55,1 | 34,0 | 9,0 | 0,8 | 1,0 | 0,2 | 44,9 | 100 |
| 0-4 ans | 5,3 | 8,6 | 2,5 | 0,1 | 16,5 | 64,7 | 13,4 | 3,5 | 1,5 | 0,3 | 83,5 | 100 |
| 5-9 ans | 5,2 | 2,3 | 0,6 | 0,0 | 8,1 | 73,3 | 14,2 | 4,0 | 0,4 | 0,1 | 91,9 | 100 |
| 10 ans ou plus | 6,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 6,4 | 71,8 | 16,6 | 4,3 | 0,7 | 0,2 | 93,7 | 100 |
| Total | 4,8 | 16,4 | 1,8 | 0,0 | 23,0 | 59,9 | 12,9 | 3,0 | 0,9 | 0,2 | 77,0 | 100 |

Tableaux A2-13. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par condition d'admission

| Conditions d'admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|--|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Famille d'accueil et établissement | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 6 | 479 | 22 | 0 | 507 | 148 | 44 | 2 | 1 | 1 | 196 | 703 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 12 | 26 | 6 | 0 | 44 | 96 | 26 | 3 | 0 | 0 | 125 | 169 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 13 | 18 | 4 | 0 | 35 | 96 | 22 | 12 | 3 | 1 | 134 | 169 |
| Orphelins (224-4 4°) | 4 | 7 | 2 | 1 | 14 | 227 | 83 | 15 | 15 | 2 | 342 | 356 |
| Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | 3 | 11 | 4 | 0 | 18 | 235 | 68 | 12 | 5 | 0 | 320 | 338 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 151 | 111 | 33 | 0 | 295 | 1 574 | 268 | 76 | 13 | 4 | 1 935 | 2 230 |
| Total | 189 | 652 | 71 | 1 | 913 | 2 376 | 511 | 120 | 37 | 8 | 3 052 | 3 965 |

Pourcentages

| Conditions d'admission | Confiés en vue d'adoption | | | | | Non confiés en vue d'adoption | | | | | | Total des modes d'accueil (I + II) |
|--|---------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|-------------------------------|---------------|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|-------------|------------------------------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total I | Famille d'accueil | Établissement | Famille d'accueil et établissement | Famille naturelle ou parrainage | Logement autonome | Total II | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 0,9 | 68,1 | 3,1 | 0,0 | 72,1 | 21,1 | 6,3 | 0,3 | 0,1 | 0,1 | 27,9 | 100 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 7,1 | 15,4 | 3,6 | 0,0 | 26,0 | 56,8 | 15,4 | 1,8 | 0,0 | 0,0 | 74,0 | 100 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 7,7 | 10,7 | 2,4 | 0,0 | 20,7 | 56,8 | 13,0 | 7,1 | 1,8 | 0,6 | 79,3 | 100 |
| Orphelins (224-4 4°) | 1,1 | 2,0 | 0,6 | 0,3 | 3,9 | 63,8 | 23,3 | 4,2 | 4,2 | 0,6 | 96,1 | 100 |
| Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | 0,9 | 3,3 | 1,2 | 0,0 | 5,3 | 69,5 | 20,1 | 3,6 | 1,5 | 0,0 | 94,7 | 100 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 6,8 | 5,0 | 1,5 | 0,0 | 13,2 | 70,6 | 12,0 | 3,4 | 0,6 | 0,2 | 86,8 | 100 |
| Total | 4,8 | 16,4 | 1,8 | 0,0 | 23,0 | 59,9 | 12,9 | 3,0 | 0,9 | 0,2 | 77,0 | 100 |

Tableau A2-14 (1 sur 3). Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non placés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par département

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|---------------------------------------|--|-----|---------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|-------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquences psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| 01-Ain | 1 | 5 | 2 | 2 | 2 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 14 |
| 02-Aisne | 9 | 5 | 4 | 1 | 5 | 0 | 1 | 0 | 2 | 8 | 12 | 0 | 47 |
| 03-Allier | 6 | 6 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 17 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 05-Hautes-Alpes | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 06-Alpes-Maritimes | 5 | 7 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 10 | 0 | 26 |
| 07-Ardèche | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 3 |
| 08-Ardenne | 3 | 6 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 16 |
| 09-Ariège | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10-Aube | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| 11-Aude | 3 | 30 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 14 | 0 | 51 |
| 12-Aveyron | 1 | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 2 | 0 | 12 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 19 | 20 | 12 | 4 | 1 | 2 | 0 | 7 | 0 | 1 | 12 | 0 | 78 |
| 14-Calvados | 2 | 4 | 0 | 9 | 2 | 0 | 0 | 11 | 0 | 2 | 15 | 0 | 45 |
| 15-Cantal | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 16-Charente | 5 | 4 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 |
| 17-Charente-Maritime | 9 | 20 | 3 | 0 | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 15 | 0 | 55 |
| 18-Cher | 2 | 4 | 0 | 1 | 1 | 1 | 5 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 16 |
| 19-Corrèze | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 3 |
| 20-Corse | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 |
| 21-Côte-d'Or | 4 | 3 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 | 0 | 17 |
| 22-Côtes-d'Armor | 1 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 11 |
| 23-Creuse | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 24-Dordogne | 3 | 2 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 10 |
| 25-Doubs | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 7 | 0 | 0 | 5 | 0 | 15 |
| 26-Drôme | 1 | 20 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 29 |
| 27-Eure | 2 | 4 | 0 | 0 | 7 | 3 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 |
| 28-Eure-et-Loir | 4 | 0 | 4 | 1 | 3 | 3 | 0 | 5 | 0 | 0 | 14 | 0 | 34 |
| 29-Finistère | 19 | 16 | 0 | 1 | 3 | 5 | 0 | 2 | 2 | 2 | 10 | 0 | 60 |
| 30-Gard | 0 | 18 | 0 | 1 | 8 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 31 |
| 31-Haute-Garonne | 8 | 20 | 5 | 1 | 10 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 13 | 0 | 60 |
| 32-Gers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| 33-Gironde | 3 | 13 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 10 | 0 | 1 | 14 | 0 | 45 |
| 34-Hérault | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 13 | 0 | 19 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 9 | 16 | 0 | 6 | 9 | 2 | 3 | 2 | 0 | 2 | 6 | 1 | 56 |
| 36-Indre | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 |

Tableau A2-14 (2 sur 3). Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non placés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par département

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|---------------------------------------|--|-----|---------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|-------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| 37-Indre-et-Loire | 5 | 8 | 5 | 0 | 1 | 1 | 2 | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 27 |
| 38-Isère | 2 | 13 | 22 | 3 | 7 | 2 | 1 | 0 | 0 | 2 | 11 | 0 | 63 |
| 39-Jura | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 40-Landes | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 |
| 41-Loir-et-Cher | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 3 | 0 | 8 |
| 42-Loire | 1 | 11 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 | 5 | 0 | 3 | 15 | 0 | 38 |
| 43-Haute-Loire | 3 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 |
| 44-Loire-Atlantique | 2 | 7 | 7 | 3 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | 0 | 34 |
| 45-Loiret | 5 | 12 | 6 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 35 |
| 46-Lot | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| 47-Lot-et-Garonne | 0 | 1 | 2 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 9 |
| 48-Lozère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 2 | 27 | 16 | 1 | 6 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 25 | 1 | 81 |
| 50-Manche | 2 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 | 2 | 1 | 6 | 0 | 22 |
| 51-Marne | 4 | 8 | 12 | 0 | 6 | 0 | 0 | 2 | 0 | 2 | 3 | 0 | 37 |
| 52-Haute-Marne | 2 | 13 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 18 |
| 53-Mayenne | 6 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 6 | 50 | 2 | 1 | 6 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 29 | 0 | 102 |
| 55-Meuse | 0 | 1 | 0 | 2 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | 0 | 11 |
| 56-Morbihan | 4 | 26 | 4 | 0 | 2 | 1 | 2 | 6 | 2 | 0 | 13 | 0 | 60 |
| 57-Moselle | 6 | 7 | 4 | 0 | 2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 3 | 4 | 0 | 29 |
| 58-Nièvre | 7 | 1 | 2 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 15 |
| 59-Nord | 16 | 123 | 10 | 8 | 51 | 12 | 4 | 4 | 2 | 8 | 110 | 0 | 348 |
| 60-Oise | 3 | 15 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 29 |
| 61-Orne | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0 | 13 |
| 62-Pas-de-Calais | 16 | 41 | 14 | 3 | 24 | 0 | 1 | 5 | 3 | 1 | 70 | 1 | 179 |
| 63-Puy-de-Dôme | 4 | 5 | 0 | 2 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 3 | 4 | 0 | 23 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 1 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 3 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 9 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 3 | 6 | 3 | 0 | 5 | 1 | 0 | 1 | 2 | 1 | 2 | 0 | 24 |
| 67-Bas-Rhin | 12 | 17 | 9 | 0 | 5 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 | 49 |
| 68-Haut-Rhin | 8 | 39 | 0 | 2 | 2 | 3 | 1 | 6 | 3 | 0 | 6 | 0 | 70 |
| 69-Rhône | 10 | 19 | 3 | 1 | 4 | 3 | 0 | 2 | 0 | 1 | 10 | 0 | 53 |

Tableau A2-14 (3 sur 3). Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non placés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par département

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | Total |
|---------------------------------------|--|------------|------------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|--|-------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | | |
| 70-Haute-Saône | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
| 71-Saône-et-Loire | 0 | 2 | 1 | 0 | 6 | 0 | 0 | 9 | 0 | 1 | 7 | 0 | 26 | |
| 72-Sarthe | 2 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 9 | |
| 73-Savoie | 5 | 8 | 0 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 3 | 26 | |
| 74-Haute-Savoie | 1 | 17 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 22 | |
| 75-Paris | 19 | 23 | 2 | 2 | 1 | 5 | 0 | 3 | 1 | 0 | 6 | 0 | 62 | |
| 76-Seine-Maritime | 13 | 13 | 4 | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 39 | |
| 77-Seine-et-Marne | 5 | 13 | 3 | 5 | 1 | 8 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 39 | |
| 78-Yvelines | 1 | 4 | 0 | 4 | 3 | 0 | 2 | 0 | 1 | 0 | 14 | 0 | 29 | |
| 79-Deux-Sèvres | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 3 | 0 | 17 | |
| 80-Somme | 8 | 2 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 | 0 | 20 | |
| 81-Tarn | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
| 82-Tarn-et-Garonne | 10 | 19 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 31 | |
| 83-Var | 4 | 14 | 1 | 1 | 2 | 1 | 0 | 5 | 1 | 3 | 5 | 2 | 39 | |
| 84-Vaucluse | 0 | 9 | 2 | 2 | 4 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 22 | |
| 85-Vendée | 7 | 16 | 4 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 34 | |
| 86-Vienne | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 7 | |
| 87-Haute-Vienne | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 3 | 0 | 0 | 2 | 0 | 9 | |
| 88-Vosges | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 8 | 0 | 12 | |
| 89-Yonne | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 14 | |
| 90-Territoire-de-Belfort | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
| 91-Essonnes | 12 | 27 | 7 | 2 | 7 | 0 | 0 | 6 | 0 | 5 | 21 | 0 | 87 | |
| 92-Hauts-de-Seine | 9 | 6 | 7 | 1 | 4 | 3 | 2 | 3 | 0 | 0 | 4 | 0 | 39 | |
| 93-Seine-Saint-Denis | 13 | 23 | 7 | 0 | 4 | 2 | 2 | 0 | 2 | 4 | 16 | 1 | 74 | |
| 94-Val-de-Marne | 7 | 21 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 1 | 41 | |
| 95-Val-d'Oise | 1 | 6 | 0 | 2 | 9 | 0 | 0 | 7 | 0 | 6 | 12 | 0 | 43 | |
| France métropolitaine | 378 | 955 | 218 | 86 | 271 | 89 | 35 | 163 | 41 | 77 | 676 | 11 | 3 000 | |
| 971-Guadeloupe | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
| 972-Martinique | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 3 | |
| 973-Guyane | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
| 974-La Réunion | 0 | 14 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 3 | 8 | 0 | 31 | |
| 976-Mayotte | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 9 | |
| France entière | 383 | 969 | 221 | 87 | 271 | 96 | 35 | 163 | 43 | 80 | 689 | 11 | 3048* | |

*Les motifs d'absence de projets d'adoption n'ont pas été renseignés pour 4 enfants. Pour ces enfants, le motif indiqué par les conseils de famille était « construction d'un projet de vie » ; cette modalité sera ajoutée pour l'enquête millésimée 2022.

Tableau A2-15. Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par année de naissance

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|---------------------------------------|--|------------------------------|-------------|---|----------------------------|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|--|---|---------------|
| | Année de naissance | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | |
| 2004 | 29 | 184 | 20 | 6 | 26 | 10 | 3 | 9 | 8 | 13 | 13 | 0 | 321 |
| 2005 | 39 | 172 | 19 | 1 | 33 | 12 | 0 | 13 | 5 | 8 | 14 | 0 | 316 |
| 2006 | 35 | 134 | 19 | 4 | 34 | 9 | 0 | 21 | 2 | 7 | 14 | 1 | 280 |
| 2007 | 28 | 113 | 21 | 7 | 24 | 17 | 1 | 20 | 5 | 9 | 20 | 1 | 266 |
| 2008 | 29 | 83 | 17 | 4 | 25 | 10 | 0 | 12 | 5 | 8 | 21 | 0 | 214 |
| 2009 | 29 | 74 | 22 | 3 | 21 | 2 | 4 | 20 | 5 | 8 | 20 | 0 | 208 |
| 2010 | 28 | 70 | 17 | 4 | 16 | 6 | 1 | 14 | 4 | 10 | 27 | 0 | 197 |
| 2011 | 31 | 47 | 23 | 2 | 22 | 5 | 1 | 12 | 1 | 6 | 34 | 1 | 185 |
| 2012 | 30 | 31 | 13 | 4 | 16 | 4 | 3 | 9 | 2 | 4 | 50 | 0 | 166 |
| 2013 | 22 | 30 | 18 | 1 | 13 | 6 | 5 | 8 | 4 | 5 | 39 | 1 | 152 |
| 2014 | 22 | 13 | 9 | 2 | 15 | 1 | 1 | 7 | 0 | 1 | 62 | 1 | 134 |
| 2015 | 8 | 7 | 6 | 0 | 11 | 4 | 3 | 5 | 1 | 0 | 72 | 2 | 119 |
| 2016 | 12 | 3 | 5 | 2 | 7 | 1 | 5 | 4 | 0 | 0 | 67 | 0 | 106 |
| 2017 | 5 | 5 | 6 | 5 | 4 | 1 | 1 | 3 | 1 | 0 | 62 | 1 | 94 |
| 2018 | 12 | 1 | 0 | 2 | 3 | 3 | 3 | 1 | 0 | 1 | 48 | 0 | 74 |
| 2019 | 11 | 0 | 0 | 6 | 1 | 1 | 1 | 4 | 0 | 0 | 28 | 0 | 52 |
| 2020 | 8 | 2 | 2 | 6 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 22 | 1 | 44 |
| 2021 | 5 | 0 | 4 | 28 | 0 | 2 | 2 | 1 | 0 | 0 | 76 | 2 | 120 |
| Total | 383 | 969 | 221 | 87 | 271 | 96 | 35 | 163 | 43 | 80 | 689 | 11 | 3 048* |
| Âge moyen au 31/12/2021 | 10,9 | 13,8 | 11,5 | 6,1 | 12,0 | 11,9 | 7,6 | 11,6 | 12,9 | 12,9 | 6,5 | 6,5 | 10,9 |

*Les motifs d'absence de projets d'adoption n'ont pas été renseignés pour 4 enfants. Pour ces enfants, le motif indiqué par les conseils de famille était « construction d'un projet de vie » ; cette modalité sera ajoutée pour l'enquête millésimée 2022.

Tableau A2-16. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par âge lors de l'admission

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|---------------------------------------|--|-------------|------------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|---------------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| 0 an | 57 | 6 | 6 | 41 | 3 | 9 | 8 | 2 | 0 | 2 | 108 | 3 | 245 |
| 1 an | 11 | 3 | 3 | 3 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 0 | 29 | 1 | 57 |
| 2 ans | 19 | 2 | 6 | 0 | 4 | 2 | 1 | 3 | 1 | 1 | 57 | 2 | 98 |
| 3 ans | 27 | 5 | 9 | 0 | 7 | 3 | 6 | 8 | 1 | 1 | 55 | 2 | 124 |
| 4 ans | 27 | 4 | 10 | 5 | 17 | 4 | 1 | 8 | 3 | 3 | 69 | 0 | 151 |
| 5 ans | 25 | 20 | 14 | 2 | 14 | 10 | 6 | 17 | 4 | 3 | 71 | 0 | 186 |
| 6 ans | 22 | 17 | 20 | 1 | 30 | 7 | 6 | 13 | 4 | 5 | 65 | 1 | 191 |
| 7 ans | 32 | 46 | 19 | 2 | 30 | 7 | 1 | 24 | 5 | 6 | 43 | 0 | 215 |
| 8 ans | 19 | 65 | 29 | 4 | 34 | 6 | 3 | 16 | 8 | 13 | 50 | 1 | 248 |
| 9 ans | 25 | 75 | 27 | 2 | 21 | 7 | 1 | 19 | 8 | 15 | 34 | 1 | 235 |
| 10 ans | 27 | 91 | 25 | 1 | 32 | 11 | 0 | 14 | 1 | 9 | 26 | 0 | 237 |
| 11 ans | 24 | 101 | 13 | 5 | 24 | 4 | 1 | 16 | 5 | 5 | 16 | 0 | 214 |
| 12 ans | 22 | 132 | 17 | 5 | 20 | 7 | 0 | 13 | 1 | 10 | 13 | 0 | 240 |
| 13 ans | 13 | 118 | 8 | 4 | 12 | 8 | 0 | 3 | 0 | 2 | 22 | 0 | 190 |
| 14 ans | 14 | 117 | 6 | 3 | 12 | 5 | 0 | 3 | 0 | 1 | 11 | 0 | 172 |
| 15 ans | 12 | 85 | 8 | 3 | 5 | 3 | 0 | 1 | 1 | 2 | 12 | 0 | 132 |
| 16 ans | 7 | 67 | 1 | 5 | 5 | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 92 |
| 17 ans | 0 | 15 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 21 |
| Total | 383 | 969 | 221 | 87 | 271 | 96 | 35 | 163 | 43 | 80 | 689 | 11 | 3 048* |
| Âge moyen lors de l'admission | 6,7 | 11,5 | 8,1 | 5,3 | 8,6 | 8,0 | 4,1 | 7,7 | 7,6 | 8,9 | 5,3 | 3,1 | 8,3 |

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L. 224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L. 224-4).

*Les motifs d'absence de projets d'adoption n'ont pas été renseignés pour 4 enfants. Pour ces enfants, le motif indiqué par les conseils de famille était « construction d'un projet de vie » ; cette modalité sera ajoutée pour l'enquête millésimée 2022.

Tableau A2-17. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|--|--|------------|------------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|---------------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratricité | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| Admission directe | 70 | 107 | 19 | 45 | 27 | 18 | 7 | 8 | 2 | 6 | 157 | 4 | 470 |
| Moins d'1 an | 29 | 139 | 23 | 11 | 18 | 22 | 7 | 15 | 8 | 4 | 54 | 1 | 331 |
| 1 an | 12 | 18 | 12 | 5 | 5 | 10 | 2 | 9 | 4 | 0 | 35 | 1 | 113 |
| 2 ans | 33 | 42 | 24 | 2 | 11 | 1 | 3 | 6 | 3 | 3 | 58 | 1 | 187 |
| 3 ans | 41 | 27 | 27 | 0 | 16 | 5 | 4 | 15 | 3 | 3 | 66 | 1 | 208 |
| 4 ans | 43 | 39 | 29 | 6 | 17 | 3 | 5 | 19 | 3 | 4 | 77 | 1 | 246 |
| 5 ans | 32 | 47 | 16 | 4 | 26 | 8 | 4 | 21 | 9 | 10 | 65 | 0 | 242 |
| 6 ans | 21 | 54 | 12 | 0 | 26 | 7 | 0 | 14 | 4 | 6 | 55 | 0 | 199 |
| 7 ans | 21 | 60 | 15 | 2 | 27 | 7 | 2 | 21 | 3 | 12 | 30 | 1 | 201 |
| 8 ans | 19 | 89 | 8 | 2 | 25 | 0 | 1 | 10 | 2 | 4 | 30 | 1 | 191 |
| 9 ans | 13 | 70 | 14 | 3 | 21 | 3 | 0 | 9 | 2 | 12 | 11 | 0 | 158 |
| 10 ans | 14 | 66 | 7 | 1 | 18 | 5 | 0 | 2 | 0 | 5 | 14 | 0 | 132 |
| 11 ans | 16 | 57 | 7 | 0 | 12 | 1 | 0 | 4 | 0 | 3 | 12 | 0 | 112 |
| 12 ans | 8 | 59 | 2 | 0 | 7 | 3 | 0 | 8 | 0 | 6 | 7 | 0 | 100 |
| 13 ans | 3 | 36 | 2 | 3 | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 7 | 0 | 57 |
| 14 ans | 5 | 30 | 2 | 2 | 7 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 | 0 | 51 |
| 15 ans | 3 | 28 | 2 | 1 | 4 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 46 |
| 16 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 17 ans | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 4 |
| Total | 383 | 969 | 221 | 87 | 271 | 96 | 35 | 163 | 43 | 80 | 689 | 11 | 3 048* |
| Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission (en années) | 4,3 | 6,2 | 4,3 | 2,3 | 6,0 | 3,5 | 2,3 | 5,1 | 3,6 | 6,6 | 3,6 | 2,3 | 4,9 |

Note • La date d'admission correspond à la date du procès verbal établi lors de l'admission (cas 1°, 2°, 3° et 4° de l'article L. 224-4) ou à la date de jugement (cas 5° et 6° de l'article L. 224-4).

*Les motifs d'absence de projets d'adoption n'ont pas été renseignés pour 4 enfants. Pour ces enfants, le motif indiqué par les conseils de famille était « construction d'un projet de vie » ; cette modalité sera ajoutée pour l'enquête millésimée 2022.

Tableaux A2-18. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par condition d'admission

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|--|--|------------|------------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|---------------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| Absence de filiation (1°) | 42 | 3 | 4 | 37 | 1 | 4 | 4 | 1 | 0 | 1 | 96 | 3 | 196 |
| Remis par personnes qualifiées (2°) | 25 | 32 | 5 | 11 | 7 | 2 | 3 | 4 | 7 | 1 | 28 | 0 | 125 |
| Remis par un parent (3°) | 16 | 27 | 13 | 10 | 9 | 13 | 2 | 5 | 6 | 2 | 31 | 0 | 134 |
| Orphelins (4°) | 26 | 139 | 41 | 21 | 33 | 41 | 4 | 15 | 0 | 4 | 18 | 0 | 342 |
| Retrait de l'autorité parentale (5°) | 26 | 98 | 42 | 0 | 20 | 10 | 6 | 39 | 3 | 2 | 72 | 0 | 318 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°) | 248 | 670 | 116 | 8 | 201 | 26 | 16 | 99 | 27 | 70 | 444 | 8 | 1933 |
| Total | 383 | 969 | 221 | 87 | 271 | 96 | 35 | 163 | 43 | 80 | 689 | 11 | 3 048* |

Pourcentages

| Motifs d'absence de projet d'adoption | Absence de famille adoptante convenant à la situation de l'enfant en raison de : | | | Placement inadapté à la situation du pupille en raison de : | | | | | | | Placement en cours de traitement, dont : | | Total |
|--|--|-------------|------------|---|---|---|------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------|-------------------|---|--|------------|
| | État de santé ou de handicap | Âge | Fratrie | Pupille à titre provisoire | Bonne insertion dans la famille d'accueil | Maintien des liens familiaux ou tutelle | Recours ou situation conflictuelle | Séquelles psychologiques de l'enfant | Échec d'adoption ou de placement | Refus de l'enfant | Projet en cours ou préparation de l'enfant à son adoption | Recherche large de familles adoptantes | |
| Absence de filiation (1°) | 21,4 | 1,5 | 2,0 | 18,9 | 0,5 | 2,0 | 2,0 | 0,5 | 0,0 | 0,5 | 49,0 | 1,5 | 100 |
| Remis par personnes qualifiées (2°) | 20,0 | 25,6 | 4,0 | 8,8 | 5,6 | 1,6 | 2,4 | 3,2 | 5,6 | 0,8 | 22,4 | 0,0 | 100 |
| Remis par un parent (3°) | 11,9 | 20,1 | 9,7 | 7,5 | 6,7 | 9,7 | 1,5 | 3,7 | 4,5 | 1,5 | 23,1 | 0,0 | 100 |
| Orphelins (4°) | 7,6 | 40,6 | 12,0 | 6,1 | 9,6 | 12,0 | 1,2 | 4,4 | 0,0 | 1,2 | 5,3 | 0,0 | 100 |
| Retrait de l'autorité parentale (5°) | 8,2 | 30,8 | 13,2 | 0,0 | 6,3 | 3,1 | 1,9 | 12,3 | 0,9 | 0,6 | 22,6 | 0,0 | 100 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (6°) | 12,8 | 34,7 | 6,0 | 0,4 | 10,4 | 1,3 | 0,8 | 5,1 | 1,4 | 3,6 | 23,0 | 0,4 | 100 |
| Total | 12,6 | 31,8 | 7,3 | 2,9 | 8,9 | 3,1 | 1,1 | 5,3 | 1,4 | 2,6 | 22,6 | 0,4 | 100 |

*Les motifs d'absence de projets d'adoption n'ont pas été renseignés pour 4 enfants. Pour ces enfants, le motif indiqué par les conseils de famille était « construction d'un projet de vie » ; cette modalité sera ajoutée pour l'enquête millésimée 2022.

Tableau A2-19 (1 sur 2). Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par département

| Départements | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total | Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques |
|--------------------------|--------------------------------|-------|-----------------|-------------------------|-------|--|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | | |
| 01-Ain | 4 | 8 | 6 | 15 | 33 | 54,5 % |
| 02-Aisne | 12 | 8 | 10 | 29 | 59 | 50,8 % |
| 03-Allier | 6 | 6 | 1 | 7 | 20 | 65,0 % |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 0 | 0 | 1 | 2 | 3 | 33,3 % |
| 05-Hautes-Alpes | 1 | 2 | 0 | 1 | 4 | 75,0 % |
| 06-Alpes-Maritimes | 11 | 7 | 3 | 12 | 33 | 63,6 % |
| 07-Ardèche | 1 | 1 | 2 | 7 | 11 | 36,4 % |
| 08-Ardennes | 3 | 8 | 0 | 12 | 23 | 47,8 % |
| 09-Ariège | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0,0 % |
| 10-Aube | 1 | 5 | 0 | 9 | 15 | 40,0 % |
| 11-Aude | 4 | 30 | 0 | 25 | 59 | 57,6 % |
| 12-Aveyron | 1 | 5 | 0 | 8 | 14 | 42,9 % |
| 13-Bouches-du-Rhône | 22 | 21 | 19 | 53 | 115 | 53,9 % |
| 14-Calvados | 3 | 4 | 1 | 44 | 52 | 15,4 % |
| 15-Cantal | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | 50,0 % |
| 16-Charente | 5 | 5 | 5 | 0 | 15 | 100,0 % |
| 17-Charente-Maritime | 10 | 20 | 3 | 30 | 63 | 52,4 % |
| 18-Cher | 2 | 4 | 0 | 16 | 22 | 27,3 % |
| 19-Corrèze | 0 | 2 | 0 | 3 | 5 | 40,0 % |
| 20-Corse | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0,0 % |
| 21-Côte-d'Or | 5 | 5 | 2 | 16 | 28 | 42,9 % |
| 22-Côtes-d'Armor | 1 | 3 | 0 | 8 | 12 | 33,3 % |
| 23-Creuse | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0,0 % |
| 24-Dordogne | 3 | 2 | 4 | 4 | 13 | 69,2 % |
| 25-Doubs | 1 | 0 | 3 | 16 | 20 | 20,0 % |
| 26-Drôme | 1 | 20 | 0 | 17 | 38 | 55,3 % |
| 27-Eure | 2 | 5 | 0 | 19 | 26 | 26,9 % |
| 28-Eure-et-Loir | 5 | 1 | 4 | 34 | 44 | 22,7 % |
| 29-Finistère | 22 | 24 | 0 | 28 | 74 | 62,2 % |
| 30-Gard | 1 | 19 | 0 | 21 | 41 | 48,8 % |
| 31-Haute-Garonne | 8 | 22 | 5 | 33 | 68 | 51,5 % |
| 32-Gers | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 0,0 % |
| 33-Gironde | 9 | 28 | 1 | 18 | 56 | 67,9 % |
| 34-Hérault | 4 | 5 | 1 | 25 | 35 | 28,6 % |
| 35-Ille-et-Vilaine | 10 | 17 | 1 | 35 | 63 | 44,4 % |
| 36-Indre | 0 | 1 | 2 | 3 | 6 | 50,0 % |
| 37-Indre-et-Loire | 5 | 9 | 9 | 10 | 33 | 69,7 % |
| 38-Isère | 2 | 20 | 24 | 30 | 76 | 60,5 % |
| 39-Jura | 0 | 2 | 0 | 2 | 4 | 50,0 % |
| 40-Landes | 1 | 1 | 0 | 6 | 8 | 25,0 % |
| 41-Loir-et-Cher | 1 | 3 | 1 | 5 | 10 | 50,0 % |
| 42-Loire | 4 | 11 | 0 | 29 | 44 | 34,1 % |
| 43-Haute-Loire | 4 | 3 | 1 | 0 | 8 | 100,0 % |
| 44-Loire-Atlantique | 2 | 13 | 11 | 27 | 53 | 49,1 % |
| 45-Loiret | 5 | 13 | 6 | 16 | 40 | 60,0 % |
| 46-Lot | 0 | 0 | 3 | 2 | 5 | 60,0 % |
| 47-Lot-et-Garonne | 1 | 1 | 3 | 6 | 11 | 45,5 % |
| 48-Lozère | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| 49-Maine-et-Loire | 4 | 29 | 16 | 43 | 92 | 53,3 % |
| 50-Manche | 3 | 12 | 0 | 15 | 30 | 50,0 % |
| 51-Marne | 6 | 9 | 19 | 18 | 52 | 65,4 % |
| 52-Haute-Marne | 4 | 13 | 0 | 6 | 23 | 73,9 % |

Tableau A2-19 (2 sur 2). Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par département

| Départements | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total | Proportion d'enfants ayant des besoins spécifiques |
|------------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|--|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | | |
| 53-Mayenne | 7 | 4 | 2 | 4 | 17 | 76,5 % |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 6 | 51 | 8 | 53 | 118 | 55,1 % |
| 55-Meuse | 0 | 1 | 0 | 12 | 13 | 7,7 % |
| 56-Morbihan | 4 | 30 | 5 | 30 | 69 | 56,5 % |
| 57-Moselle | 14 | 13 | 9 | 22 | 58 | 62,1 % |
| 58-Nièvre | 7 | 1 | 2 | 10 | 20 | 50,0 % |
| 59-Nord | 17 | 127 | 10 | 245 | 399 | 38,6 % |
| 60-Oise | 3 | 15 | 0 | 16 | 34 | 52,9 % |
| 61-Orne | 0 | 4 | 2 | 9 | 15 | 40,0 % |
| 62-Pas-de-Calais | 21 | 27 | 65 | 116 | 229 | 49,3 % |
| 63-Puy-de-Dôme | 4 | 3 | 7 | 18 | 32 | 43,8 % |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 1 | 8 | 0 | 2 | 11 | 81,8 % |
| 65-Hautes-Pyrénées | 4 | 3 | 0 | 5 | 12 | 58,3 % |
| 66-Pyrénées-Orientales | 4 | 6 | 3 | 20 | 33 | 39,4 % |
| 67-Bas-Rhin | 14 | 18 | 11 | 18 | 61 | 70,5 % |
| 68-Haut-Rhin | 9 | 44 | 4 | 23 | 80 | 71,3 % |
| 69-Rhône | 11 | 21 | 3 | 42 | 77 | 45,5 % |
| 70-Haute-Saône | 1 | 4 | 0 | 0 | 5 | 100,0 % |
| 71-Saône-et-Loire | 0 | 4 | 3 | 26 | 33 | 21,2 % |
| 72-Sarthe | 2 | 2 | 4 | 8 | 16 | 50,0 % |
| 73-Savoie | 7 | 8 | 0 | 25 | 40 | 37,5 % |
| 74-Haute-Savoie | 4 | 21 | 0 | 7 | 32 | 78,1 % |
| 75-Paris | 21 | 27 | 2 | 35 | 85 | 58,8 % |
| 76-Seine-Maritime | 15 | 17 | 4 | 30 | 66 | 54,5 % |
| 77-Seine-et-Marne | 6 | 22 | 4 | 33 | 65 | 49,2 % |
| 78-Yvelines | 3 | 4 | 1 | 25 | 33 | 24,2 % |
| 79-Deux-Sèvres | 0 | 9 | 4 | 12 | 25 | 52,0 % |
| 80-Somme | 9 | 4 | 3 | 16 | 32 | 50,0 % |
| 81-Tarn | 0 | 1 | 0 | 4 | 5 | 20,0 % |
| 82-Tarn-et-Garonne | 10 | 19 | 0 | 3 | 32 | 90,6 % |
| 83-Var | 6 | 23 | 10 | 26 | 65 | 60,0 % |
| 84-Vaucluse | 2 | 13 | 4 | 7 | 26 | 73,1 % |
| 85-Vendée | 8 | 18 | 4 | 10 | 40 | 75,0 % |
| 86-Vienne | 2 | 3 | 0 | 10 | 15 | 33,3 % |
| 87-Haute-Vienne | 0 | 3 | 0 | 11 | 14 | 21,4 % |
| 88-Vosges | 1 | 2 | 0 | 27 | 30 | 10,0 % |
| 89-Yonne | 1 | 5 | 1 | 15 | 22 | 31,8 % |
| 90-Territoire-de-Belfort | 1 | 0 | 2 | 2 | 5 | 60,0 % |
| 91-Essonnes | 14 | 28 | 12 | 45 | 99 | 54,5 % |
| 92-Hauts-de-Seine | 9 | 8 | 8 | 23 | 48 | 52,1 % |
| 93-Seine-Saint-Denis | 16 | 31 | 7 | 32 | 86 | 62,8 % |
| 94-Val-de-Marne | 14 | 22 | 9 | 11 | 56 | 80,4 % |
| 95-Val-d'Oise | 3 | 11 | 0 | 43 | 57 | 24,6 % |
| France métropolitaine | 481 | 1 113 | 380 | 1 907 | 3 881 | 50,9 % |
| 971-Guadeloupe | 3 | 2 | 0 | 3 | 8 | 62,5 % |
| 972-Martinique | 1 | 0 | 0 | 11 | 12 | 8,3 % |
| 973-Guyane | 0 | 0 | 3 | 7 | 10 | 30,0 % |
| 974-La Réunion | 0 | 14 | 6 | 18 | 38 | 52,6 % |
| 976-Mayotte | 2 | 0 | 3 | 11 | 16 | 31,3 % |
| France entière | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 | 50,6 % |
| | 12 % | 28 % | 10 % | 49 % | | |

Tableaux A2-20. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par année de naissance

| Année de naissance | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--------------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| 2004 | 31 | 195 | 40 | 65 | 331 |
| 2005 | 40 | 188 | 27 | 71 | 326 |
| 2006 | 39 | 147 | 38 | 65 | 289 |
| 2007 | 33 | 130 | 32 | 82 | 277 |
| 2008 | 33 | 90 | 30 | 70 | 223 |
| 2009 | 31 | 79 | 39 | 82 | 231 |
| 2010 | 30 | 84 | 23 | 80 | 217 |
| 2011 | 38 | 61 | 35 | 85 | 219 |
| 2012 | 33 | 40 | 27 | 99 | 199 |
| 2013 | 25 | 41 | 29 | 96 | 191 |
| 2014 | 27 | 21 | 22 | 96 | 166 |
| 2015 | 13 | 20 | 19 | 109 | 161 |
| 2016 | 19 | 11 | 10 | 100 | 140 |
| 2017 | 14 | 12 | 10 | 108 | 144 |
| 2018 | 17 | 6 | 2 | 94 | 119 |
| 2019 | 20 | 1 | 3 | 104 | 128 |
| 2020 | 24 | 3 | 2 | 233 | 262 |
| 2021 | 20 | 0 | 4 | 318 | 342 |
| Total | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 |
| Âge moyen au 31/12/2021 | 9,7 | 13,3 | 11,3 | 6,4 | 9,3 |

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y avait la possibilité de remplir deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

| Année de naissance | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--------------------|--------------------------------|------------|-----------------|-------------------------|------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| 2004 | 6,4 | 17,3 | 10,2 | 3,3 | 8,3 |
| 2005 | 8,2 | 16,7 | 6,9 | 3,6 | 8,2 |
| 2006 | 8,0 | 13,0 | 9,7 | 3,3 | 7,3 |
| 2007 | 6,8 | 11,5 | 8,2 | 4,2 | 7,0 |
| 2008 | 6,8 | 8,0 | 7,7 | 3,6 | 5,6 |
| 2009 | 6,4 | 7,0 | 9,9 | 4,2 | 5,8 |
| 2010 | 6,2 | 7,4 | 5,9 | 4,1 | 5,5 |
| 2011 | 7,8 | 5,4 | 8,9 | 4,3 | 5,5 |
| 2012 | 6,8 | 3,5 | 6,9 | 5,1 | 5,0 |
| 2013 | 5,1 | 3,6 | 7,4 | 4,9 | 4,8 |
| 2014 | 5,5 | 1,9 | 5,6 | 4,9 | 4,2 |
| 2015 | 2,7 | 1,8 | 4,8 | 5,6 | 4,1 |
| 2016 | 3,9 | 1,0 | 2,6 | 5,1 | 3,5 |
| 2017 | 2,9 | 1,1 | 2,6 | 5,5 | 3,6 |
| 2018 | 3,5 | 0,5 | 0,5 | 4,8 | 3,0 |
| 2019 | 4,1 | 0,1 | 0,8 | 5,3 | 3,2 |
| 2020 | 4,9 | 0,3 | 0,5 | 11,9 | 6,6 |
| 2021 | 4,1 | 0,0 | 1,0 | 16,2 | 8,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableaux A2-21. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par âge lors de l'admission

| Âge lors de l'admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--------------------------------------|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| 0 an | 103 | 9 | 13 | 679 | 804 |
| 1 an | 17 | 8 | 5 | 42 | 72 |
| 2 ans | 24 | 15 | 9 | 102 | 150 |
| 3 ans | 38 | 11 | 19 | 96 | 164 |
| 4 ans | 33 | 16 | 21 | 124 | 194 |
| 5 ans | 32 | 34 | 26 | 133 | 225 |
| 6 ans | 28 | 33 | 33 | 137 | 231 |
| 7 ans | 35 | 55 | 35 | 116 | 241 |
| 8 ans | 20 | 82 | 46 | 126 | 274 |
| 9 ans | 29 | 89 | 46 | 93 | 257 |
| 10 ans | 30 | 103 | 36 | 79 | 248 |
| 11 ans | 24 | 112 | 25 | 62 | 223 |
| 12 ans | 26 | 140 | 27 | 56 | 249 |
| 13 ans | 14 | 121 | 20 | 42 | 197 |
| 14 ans | 15 | 121 | 11 | 30 | 177 |
| 15 ans | 12 | 96 | 12 | 24 | 144 |
| 16 ans | 7 | 69 | 6 | 11 | 93 |
| 17 ans | 0 | 15 | 2 | 5 | 22 |
| Total | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 |
| Âge moyen lors de l'admission | 5,9 | 10,9 | 8,2 | 4,6 | 6,9 |

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y avait la possibilité de remplir deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

| Âge lors de l'admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|-------------------------|--------------------------------|------------|-----------------|-------------------------|------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| 0 an | 21,1 | 0,8 | 3,3 | 34,7 | 20,3 |
| 1 an | 3,5 | 0,7 | 1,3 | 2,1 | 1,8 |
| 2 ans | 4,9 | 1,3 | 2,3 | 5,2 | 3,8 |
| 3 ans | 7,8 | 1,0 | 4,8 | 4,9 | 4,1 |
| 4 ans | 6,8 | 1,4 | 5,4 | 6,3 | 4,9 |
| 5 ans | 6,6 | 3,0 | 6,6 | 6,8 | 5,7 |
| 6 ans | 5,7 | 2,9 | 8,4 | 7,0 | 5,8 |
| 7 ans | 7,2 | 4,9 | 8,9 | 5,9 | 6,1 |
| 8 ans | 4,1 | 7,3 | 11,7 | 6,4 | 6,9 |
| 9 ans | 6,0 | 7,9 | 11,7 | 4,8 | 6,5 |
| 10 ans | 6,2 | 9,1 | 9,2 | 4,0 | 6,3 |
| 11 ans | 4,9 | 9,9 | 6,4 | 3,2 | 5,6 |
| 12 ans | 5,3 | 12,4 | 6,9 | 2,9 | 6,3 |
| 13 ans | 2,9 | 10,7 | 5,1 | 2,1 | 5,0 |
| 14 ans | 3,1 | 10,7 | 2,8 | 1,5 | 4,5 |
| 15 ans | 2,5 | 8,5 | 3,1 | 1,2 | 3,6 |
| 16 ans | 1,4 | 6,1 | 1,5 | 0,6 | 2,3 |
| 17 ans | 0,0 | 1,3 | 0,5 | 0,3 | 0,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableaux A2-22. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission

| Durée de prise en charge à l'ASE avant admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|---|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Admission directe | 114 | 110 | 48 | 774 | 1 046 |
| Moins d'1 an | 39 | 155 | 45 | 155 | 394 |
| 1 an | 22 | 29 | 19 | 57 | 127 |
| 2 ans | 40 | 58 | 32 | 108 | 238 |
| 3 ans | 49 | 38 | 43 | 114 | 244 |
| 4 ans | 49 | 55 | 47 | 148 | 299 |
| 5 ans | 37 | 65 | 29 | 134 | 265 |
| 6 ans | 27 | 66 | 24 | 105 | 222 |
| 7 ans | 24 | 71 | 25 | 103 | 223 |
| 8 ans | 20 | 94 | 22 | 69 | 205 |
| 9 ans | 14 | 80 | 18 | 54 | 166 |
| 10 ans | 15 | 71 | 17 | 35 | 138 |
| 11 ans | 17 | 59 | 10 | 31 | 117 |
| 12 ans | 9 | 69 | 2 | 26 | 106 |
| 13 ans | 3 | 39 | 2 | 17 | 61 |
| 14 ans | 5 | 34 | 4 | 11 | 54 |
| 15 ans | 3 | 35 | 3 | 14 | 55 |
| 16 ans | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 |
| 17 ans | 0 | 1 | 1 | 2 | 4 |
| Total | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 |
| Durée moyenne de prise en charge à l'ASE avant admission | 3,8 | 6,1 | 4,3 | 3,0 | 4,1 |

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y avait la possibilité de remplir deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

| Durée de prise en charge à l'ASE avant admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|------------|-----------------|-------------------------|------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Admission directe | 23,4 | 9,7 | 12,2 | 39,6 | 26,4 |
| Moins d'1 an | 8,0 | 13,7 | 11,5 | 7,9 | 9,9 |
| 1 an | 4,5 | 2,6 | 4,8 | 2,9 | 3,2 |
| 2 ans | 8,2 | 5,1 | 8,2 | 5,5 | 6,0 |
| 3 ans | 10,1 | 3,4 | 11,0 | 5,8 | 6,2 |
| 4 ans | 10,1 | 4,9 | 12,0 | 7,6 | 7,5 |
| 5 ans | 7,6 | 5,8 | 7,4 | 6,8 | 6,7 |
| 6 ans | 5,5 | 5,8 | 6,1 | 5,4 | 5,6 |
| 7 ans | 4,9 | 6,3 | 6,4 | 5,3 | 5,6 |
| 8 ans | 4,1 | 8,3 | 5,6 | 3,5 | 5,2 |
| 9 ans | 2,9 | 7,1 | 4,6 | 2,8 | 4,2 |
| 10 ans | 3,1 | 6,3 | 4,3 | 1,8 | 3,5 |
| 11 ans | 3,5 | 5,2 | 2,6 | 1,6 | 3,0 |
| 12 ans | 1,8 | 6,1 | 0,5 | 1,3 | 2,7 |
| 13 ans | 0,6 | 3,5 | 0,5 | 0,9 | 1,5 |
| 14 ans | 1,0 | 3,0 | 1,0 | 0,6 | 1,4 |
| 15 ans | 0,6 | 3,1 | 0,8 | 0,7 | 1,4 |
| 16 ans | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,0 | 0,0 |
| 17 ans | 0,0 | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,1 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Tableaux A2-23. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par condition d'admission

| Conditions d'admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 79 | 4 | 4 | 616 | 703 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 41 | 32 | 14 | 82 | 169 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 19 | 37 | 16 | 97 | 169 |
| Orphelins (224-4 4°) | 29 | 157 | 58 | 112 | 356 |
| Retrait total autorité parentale (224-4 5°) | 27 | 100 | 76 | 135 | 338 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 292 | 799 | 224 | 915 | 2 230 |
| Total | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 |

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y avait la possibilité de remplir deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Existence de besoin spécifique pour chaque condition d'admission (en %)

| Conditions d'admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|-------------|-----------------|-------------------------|------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 11,2 | 0,6 | 0,6 | 87,6 | 100 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 24,3 | 18,9 | 8,3 | 48,5 | 100 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 11,2 | 21,9 | 9,5 | 57,4 | 100 |
| Orphelins (224-4 4°) | 8,1 | 44,1 | 16,3 | 31,5 | 100 |
| Retrait total autorité parentale (224-4 5°) | 8,0 | 29,6 | 22,5 | 39,9 | 100 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 13,1 | 35,8 | 10,0 | 41,0 | 100 |
| Total | 12,3 | 28,5 | 9,9 | 49,4 | 100 |

Conditions d'admission selon le type de besoin spécifique (en %)

| Conditions d'admission | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 16,2 | 0,4 | 1,0 | 31,5 | 17,7 |
| Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 8,4 | 2,8 | 3,6 | 4,2 | 4,3 |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 3,9 | 3,3 | 4,1 | 5,0 | 4,3 |
| Orphelins (224-4 4°) | 6,0 | 13,9 | 14,8 | 5,7 | 9,0 |
| Retrait total autorité parentale (224-4 5°) | 5,5 | 8,9 | 19,4 | 6,9 | 8,5 |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 60,0 | 70,8 | 57,1 | 46,8 | 56,2 |
| Total | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Tableaux A2-24. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par modalité d'accueil

| Modalités d'accueil | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|--------------|-----------------|-------------------------|--------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Enfants confiés en vue d'adoption | 56 | 89 | 51 | 717 | 913 |
| Famille d'accueil | 10 | 43 | 20 | 116 | 189 |
| Famille agréée du département | 31 | 34 | 15 | 572 | 652 |
| Famille agréée hors département | 15 | 12 | 16 | 28 | 71 |
| Famille naturelle | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Enfants non confiés en vue d'adoption | 431 | 1 040 | 341 | 1 240 | 3 052 |
| Famille d'accueil | 279 | 756 | 250 | 1 091 | 2 376 |
| Établissement | 101 | 224 | 78 | 108 | 511 |
| Famille et établissement | 48 | 36 | 9 | 27 | 120 |
| Famille naturelle ou parrainage | 3 | 17 | 4 | 13 | 37 |
| Logement autonome | 0 | 7 | 0 | 1 | 8 |
| Total | 487 | 1 129 | 392 | 1 957 | 3 965 |

Note • Les totaux sont différents de ceux des tableaux où paraît l'ensemble des motifs d'absence de projet d'adoption car, pour chaque enfant non confié en vue d'adoption, il y avait la possibilité de remplir deux motifs. Les données ci-dessus regroupent à la fois les besoins spécifiques renseignés comme premier motif et ceux renseignés comme second motif lorsque le premier motif renseigné était autre.

Pourcentages

| Modalités d'accueil | Besoins spécifiques liés à | | | Aucun besoin spécifique | Total |
|--|--------------------------------|------------|-----------------|-------------------------|------------|
| | L'état de santé ou de handicap | L'âge | Être en fratrie | | |
| Enfants confiés en vue d'adoption | 11 | 8 | 13 | 37 | 5 |
| Famille d'accueil | 2 | 4 | 5 | 2 | 0 |
| Famille agréée du département | 6 | 3 | 4 | 7 | 16 |
| Famille agréée hors département | 3 | 1 | 4 | 1 | 2 |
| Famille naturelle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Enfants non confiés en vue d'adoption | 89 | 92 | 87 | 63 | 77 |
| Famille d'accueil | 57 | 67 | 64 | 56 | 60 |
| Établissement | 21 | 20 | 20 | 6 | 13 |
| Famille et établissement | 10 | 3 | 2 | 1 | 3 |
| Famille naturelle ou parrainage | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 |
| Logement autonome | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Annexe 3

Données statistiques
sur les mouvements
des pupilles de l'État
en 2021 : admissions,
sorties et placements
en vue d'adoption

Tableau A3-1 (1 sur 2). Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2021 par département

| Départements | Nombre de pupilles admis en 2021 | Nombre de pupilles sortis en 2021 | Nombre de naissances vivantes en 2021 (Insee) | Proportion d'admissions pour 100 000 naissances |
|--------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|---|
| 01-Ain | 16 | 12 | 7 022 | 228 |
| 02-Aisne | 26 | 18 | 5 348 | 486 |
| 03-Allier | 6 | 9 | 2 772 | 216 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 2 | 4 | 1 447 | 138 |
| 05-Hautes-Alpes | 4 | 1 | 1 282 | 312 |
| 06-Alpes-Maritimes | 20 | 11 | 11 407 | 175 |
| 07-Ardèche | 9 | 3 | 2 890 | 311 |
| 08-Ardennes | 9 | 8 | 2 416 | 373 |
| 09-Ariège | 1 | 2 | 1 205 | 83 |
| 10-Aube | 4 | 4 | 3 005 | 133 |
| 11-Aude | 20 | 10 | 3 246 | 616 |
| 12-Aveyron | 6 | 6 | 2 272 | 264 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 29 | 31 | 24 766 | 117 |
| 14-Calvados | 33 | 13 | 6 760 | 488 |
| 15-Cantal | 1 | 8 | 1 039 | 96 |
| 16-Charente | 11 | 10 | 2 984 | 369 |
| 17-Charente-Maritime | 35 | 20 | 5 207 | 672 |
| 18-Cher | 11 | 3 | 2 665 | 413 |
| 19-Corrèze | 3 | 6 | 1 863 | 161 |
| 20-Corse | 1 | 3 | 2 728 | 37 |
| 21-Côte-d'Or | 9 | 13 | 4 977 | 181 |
| 22-Côtes-d'Armor | 7 | 7 | 5 398 | 130 |
| 23-Creuse | 0 | 0 | 788 | 0 |
| 24-Dordogne | 5 | 8 | 3 073 | 163 |
| 25-Doubs | 14 | 2 | 5 589 | 250 |
| 26-Drôme | 13 | 5 | 5 308 | 245 |
| 27-Eure | 12 | 5 | 6 211 | 193 |
| 28-Eure-et-Loir | 18 | 4 | 4 498 | 400 |
| 29-Finistère | 26 | 8 | 8 154 | 319 |
| 30-Gard | 22 | 10 | 7 481 | 294 |
| 31-Haute-Garonne | 29 | 24 | 15 968 | 182 |
| 32-Gers | 1 | 0 | 1 515 | 66 |
| 33-Gironde | 23 | 29 | 17 494 | 131 |
| 34-Hérault | 15 | 26 | 12 580 | 119 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 37 | 25 | 11 758 | 315 |
| 36-Indre | 1 | 3 | 1 816 | 55 |
| 37-Indre-et-Loire | 11 | 10 | 6 142 | 179 |
| 38-Isère | 34 | 14 | 13 742 | 247 |
| 39-Jura | 2 | 4 | 2 232 | 90 |
| 40-Landes | 8 | 4 | 3 494 | 229 |
| 41-Loir-et-Cher | 7 | 6 | 2 969 | 236 |
| 42-Loire | 9 | 10 | 7 963 | 113 |
| 43-Haute-Loire | 3 | 4 | 1 977 | 152 |
| 44-Loire-Atlantique | 19 | 12 | 16 746 | 113 |
| 45-Loiret | 31 | 12 | 7 517 | 412 |
| 46-Lot | 1 | 4 | 1 269 | 79 |
| 47-Lot-et-Garonne | 3 | 5 | 2 875 | 104 |
| 48-Lozère | 0 | 2 | 604 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 41 | 15 | 8 742 | 469 |
| 50-Manche | 14 | 7 | 4 419 | 317 |
| 51-Marne | 15 | 15 | 6 041 | 248 |

Tableau A3-1 (2 sur 2). Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2021 par département

| Départements | Nombre de pupilles admis en 2021 | Nombre de pupilles sortis en 2021 | Nombre de naissances vivantes en 2021 (Insee) | Proportion d'admissions pour 100 000 naissances |
|------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---|---|
| 52-Haute-Marne | 14 | 1 | 1 445 | 969 |
| 53-Mayenne | 6 | 8 | 2 986 | 201 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 47 | 23 | 6 785 | 693 |
| 55-Meuse | 5 | 5 | 1 581 | 316 |
| 56-Morbihan | 40 | 14 | 6 755 | 592 |
| 57-Moselle | 19 | 7 | 9 744 | 195 |
| 58-Nièvre | 14 | 5 | 1 547 | 905 |
| 59-Nord | 175 | 54 | 30 010 | 583 |
| 60-Oise | 17 | 9 | 9 331 | 182 |
| 61-Orne | 9 | 4 | 2 281 | 395 |
| 62-Pas-de-Calais | 71 | 68 | 15 419 | 460 |
| 63-Puy-de-Dôme | 9 | 4 | 6 346 | 142 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 2 | 5 | 5 979 | 33 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 5 | 3 | 1 810 | 276 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 14 | 6 | 4 512 | 310 |
| 67-Bas-Rhin | 22 | 18 | 11 660 | 189 |
| 68-Haut-Rhin | 13 | 10 | 7 360 | 177 |
| 69-Rhône | 25 | 20 | 24 009 | 104 |
| 70-Haute-Saône | 3 | 5 | 1 995 | 150 |
| 71-Saône-et-Loire | 19 | 6 | 4 790 | 397 |
| 72-Sarthe | 4 | 2 | 5 710 | 70 |
| 73-Savoie | 13 | 0 | 4 384 | 297 |
| 74-Haute-Savoie | 13 | 14 | 9 860 | 132 |
| 75-Paris | 26 | 35 | 25 810 | 101 |
| 76-Seine-Maritime | 13 | 27 | 13 600 | 96 |
| 77-Seine-et-Marne | 27 | 20 | 18 431 | 146 |
| 78-Yvelines | 20 | 18 | 18 401 | 109 |
| 79-Deux-Sèvres | 4 | 5 | 3 267 | 122 |
| 80-Somme | 7 | 6 | 5 420 | 129 |
| 81-Tarn | 2 | 3 | 3 352 | 60 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 6 | 7 | 2 660 | 226 |
| 83-Var | 16 | 9 | 10 561 | 152 |
| 84-Vaucluse | 17 | 13 | 6 201 | 274 |
| 85-Vendée | 14 | 11 | 6 043 | 232 |
| 86-Vienne | 9 | 4 | 4 025 | 224 |
| 87-Haute-Vienne | 7 | 3 | 3 146 | 223 |
| 88-Vosges | 12 | 11 | 3 076 | 390 |
| 89-Yonne | 9 | 0 | 2 979 | 302 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 3 | 3 | 1 320 | 227 |
| 91-Essonnes | 11 | 12 | 18 430 | 60 |
| 92-Hauts-de-Seine | 13 | 23 | 21 290 | 61 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 33 | 25 | 26 152 | 126 |
| 94-Val-de-Marne | 12 | 9 | 19 280 | 62 |
| 95-Val-d'Oise | 24 | 23 | 19 272 | 125 |
| France métropolitaine | 1 521 | 1 033 | 700 679 | 217 |
| 971-Guadeloupe | 4 | 2 | 4 344 | 92 |
| 972-Martinique | 3 | 0 | 3 627 | 83 |
| 973-Guyane | 2 | 3 | 8 127 | 25 |
| 974-La Réunion | 16 | 9 | 13 470 | 119 |
| 976-Mayotte | 6 | 4 | 10 613 | 57 |
| France entière | 1 552 | 1 051 | 740 860 | 209 |

Tableau A3-1 bis (1 sur 2). Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2021, situation par département

| Départements | Nombre de pupilles admis en 2021 | Dont nés et admis en 2021 | Part des pupilles nés en 2021 parmi l'ensemble des admis en 2021 | Nombre de naissances vivantes en 2021 (Insee) | Proportion d'admissions pour 100 000 naissances |
|--------------------------|----------------------------------|---------------------------|--|---|---|
| 01-Ain | 16 | 4 | 25 % | 7 022 | 57 |
| 02-Aisne | 26 | 5 | 19 % | 5 348 | 93 |
| 03-Allier | 6 | 2 | 33 % | 2 772 | 72 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 2 | 1 | 50 % | 1 447 | 69 |
| 05-Hautes-Alpes | 4 | 1 | 25 % | 1 282 | 78 |
| 06-Alpes-Maritimes | 20 | 5 | 25 % | 11 407 | 44 |
| 07-Ardèche | 9 | 1 | 11 % | 2 890 | 35 |
| 08-Ardennes | 9 | 2 | 22 % | 2 416 | 83 |
| 09-Ariège | 1 | 1 | 100 % | 1 205 | 83 |
| 10-Aube | 4 | 1 | 25 % | 3 005 | 33 |
| 11-Aude | 20 | 5 | 25 % | 3 246 | 154 |
| 12-Aveyron | 6 | 2 | 33 % | 2 272 | 88 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 29 | 13 | 45 % | 24 766 | 52 |
| 14-Calvados | 33 | 8 | 24 % | 6 760 | 118 |
| 15-Cantal | 1 | 1 | 100 % | 1 039 | 96 |
| 16-Charente | 11 | 0 | 0 % | 2 984 | 0 |
| 17-Charente-Maritime | 35 | 7 | 20 % | 5 207 | 134 |
| 18-Cher | 11 | 3 | 27 % | 2 665 | 113 |
| 19-Corrèze | 3 | 3 | 100 % | 1 863 | 161 |
| 20-Corse | 1 | 1 | 100 % | 2 728 | 37 |
| 21-Côte-d'Or | 9 | 6 | 67 % | 4 977 | 121 |
| 22-Côtes-d'Armor | 7 | 2 | 29 % | 5 398 | 37 |
| 23-Creuse | 0 | 0 | - | 788 | 0 |
| 24-Dordogne | 5 | 4 | 80 % | 3 073 | 130 |
| 25-Doubs | 14 | 4 | 29 % | 5 589 | 72 |
| 26-Drôme | 13 | 2 | 15 % | 5 308 | 38 |
| 27-Eure | 12 | 2 | 17 % | 6 211 | 32 |
| 28-Eure-et-Loir | 18 | 5 | 28 % | 4 498 | 111 |
| 29-Finistère | 26 | 6 | 23 % | 8 154 | 74 |
| 30-Gard | 22 | 3 | 14 % | 7 481 | 40 |
| 31-Haute-Garonne | 29 | 13 | 45 % | 15 968 | 81 |
| 32-Gers | 1 | 1 | 100 % | 1 515 | 66 |
| 33-Gironde | 23 | 11 | 48 % | 17 494 | 63 |
| 34-Hérault | 15 | 4 | 27 % | 12 580 | 32 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 37 | 3 | 8 % | 11 758 | 26 |
| 36-Indre | 1 | 1 | 100 % | 1 816 | 55 |
| 37-Indre-et-Loire | 11 | 3 | 27 % | 6 142 | 49 |
| 38-Isère | 34 | 7 | 21 % | 13 742 | 51 |
| 39-Jura | 2 | 1 | 50 % | 2 232 | 45 |
| 40-Landes | 8 | 3 | 38 % | 3 494 | 86 |
| 41-Loir-et-Cher | 7 | 3 | 43 % | 2 969 | 101 |
| 42-Loire | 9 | 5 | 56 % | 7 963 | 63 |
| 43-Haute-Loire | 3 | 0 | 0 % | 1 977 | 0 |
| 44-Loire-Atlantique | 19 | 4 | 21 % | 16 746 | 24 |
| 45-Loiret | 31 | 2 | 6 % | 7 517 | 27 |
| 46-Lot | 1 | 1 | 100 % | 1 269 | 79 |
| 47-Lot-et-Garonne | 3 | 2 | 67 % | 2 875 | 70 |
| 48-Lozère | 0 | 0 | - | 604 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 41 | 3 | 7 % | 8 742 | 34 |
| 50-Manche | 14 | 5 | 36 % | 4 419 | 113 |
| 51-Marne | 15 | 2 | 13 % | 6 041 | 33 |

Tableau A3-1 bis (2 sur 2). Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2021, situation par département

| Départements | Nombre de pupilles admis en 2021 | Dont nés et admis en 2021 | Part des pupilles nés en 2021 parmi l'ensemble des admis en 2021 | Nombre de naissances vivantes en 2021 (Insee) | Proportion d'admissions pour 100 000 naissances |
|------------------------------|----------------------------------|---------------------------|--|---|---|
| 52-Haute-Marne | 14 | 1 | 7% | 1 445 | 69 |
| 53-Mayenne | 6 | 1 | 17% | 2 986 | 33 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 47 | 9 | 19% | 6 785 | 133 |
| 55-Meuse | 5 | 0 | 0% | 1 581 | 0 |
| 56-Morbihan | 40 | 6 | 15% | 6 755 | 89 |
| 57-Moselle | 19 | 6 | 32% | 9 744 | 62 |
| 58-Nièvre | 14 | 3 | 21% | 1 547 | 194 |
| 59-Nord | 175 | 33 | 19% | 30 010 | 110 |
| 60-Oise | 17 | 3 | 18% | 9 331 | 32 |
| 61-Orne | 9 | 2 | 22% | 2 281 | 88 |
| 62-Pas-de-Calais | 71 | 8 | 11% | 15 419 | 52 |
| 63-Puy-de-Dôme | 9 | 2 | 22% | 6 346 | 32 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 2 | 2 | 100% | 5 979 | 33 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 5 | 2 | 40% | 1 810 | 110 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 14 | 1 | 7% | 4 512 | 22 |
| 67-Bas-Rhin | 22 | 3 | 14% | 11 660 | 26 |
| 68-Haut-Rhin | 13 | 6 | 46% | 7 360 | 82 |
| 69-Rhône | 25 | 12 | 48% | 24 009 | 50 |
| 70-Haute-Saône | 3 | 1 | 33% | 1 995 | 50 |
| 71-Saône-et-Loire | 19 | 5 | 26% | 4 790 | 104 |
| 72-Sarthe | 4 | 2 | 50% | 5 710 | 35 |
| 73-Savoie | 13 | 2 | 15% | 4 384 | 46 |
| 74-Haute-Savoie | 13 | 5 | 38% | 9 860 | 51 |
| 75-Paris | 26 | 10 | 38% | 25 810 | 39 |
| 76-Seine-Maritime | 13 | 13 | 100% | 13 600 | 96 |
| 77-Seine-et-Marne | 27 | 9 | 33% | 18 431 | 49 |
| 78-Yvelines | 20 | 5 | 25% | 18 401 | 27 |
| 79-Deux-Sèvres | 4 | 1 | 25% | 3 267 | 31 |
| 80-Somme | 7 | 2 | 29% | 5 420 | 37 |
| 81-Tarn | 2 | 2 | 100% | 3 352 | 60 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 6 | 1 | 17% | 2 660 | 38 |
| 83-Var | 16 | 3 | 19% | 10 561 | 28 |
| 84-Vaucluse | 17 | 2 | 12% | 6 201 | 32 |
| 85-Vendée | 14 | 3 | 21% | 6 043 | 50 |
| 86-Vienne | 9 | 7 | 78% | 4 025 | 174 |
| 87-Haute-Vienne | 7 | 4 | 57% | 3 146 | 127 |
| 88-Vosges | 12 | 1 | 8% | 3 076 | 33 |
| 89-Yonne | 9 | 2 | 22% | 2 979 | 67 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 3 | 2 | 67% | 1 320 | 152 |
| 91-Essonnes | 11 | 8 | 73% | 18 430 | 43 |
| 92-Hauts-de-Seine | 13 | 9 | 69% | 21 290 | 42 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 33 | 9 | 27% | 26 152 | 34 |
| 94-Val-de-Marne | 12 | 3 | 25% | 19 280 | 16 |
| 95-Val-d'Oise | 24 | 10 | 42% | 19 272 | 52 |
| France métropolitaine | 1 521 | 395 | 26% | 700 679 | 56 |
| 971-Guadeloupe | 4 | 3 | 75% | 4 344 | 69 |
| 972-Martinique | 3 | 3 | 100% | 3 627 | 83 |
| 973-Guyane | 2 | 2 | 100% | 8 127 | 25 |
| 974-La Réunion | 16 | 1 | 6% | 13 470 | 7 |
| 976-Mayotte | 6 | 3 | 50% | 10 613 | 28 |
| France entière | 1 552 | 407 | 26% | 740 860 | 55 |

Tableaux et pyramide A3-2. Structure par sexe et âge des enfants admis comme pupille de l'État en 2021

| Âge lors de l'admission | Garçons | Filles | Total | % par âge lors de l'admission |
|---|------------|------------|--------------|-------------------------------|
| 0 an | 233 | 198 | 431 | 27,8 % |
| <i>dont dans le 1^{er} mois</i> | <i>224</i> | <i>188</i> | <i>412</i> | <i>26,5 %</i> |
| 1 an | 10 | 10 | 20 | 1,3 % |
| 2 ans | 25 | 20 | 45 | 2,9 % |
| 3 ans | 31 | 31 | 62 | 4,0 % |
| 4 ans | 38 | 33 | 71 | 4,6 % |
| 5 ans | 33 | 31 | 64 | 4,1 % |
| 6 ans | 42 | 32 | 74 | 4,8 % |
| 7 ans | 34 | 27 | 61 | 3,9 % |
| 8 ans | 56 | 25 | 81 | 5,2 % |
| 9 ans | 42 | 27 | 69 | 4,4 % |
| 10 ans | 44 | 43 | 87 | 5,6 % |
| 11 ans | 36 | 33 | 69 | 4,4 % |
| 12 ans | 38 | 31 | 69 | 4,4 % |
| 13 ans | 31 | 36 | 67 | 4,3 % |
| 14 ans | 39 | 36 | 75 | 4,8 % |
| 15 ans | 37 | 41 | 78 | 5,0 % |
| 16 ans | 35 | 46 | 81 | 5,2 % |
| 17 ans | 22 | 26 | 48 | 3,1 % |
| Total | 826 | 726 | 1 552 | 100 % |
| % par sexe | 53,2 % | 46,8 % | | |

| Âge lors de l'admission | % cumulés par âge lors de l'admission |
|-------------------------|---------------------------------------|
| Moins d'1 mois | 26,5 % |
| Moins d'1 an | 27,8 % |
| Moins de 2 ans | 29,1 % |
| Moins de 3 ans | 32,0 % |
| Moins de 4 ans | 36,0 % |
| Moins de 5 ans | 40,5 % |
| Moins de 6 ans | 44,7 % |
| Moins de 7 ans | 49,4 % |
| Moins de 8 ans | 53,4 % |
| Moins de 9 ans | 58,6 % |
| Moins de 10 ans | 63,0 % |
| Moins de 11 ans | 68,6 % |
| Moins de 12 ans | 73,1 % |
| Moins de 13 ans | 77,5 % |
| Moins de 14 ans | 81,8 % |
| Moins de 15 ans | 86,7 % |
| Moins de 16 ans | 91,7 % |
| Moins de 17 ans | 96,9 % |
| Moins de 18 ans | 100,0 % |

Pyramide des âges, lors de leur admission comme pupilles, des enfants admis en 2021

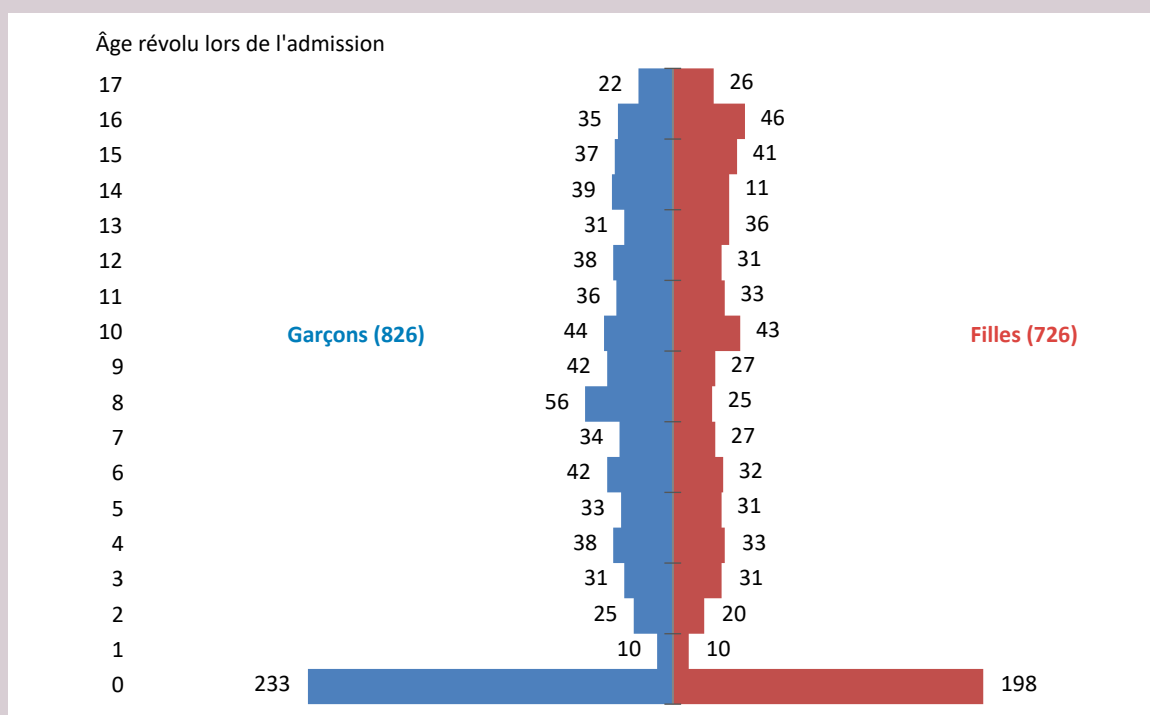


Tableau A3-3. Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2021, situation par âge lors de l'admission

| Âge lors de l'admission | Conditions d'admission | | | | | | Total |
|---|---------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|--|--|----------------|
| | Absence de filiation (224-4 1°) | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | Remis par un parent (224-4 3°) | Orphelins (224-4 4°) | Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | |
| 0 an | 388 | 17 | 13 | 3 | 5 | 5 | 431 |
| <i>dont dans le 1^{er} mois</i> | 383 | 12 | 11 | 1 | 2 | 3 | 412 |
| 1 an | 0 | 2 | 2 | 1 | 6 | 9 | 20 |
| 2 ans | 0 | 3 | 3 | 1 | 3 | 35 | 45 |
| 3 ans | 1 | 1 | 0 | 1 | 7 | 52 | 62 |
| 4 ans | 0 | 4 | 4 | 2 | 5 | 56 | 71 |
| 5 ans | 0 | 2 | 1 | 4 | 9 | 48 | 64 |
| 6 ans | 1 | 4 | 3 | 6 | 7 | 53 | 74 |
| 7 ans | 0 | 2 | 1 | 4 | 8 | 46 | 61 |
| 8 ans | 0 | 2 | 2 | 10 | 11 | 56 | 81 |
| 9 ans | 0 | 3 | 2 | 7 | 10 | 47 | 69 |
| 10 ans | 0 | 1 | 4 | 11 | 13 | 58 | 87 |
| 11 ans | 0 | 2 | 4 | 5 | 10 | 48 | 69 |
| 12 ans | 0 | 1 | 3 | 10 | 6 | 49 | 69 |
| 13 ans | 0 | 1 | 4 | 9 | 3 | 50 | 67 |
| 14 ans | 0 | 2 | 4 | 16 | 3 | 50 | 75 |
| 15 ans | 0 | 4 | 5 | 12 | 8 | 49 | 78 |
| 16 ans | 0 | 1 | 4 | 19 | 7 | 50 | 81 |
| 17 ans | 0 | 0 | 2 | 6 | 6 | 34 | 48 |
| Total | 390 | 52 | 61 | 127 | 127 | 795 | 1 552 |
| Pourcentages | 25,1 % | 3,4 % | 3,9 % | 8,2 % | 8,2 % | 51,2 % | 100,0 % |
| Âge moyen lors de l'admission | 1 mois | 5,8 | 8,4 | 11,9 | 9,2 | 9,8 | 7,3 |

Tableaux A3-4. Modalités d'accueil au 31/12/2021 des pupilles de l'État admis en 2021, situation par âge lors de l'admission

| Âge lors de l'admission | Pupilles de l'État | | Sortis durant l'année | | | Ensemble |
|-------------------------|--------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|---|--------------|
| | Placés en vue d'adoption | Non placés en vue d'adoption | Adoptés : jugements prononcés | Retour dans la famille (reprise ou tutelle) | Autre (majorité, changement de statut à l'ASE, décès) | |
| 0 an | 233 | 131 | 2 | 61 | 4 | 431 |
| 1 an | 1 | 18 | 0 | 1 | 0 | 20 |
| 2 ans | 9 | 33 | 0 | 3 | 0 | 45 |
| 3 ans | 8 | 53 | 1 | 0 | 0 | 62 |
| 4 ans | 8 | 62 | 0 | 1 | 0 | 71 |
| 5 ans | 5 | 57 | 1 | 1 | 0 | 64 |
| 6 ans | 4 | 69 | 0 | 1 | 0 | 74 |
| 7 ans | 4 | 56 | 0 | 1 | 0 | 61 |
| 8 ans | 6 | 74 | 0 | 0 | 1 | 81 |
| 9 ans | 4 | 63 | 0 | 2 | 0 | 69 |
| 10 ans | 3 | 80 | 0 | 3 | 1 | 87 |
| 11 ans | 1 | 66 | 1 | 1 | 0 | 69 |
| 12 ans | 2 | 65 | 1 | 1 | 0 | 69 |
| 13 ans | 2 | 65 | 0 | 0 | 0 | 67 |
| 14 ans | 2 | 70 | 0 | 3 | 0 | 75 |
| 15 ans | 3 | 70 | 0 | 4 | 1 | 78 |
| 16 ans | 0 | 75 | 0 | 1 | 5 | 81 |
| 17 ans | 0 | 21 | 0 | 3 | 24 | 48 |
| Total | 295 | 1 128 | 6 | 87 | 36 | 1 552 |
| Pourcentages | 19,0 % | 72,7 % | 0,4 % | 5,6 % | 2,3 % | 100 % |

Situation au 31/12/2021 selon le groupe d'âge (%)

| Âge révolu lors de l'admission | Adoptés ou placés en vue d'adoption | Non placés en vue d'adoption | Sortis durant l'année (sauf adoption) | Ensemble |
|--------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|------------|
| Moins d'1 an | 54,5 | 30,4 | 15,1 | 100 |
| 1-4 ans | 13,6 | 83,8 | 2,5 | 100 |
| 5-9 ans | 6,9 | 91,4 | 1,7 | 100 |
| 10-17 ans | 2,6 | 89,2 | 8,2 | 100 |
| Total | 19,4 | 72,7 | 7,9 | 100 |

Tableau A3-5. Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2021, situation par sexe, âge lors de l'admission, condition d'admission et modalité d'accueil

| | | Enfants à besoins spécifiques | | | Aucun besoin spécifique | Total | Proportion d'enfants à besoins spécifiques |
|-----------------------------------|--|-------------------------------|------------|------------|-------------------------|--------------|--|
| | | État de santé ou handicap | Âge | Fratrie | | | |
| Sexe | Garçons | 64 | 224 | 54 | 484 | 826 | 41,4 % |
| | Filles | 46 | 210 | 49 | 421 | 726 | 42,0 % |
| Âge lors de l'admission | Moins d'1 an | 24 | 1 | 4 | 402 | 431 | 6,7 % |
| | 1-4 ans | 17 | 10 | 7 | 164 | 198 | 17,2 % |
| | 5-9 ans | 22 | 79 | 44 | 204 | 349 | 41,5 % |
| | 10-17 ans | 47 | 344 | 48 | 135 | 574 | 76,5 % |
| Conditions d'admission | Absence de filiation (224-4 1°) | 18 | 0 | 3 | 369 | 390 | 5,4 % |
| | Remis par personnes qualifiées (224-4 2°) | 8 | 12 | 2 | 30 | 52 | 42,3 % |
| | Remis par un parent (224-4 3°) | 3 | 16 | 4 | 38 | 61 | 37,7 % |
| | Orphelins (224-4 4°) | 3 | 55 | 26 | 43 | 127 | 66,1 % |
| | Retrait total autorité parentale (224-4 5°) | 7 | 44 | 19 | 57 | 127 | 55,1 % |
| | Déclaration judiciaire d'abandon (224-4 6°) | 71 | 307 | 49 | 368 | 795 | 53,7 % |
| Modalités d'accueil au 31/12/2021 | Adoptés ou placés en vue d'adoption | 10 | 14 | 5 | 272 | 301 | 9,6 % |
| | <i>dont famille d'accueil</i> | 0 | 12 | 5 | 30 | 47 | 36,2 % |
| | <i>dont famille agréée du département</i> | 9 | 2 | 0 | 238 | 249 | 4,4 % |
| | <i>dont famille agréée hors département</i> | 1 | 0 | 0 | 4 | 5 | 20,0 % |
| | <i>dont famille naturelle</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - |
| | Non placés en vue d'adoption | 98 | 385 | 97 | 548 | 1 128 | 51,4 % |
| | <i>dont famille d'accueil</i> | 64 | 297 | 74 | 500 | 935 | 46,5 % |
| | <i>dont établissement</i> | 26 | 71 | 20 | 37 | 154 | 76,0 % |
| | <i>dont famille d'accueil et établissement</i> | 6 | 9 | 3 | 5 | 23 | 78,3 % |
| | <i>dont famille naturelle ou de parrainage</i> | 2 | 6 | 0 | 6 | 14 | 57,1 % |
| | <i>dont logement autonome</i> | 0 | 2 | 0 | 0 | 2 | 100,0 % |
| | Sortis durant l'année (sauf adoption) | 2 | 35 | 1 | 85 | 123 | 30,9 % |
| Total | | 110 | 434 | 103 | 905 | 1 552 | 41,7 % |
| Pourcentages | | 7,1 % | 28,0 % | 6,6 % | 58,3 % | 100 % | |

Tableaux et pyramide A3-6. Structure par sexe et âge des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021

| Âge au 31/12/2021 | Garçons | Filles | Total | % par âge |
|-------------------|------------|------------|--------------|--------------|
| 0 an | 43 | 27 | 70 | 6,7% |
| 1 an | 85 | 101 | 186 | 17,7% |
| 2 ans | 103 | 86 | 189 | 18,0% |
| 3 ans | 23 | 23 | 46 | 4,4% |
| 4 ans | 10 | 5 | 15 | 1,4% |
| 5 ans | 13 | 14 | 27 | 2,6% |
| 6 ans | 10 | 18 | 28 | 2,7% |
| 7 ans | 16 | 12 | 28 | 2,7% |
| 8 ans | 13 | 15 | 28 | 2,7% |
| 9 ans | 9 | 12 | 21 | 2,0% |
| 10 ans | 7 | 7 | 14 | 1,3% |
| 11 ans | 6 | 13 | 19 | 1,8% |
| 12 ans | 8 | 5 | 13 | 1,2% |
| 13 ans | 5 | 8 | 13 | 1,2% |
| 14 ans | 6 | 4 | 10 | 1,0% |
| 15 ans | 3 | 7 | 10 | 1,0% |
| 16 ans | 6 | 8 | 14 | 1,3% |
| 17 ans | 9 | 8 | 17 | 1,6% |
| 18 ans | 183 | 120 | 303 | 28,8% |
| Total | 558 | 493 | 1 051 | 100 % |
| % par sexe | 53,1% | 46,9% | | |

| Âge au 31/12/2021 | % cumulés par âge |
|-------------------|-------------------|
| Moins d'1 an | 6,7 % |
| Moins de 2 ans | 24,4 % |
| Moins de 3 ans | 42,3 % |
| Moins de 4 ans | 46,7 % |
| Moins de 5 ans | 48,1 % |
| Moins de 6 ans | 50,7 % |
| Moins de 7 ans | 53,4 % |
| Moins de 8 ans | 56,0 % |
| Moins de 9 ans | 58,7 % |
| Moins de 10 ans | 60,7 % |
| Moins de 11 ans | 62,0 % |
| Moins de 12 ans | 63,8 % |
| Moins de 13 ans | 65,1 % |
| Moins de 14 ans | 66,3 % |
| Moins de 15 ans | 67,3 % |
| Moins de 16 ans | 68,2 % |
| Moins de 17 ans | 69,6 % |
| Moins de 18 ans | 71,2 % |
| Ensemble | 100,0 % |

Pyramide des âges des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État en 2021

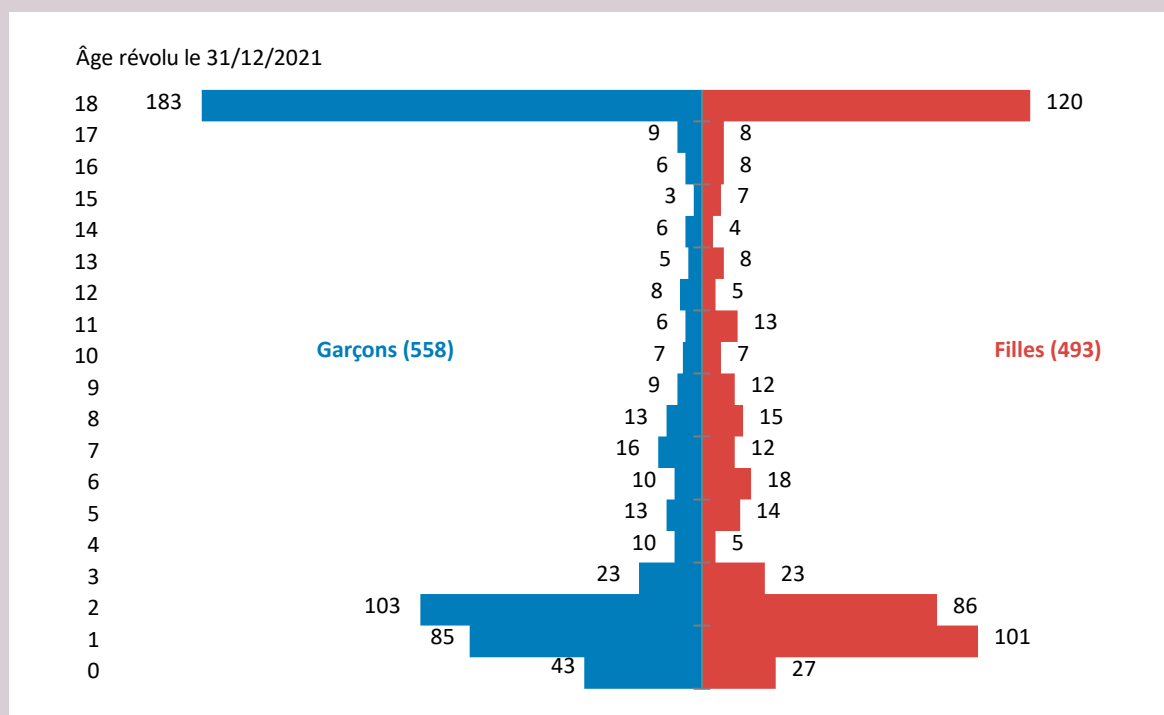


Tableau A3-7. Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021, situation par année de naissance

| Année de naissance | Motifs de sortie | | | | | | | | | | Total | % |
|--------------------|-----------------------------|----------------------------|------------|--|--|---|-------------------|--|----------|----------------------------------|--------------|--------------|
| | Jugement d'adoption plénier | Jugement d'adoption simple | Majorité | Reprise par les parents avant le délai légal | Reprise par les parents après le délai légal | Jugement restituant l'autorité parentale après retrait AP | Tutelle familiale | Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE | Décès | Transfert dans autre département | | |
| 2003 | 1 | 2 | 310 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 315 | 30,0% |
| 2004 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 1 | 6 | 0,6% |
| 2005 | 6 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 | 2 | 0 | 0 | 13 | 1,2% |
| 2006 | 5 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 10 | 1,0% |
| 2007 | 7 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 1,0% |
| 2008 | 9 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 13 | 1,2% |
| 2009 | 11 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 1,2% |
| 2010 | 12 | 3 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 19 | 1,8% |
| 2011 | 10 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 14 | 1,3% |
| 2012 | 15 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 22 | 2,1% |
| 2013 | 21 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 1 | 27 | 2,6% |
| 2014 | 23 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 28 | 2,7% |
| 2015 | 23 | 2 | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 28 | 2,7% |
| 2016 | 28 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 29 | 2,8% |
| 2017 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 13 | 1,2% |
| 2018 | 46 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 46 | 4,4% |
| 2019 | 182 | 0 | 0 | 4 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 189 | 18,0% |
| 2020 | 185 | 0 | 0 | 4 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 191 | 18,2% |
| 2021 | 1 | 0 | 0 | 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 65 | 6,2% |
| Total | 598 | 24 | 310 | 74 | 6 | 1 | 25 | 6 | 5 | 2 | 1 051 | 100 % |
| Pourcentages | 56,9% | 2,3% | 29,5% | 7,0% | 0,6% | 0,1% | 2,4% | 0,6% | 0,5% | 0,2% | 100% | |

Tableau A3-8. Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021, situation par année d'admission

| Année d'admission | Motifs de sortie | | | | | | | | | | Total | % |
|-------------------------------|-----------------------------|----------------------------|------------|--|--|---|-------------------|--|----------|----------------------------------|-------------|-------------|
| | Jugement d'adoption plénier | Jugement d'adoption simple | Majorité | Reprise par les parents avant le délai légal | Reprise par les parents après le délai légal | Jugement restituant l'autorité parentale après retrait AP | Tutelle familiale | Changement de statut de l'enfant remis à l'ASE | Décès | Transfert dans autre département | | |
| 2003 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0,2% |
| 2005 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0,2% |
| 2006 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0,4% |
| 2007 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 2008 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0,2% |
| 2009 | 0 | 0 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 0,9% |
| 2010 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0,8% |
| 2011 | 2 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 1,2% |
| 2012 | 1 | 0 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 18 | 1,7% |
| 2013 | 2 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 1,0% |
| 2014 | 0 | 0 | 18 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 | 1,8% |
| 2015 | 4 | 1 | 33 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 39 | 3,7% |
| 2016 | 13 | 4 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 | 3,0% |
| 2017 | 24 | 5 | 41 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 71 | 6,8% |
| 2018 | 102 | 7 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 139 | 13,2% |
| 2019 | 238 | 6 | 43 | 2 | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 294 | 28,0% |
| 2020 | 206 | 1 | 46 | 3 | 1 | 1 | 14 | 0 | 0 | 0 | 272 | 25,9% |
| 2021 | 5 | 0 | 23 | 69 | 3 | 0 | 9 | 3 | 4 | 1 | 117 | 11,1% |
| Total | 598 | 24 | 310 | 74 | 6 | 1 | 25 | 6 | 5 | 2 | 1051 | 100% |
| Pourcentages | 56,9% | 2,3% | 29,5% | 7,0% | 0,6% | 0,1% | 2,4% | 0,6% | 0,5% | 0,2% | 100% | |
| Âge moyen lors de l'admission | 1,6 | 6,9 | 12,9 | 1,1 | 5,0 | 0,0 | 10,2 | 9,2 | 0,4 | 11,0 | 5,3 | |

Tableau A3-9 (1 sur 2). Nombre de pupilles de l'État placés en vue d'adoption en 2021, situation par département

| Départements | Pupilles de l'État placés en vue d'adoption au cours de l'année 2021 | Pupilles de l'État au cours de l'année 2021 | % de placements en vue d'adoption |
|--------------------------|--|---|-----------------------------------|
| 01-Ain | 9 | 45 | 20,0 % |
| 02-Aisne | 14 | 77 | 18,2 % |
| 03-Allier | 3 | 29 | 10,3 % |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 2 | 7 | 28,6 % |
| 05-Hautes-Alpes | 2 | 5 | 40,0 % |
| 06-Alpes-Maritimes | 3 | 44 | 6,8 % |
| 07-Ardèche | 5 | 14 | 35,7 % |
| 08-Ardenne | 6 | 31 | 19,4 % |
| 09-Ariège | 1 | 3 | 33,3 % |
| 10-Aube | 4 | 19 | 21,1 % |
| 11-Aude | 7 | 69 | 10,1 % |
| 12-Aveyron | 3 | 20 | 15,0 % |
| 13-Bouches-du-Rhône | 22 | 146 | 15,1 % |
| 14-Calvados | 4 | 65 | 6,2 % |
| 15-Cantal | 4 | 10 | 40,0 % |
| 16-Charente | 2 | 25 | 8,0 % |
| 17-Charente-Maritime | 11 | 83 | 13,3 % |
| 18-Cher | 3 | 25 | 12,0 % |
| 19-Corrèze | 3 | 11 | 27,3 % |
| 20-Corse | 0 | 6 | 0,0 % |
| 21-Côte-d'Or | 12 | 41 | 29,3 % |
| 22-Côtes-d'Armor | 1 | 19 | 5,3 % |
| 23-Creuse | 0 | 1 | 0,0 % |
| 24-Dordogne | 3 | 21 | 14,3 % |
| 25-Doubs | 4 | 22 | 18,2 % |
| 26-Drôme | 5 | 43 | 11,6 % |
| 27-Eure | 4 | 31 | 12,9 % |
| 28-Eure-et-Loir | 4 | 48 | 8,3 % |
| 29-Finistère | 6 | 82 | 7,3 % |
| 30-Gard | 12 | 51 | 23,5 % |
| 31-Haute-Garonne | 1 | 92 | 1,1 % |
| 32-Gers | 3 | 5 | 60,0 % |
| 33-Gironde | 11 | 85 | 12,9 % |
| 34-Hérault | 4 | 61 | 6,6 % |
| 35-Ille-et-Vilaine | 9 | 88 | 10,2 % |
| 36-Indre | 1 | 9 | 11,1 % |
| 37-Indre-et-Loire | 3 | 43 | 7,0 % |
| 38-Isère | 9 | 90 | 10,0 % |
| 39-Jura | 4 | 8 | 50,0 % |
| 40-Landes | 3 | 12 | 25,0 % |
| 41-Loir-et-Cher | 2 | 16 | 12,5 % |
| 42-Loire | 4 | 54 | 7,4 % |
| 43-Haute-Loire | 1 | 12 | 8,3 % |
| 44-Loire-Atlantique | 3 | 65 | 4,6 % |
| 45-Loiret | 1 | 52 | 1,9 % |
| 46-Lot | 1 | 9 | 11,1 % |
| 47-Lot-et-Garonne | 2 | 16 | 12,5 % |
| 48-Lozère | 0 | 2 | 0,0 % |
| 49-Maine-et-Loire | 11 | 107 | 10,3 % |
| 50-Manche | 9 | 37 | 24,3 % |
| 51-Marne | 13 | 67 | 19,4 % |

Tableau A3-9 (2 sur 2). Nombre de pupilles de l'État placés en vue d'adoption en 2021, situation par département

| Départements | Pupilles de l'État placés en vue d'adoption au cours de l'année 2021 | Pupilles de l'État au cours de l'année 2021 | % de placements en vue d'adoption |
|------------------------------|--|---|-----------------------------------|
| 52-Haute-Marne | 2 | 24 | 8,3 % |
| 53-Mayenne | 5 | 25 | 20,0 % |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 10 | 141 | 7,1 % |
| 55-Meuse | 1 | 18 | 5,6 % |
| 56-Morbihan | 6 | 83 | 7,2 % |
| 57-Moselle | 12 | 65 | 18,5 % |
| 58-Nièvre | 4 | 25 | 16,0 % |
| 59-Nord | 32 | 453 | 7,1 % |
| 60-Oise | 2 | 43 | 4,7 % |
| 61-Orne | 2 | 19 | 10,5 % |
| 62-Pas-de-Calais | 25 | 297 | 8,4 % |
| 63-Puy-de-Dôme | 2 | 36 | 5,6 % |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 2 | 16 | 12,5 % |
| 65-Hautes-Pyrénées | 2 | 15 | 13,3 % |
| 66-Pyrénées-Orientales | 7 | 39 | 17,9 % |
| 67-Bas-Rhin | 7 | 79 | 8,9 % |
| 68-Haut-Rhin | 9 | 90 | 10,0 % |
| 69-Rhône | 14 | 97 | 14,4 % |
| 70-Haute-Saône | 4 | 10 | 40,0 % |
| 71-Saône-et-Loire | 6 | 39 | 15,4 % |
| 72-Sarthe | 3 | 18 | 16,7 % |
| 73-Savoie | 12 | 40 | 30,0 % |
| 74-Haute-Savoie | 11 | 46 | 23,9 % |
| 75-Paris | 18 | 120 | 15,0 % |
| 76-Seine-Maritime | 18 | 93 | 19,4 % |
| 77-Seine-et-Marne | 16 | 85 | 18,8 % |
| 78-Yvelines | 3 | 51 | 5,9 % |
| 79-Deux-Sèvres | 4 | 30 | 13,3 % |
| 80-Somme | 10 | 38 | 26,3 % |
| 81-Tarn | 1 | 8 | 12,5 % |
| 82-Tarn-et-Garonne | 1 | 39 | 2,6 % |
| 83-Var | 11 | 74 | 14,9 % |
| 84-Vaucluse | 2 | 39 | 5,1 % |
| 85-Vendée | 8 | 51 | 15,7 % |
| 86-Vienne | 7 | 19 | 36,8 % |
| 87-Haute-Vienne | 6 | 17 | 35,3 % |
| 88-Vosges | 8 | 41 | 19,5 % |
| 89-Yonne | 1 | 22 | 4,5 % |
| 90-Territoire-de-Belfort | 4 | 8 | 50,0 % |
| 91-Essonnes | 5 | 111 | 4,5 % |
| 92-Hauts-de-Seine | 8 | 71 | 11,3 % |
| 93-Seine-Saint-Denis | 9 | 111 | 8,1 % |
| 94-Val-de-Marne | 9 | 65 | 13,8 % |
| 95-Val-d'Oise | 10 | 80 | 12,5 % |
| France métropolitaine | 593 | 4 914 | 12,1 % |
| 971-Guadeloupe | 5 | 10 | 50,0 % |
| 972-Martinique | 2 | 12 | 16,7 % |
| 973-Guyane | 5 | 13 | 38,5 % |
| 974-La Réunion | 6 | 47 | 12,8 % |
| 976-Mayotte | 5 | 20 | 25,0 % |
| France entière | 616 | 5 016 | 12,3 % |

Tableau et pyramide A3-10. Structure par sexe et âge des pupilles de l'État placés en vue d'adoption au cours de l'année 2021

| Âge lors du placement | Garçons | Filles | Total | % par âge lors de l'admission |
|-----------------------|------------|------------|------------|-------------------------------|
| 0 an | 186 | 151 | 337 | 54,7 % |
| 1 an | 12 | 4 | 16 | 2,6 % |
| 2 ans | 9 | 10 | 19 | 3,1 % |
| 3 ans | 18 | 12 | 30 | 4,9 % |
| 4 ans | 17 | 13 | 30 | 4,9 % |
| 5 ans | 14 | 14 | 28 | 4,5 % |
| 6 ans | 17 | 10 | 27 | 4,4 % |
| 7 ans | 11 | 13 | 24 | 3,9 % |
| 8 ans | 16 | 4 | 20 | 3,2 % |
| 9 ans | 8 | 10 | 18 | 2,9 % |
| 10 ans | 10 | 6 | 16 | 2,6 % |
| 11 ans | 7 | 6 | 13 | 2,1 % |
| 12 ans | 6 | 4 | 10 | 1,6 % |
| 13 ans | 3 | 1 | 4 | 0,6 % |
| 14 ans | 2 | 3 | 5 | 0,8 % |
| 15 ans | 8 | 4 | 12 | 1,9 % |
| 16 ans | 1 | 3 | 4 | 0,6 % |
| 17 ans | 3 | 0 | 3 | 0,5 % |
| Total | 348 | 268 | 616 | 100 % |
| % par sexe | 56,5 % | 43,5 % | | |

| Âge lors du placement | % cumulés par âge lors du placement |
|-----------------------|-------------------------------------|
| Moins d'1 an | 54,7 % |
| Moins de 2 ans | 57,3 % |
| Moins de 3 ans | 60,4 % |
| Moins de 4 ans | 65,3 % |
| Moins de 5 ans | 70,1 % |
| Moins de 6 ans | 74,7 % |
| Moins de 7 ans | 79,1 % |
| Moins de 8 ans | 83,0 % |
| Moins de 9 ans | 86,2 % |
| Moins de 10 ans | 89,1 % |
| Moins de 11 ans | 91,7 % |
| Moins de 12 ans | 93,8 % |
| Moins de 13 ans | 95,5 % |
| Moins de 14 ans | 96,1 % |
| Moins de 15 ans | 96,9 % |
| Moins de 16 ans | 98,9 % |
| Moins de 17 ans | 99,5 % |
| Moins de 18 ans | 100,0 % |

Pyramide des âges, des enfants confiés en vue d'adoption en 2021

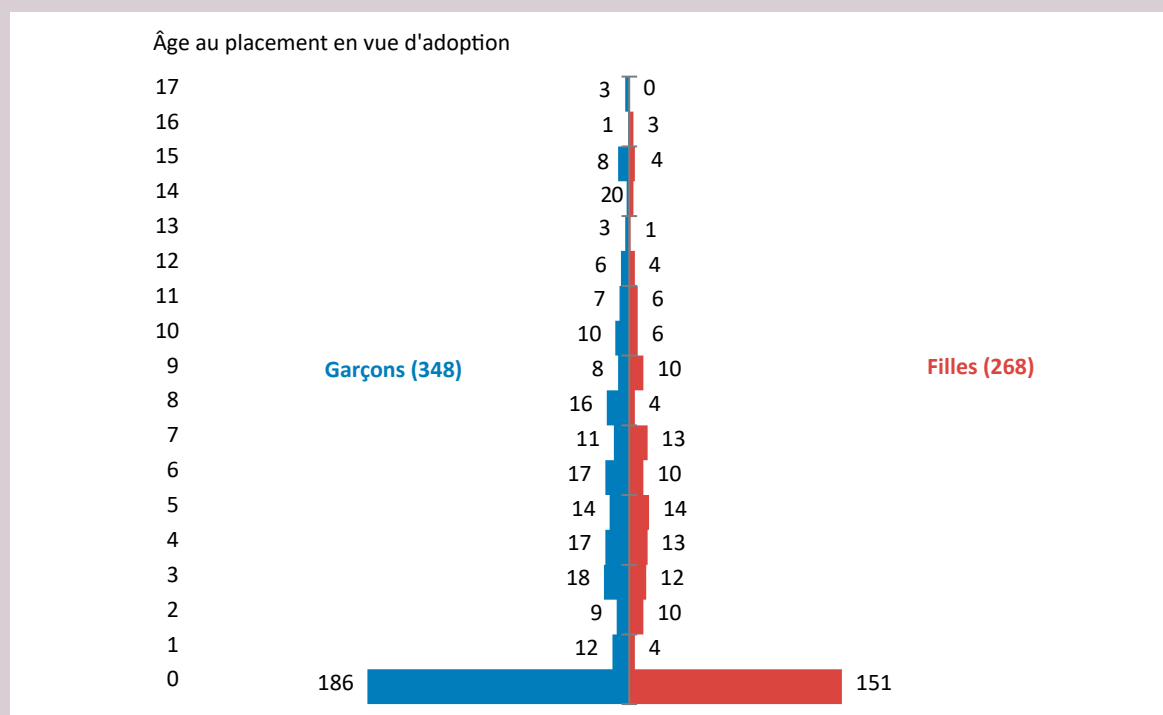


Tableau A3-11. Lieu de placement des enfants placés en vue d'adoption, au cours de l'année 2021 selon les conditions d'admission

| Conditions d'admission | Lieu de placement | | | | Total | Pourcentages |
|--|-------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|--------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | | |
| Absence de filiation (224-4 1°) | 5 | 306 | 16 | 0 | 327 | 53,1 % |
| Remis par les personnes qualifiées (dont 2 parents) (224-4 2°) | 7 | 17 | 0 | 0 | 24 | 3,9 % |
| Remis par un parent (224-4 3°) | 9 | 19 | 3 | 0 | 31 | 5,0 % |
| Orphelins (224-4 4°) | 1 | 3 | 2 | 0 | 6 | 1,0 % |
| Retrait total de l'autorité parentale (224-4 5°) | 2 | 8 | 4 | 0 | 14 | 2,3 % |
| Déclaration judiciaire de délaissement parental (224-4 6°) | 114 | 78 | 22 | 0 | 214 | 34,7 % |
| Total | 138 | 431 | 47 | 0 | 616 | 100 % |
| Pourcentages | 22,4 % | 70,0 % | 7,6 % | 0,0 % | 100 % | |

Tableaux A3-12. Types de familles adoptives des enfants placés en vue d'adoption durant l'année 2021, situation en fonction de l'existence de besoin spécifique

| Besoins spécifiques | Lieu de placement | | | | |
|------------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total |
| Aucun besoin spécifique | 88 | 379 | 18 | 0 | 485 |
| Besoins spécifiques, dont : | 50 | 52 | 29 | 0 | 131 |
| État de santé ou de handicap | 6 | 25 | 10 | 0 | 41 |
| Âge | 33 | 20 | 10 | 0 | 63 |
| Fratrie | 11 | 7 | 9 | 0 | 27 |
| Total | 138 | 431 | 47 | 0 | 616 |

Pourcentages

| Besoins spécifiques | Lieu de placement | | | | |
|------------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total |
| Besoins spécifiques, dont : | 38,2 | 39,7 | 22,1 | 0,0 | 100 |
| État de santé ou de handicap | 14,6 | 61,0 | 24,4 | 0,0 | 100 |
| Âge | 52,4 | 31,7 | 15,9 | 0,0 | 100 |
| Fratrie | 40,7 | 25,9 | 33,3 | 0,0 | 100 |
| Total | 22,4 | 70,0 | 7,6 | 0,0 | 100 |

| Besoins spécifiques | Lieu de placement | | | | |
|------------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------|
| | Famille d'accueil | Famille agréée du département | Famille agréée hors département | Famille naturelle | Total |
| Besoins spécifiques, dont : | 36,2 | 12,1 | 61,7 | - | 21 % |
| État de santé ou de handicap | 4,3 | 5,8 | 21,3 | - | 7 % |
| Âge | 23,9 | 4,6 | 21,3 | - | 10 % |
| Fratrie | 8,0 | 1,6 | 19,1 | - | 4 % |
| Total | 100 | 100 | 100 | - | 100 % |

Annexe 4

Données statistiques
complémentaires :
naissances avec demande
de secret de l'identité
de la mère, enfants
trouvés, enfants remis

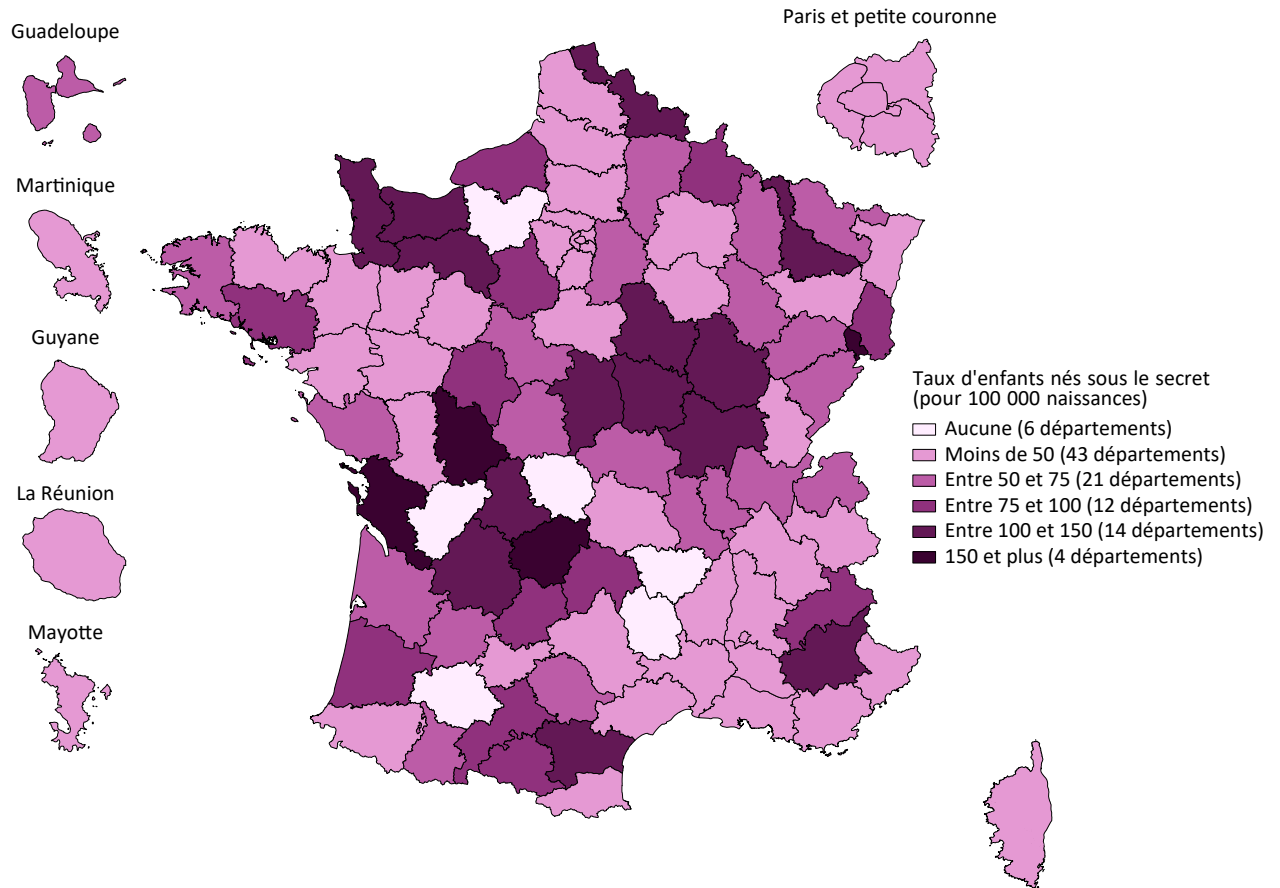
Tableau A4-1 (1 sur 2). Situation de certains pupilles, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département

| Départements | Enfants dont la mère a demandé en 2021 le secret de son identité lors de l'accouchement | Proportion de naissances sous le secret pour 100000 naissances en 2021 | Enfants trouvés en 2021 | Nouveau-nés remis en vue d'adoption en 2021 avec une filiation établie | Enfants remis en vue d'adoption en 2021 suite à un échec d'adoption |
|--------------------------|---|--|-------------------------|--|---|
| 01-Ain | 4 | 57,0 | 1 | 0 | 0 |
| 02-Aisne | 4 | 74,8 | 0 | 0 | 0 |
| 03-Allier | 2 | 72,2 | 0 | 0 | 0 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 2 | 138,2 | 0 | 0 | 0 |
| 05-Hautes-Alpes | 1 | 78,0 | 0 | 0 | 0 |
| 06-Alpes-Maritimes | 5 | 43,8 | 0 | 0 | 0 |
| 07-Ardèche | 1 | 34,6 | 0 | 0 | 0 |
| 08-Ardenne | 2 | 82,8 | 0 | 0 | 0 |
| 09-Ariège | 1 | 83,0 | 0 | 1 | 0 |
| 10-Aube | 1 | 33,3 | 0 | 0 | 0 |
| 11-Aude | 4 | 123,2 | 0 | 0 | 0 |
| 12-Aveyron | 1 | 44,0 | 0 | 0 | 0 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 12 | 48,5 | 0 | 0 | 0 |
| 14-Calvados | 8 | 118,3 | 0 | 0 | 0 |
| 15-Cantal | 1 | 96,2 | 0 | 0 | 0 |
| 16-Charente | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 |
| 17-Charente-Maritime | 8 | 153,6 | 0 | 1 | 0 |
| 18-Cher | 3 | 112,6 | 0 | 0 | 0 |
| 19-Corrèze | 3 | 161,0 | 0 | 0 | 0 |
| 20-Corse | 1 | 36,7 | 0 | 0 | 0 |
| 21-Côte-d'Or | 6 | 120,6 | 0 | 0 | 0 |
| 22-Côtes-d'Armor | 2 | 37,1 | 0 | 0 | 0 |
| 23-Creuse | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 |
| 24-Dordogne | 4 | 130,2 | 0 | 0 | 0 |
| 25-Doubs | 4 | 71,6 | 0 | 0 | 0 |
| 26-Drôme | 1 | 18,8 | 0 | 0 | 0 |
| 27-Eure | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 |
| 28-Eure-et-Loir | 4 | 88,9 | 0 | 0 | 0 |
| 29-Finistère | 5 | 61,3 | 0 | 0 | 0 |
| 30-Gard | 1 | 13,4 | 0 | 0 | 0 |
| 31-Haute-Garonne | 12 | 75,2 | 0 | 1 | 0 |
| 32-Gers | 0 | 0,0 | 0 | 1 | 0 |
| 33-Gironde | 11 | 62,9 | 0 | 0 | 0 |
| 34-Hérault | 3 | 23,8 | 0 | 1 | 0 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 4 | 34,0 | 0 | 0 | 0 |
| 36-Indre | 1 | 55,1 | 0 | 0 | 0 |
| 37-Indre-et-Loire | 5 | 81,4 | 0 | 1 | 0 |
| 38-Isère | 6 | 43,7 | 0 | 0 | 0 |
| 39-Jura | 1 | 44,8 | 0 | 0 | 0 |
| 40-Landes | 3 | 85,9 | 0 | 0 | 0 |
| 41-Loir-et-Cher | 2 | 67,4 | 0 | 0 | 0 |
| 42-Loire | 5 | 62,8 | 0 | 0 | 0 |
| 43-Haute-Loire | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 |
| 44-Loire-Atlantique | 2 | 11,9 | 0 | 0 | 0 |
| 45-Loiret | 3 | 39,9 | 0 | 0 | 0 |
| 46-Lot | 1 | 78,8 | 0 | 0 | 0 |
| 47-Lot-et-Garonne | 2 | 69,6 | 0 | 0 | 0 |
| 48-Lozère | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 3 | 34,3 | 0 | 0 | 0 |
| 50-Manche | 5 | 113,1 | 0 | 1 | 1 |

Tableau A4-1 (1 sur 2). Situation de certains pupilles, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département

| Départements | Enfants dont la mère a demandé en 2021 le secret de son identité lors de l'accouchement | Proportion de naissances sous le secret pour 100000 naissances en 2021 | Enfants trouvés en 2021 | Nouveau-nés remis en vue d'adoption en 2021 avec une filiation établie | Enfants remis en vue d'adoption en 2021 suite à un échec d'adoption |
|--------------------------|---|--|-------------------------|--|---|
| 51-Marne | 2 | 33,1 | 0 | 0 | 0 |
| 52-Haute-Marne | 1 | 69,2 | 0 | 0 | 0 |
| 53-Mayenne | 1 | 33,5 | 0 | 0 | 0 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 8 | 117,9 | | | |
| 55-Meuse | 1 | 63,3 | 0 | 0 | 0 |
| 56-Morbihan | 6 | 88,8 | 0 | 0 | 0 |
| 57-Moselle | 6 | 61,6 | 0 | 0 | 0 |
| 58-Nièvre | 2 | 129,3 | 0 | 1 | 0 |
| 59-Nord | 33 | 110,0 | 0 | 0 | ? |
| 60-Oise | 3 | 32,2 | 0 | 0 | 0 |
| 61-Orne | 3 | 131,5 | 0 | 0 | 0 |
| 62-Pas-de-Calais | 7 | 45,4 | 0 | 0 | 0 |
| 63-Puy-de-Dôme | 2 | 31,5 | 0 | 0 | 0 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 1 | 16,7 | 0 | 0 | 0 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 1 | 55,2 | 0 | 0 | 0 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 2 | 44,3 | 0 | 0 | 0 |
| 67-Bas-Rhin | 3 | 25,7 | 0 | 0 | 0 |
| 68-Haut-Rhin | 6 | 81,5 | 0 | 0 | 0 |
| 69-Rhône | 14 | 58,3 | 0 | 0 | 0 |
| 70-Haute-Saône | 1 | 50,1 | 0 | 0 | 0 |
| 71-Saône-et-Loire | 5 | 104,4 | 0 | 0 | 0 |
| 72-Sarthe | 1 | 17,5 | 0 | 0 | 0 |
| 73-Savoie | 2 | 45,6 | 0 | 0 | 0 |
| 74-Haute-Savoie | 5 | 50,7 | 0 | 0 | 0 |
| 75-Paris | 10 | 38,7 | 0 | 0 | 1 |
| 76-Seine-Maritime | 13 | 95,6 | 0 | 3 | 0 |
| 77-Seine-et-Marne | 10 | 54,3 | 0 | 1 | 0 |
| 78-Yvelines | 2 | 10,9 | 0 | 0 | 0 |
| 79-Deux-Sèvres | 1 | 30,6 | 0 | 0 | 0 |
| 80-Somme | 2 | 36,9 | 0 | 0 | 0 |
| 81-Tarn | 2 | 59,7 | 0 | 0 | 0 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 1 | 37,6 | 0 | 0 | 0 |
| 83-Var | 3 | 28,4 | 0 | 0 | 1 |
| 84-Vaucluse | 1 | 16,1 | 0 | 0 | 0 |
| 85-Vendée | 4 | 66,2 | 0 | 0 | 0 |
| 86-Vienne | 7 | 173,9 | 0 | 0 | 0 |
| 87-Haute-Vienne | 4 | 127,1 | 0 | 0 | 0 |
| 88-Vosges | 1 | 32,5 | 0 | 1 | 0 |
| 89-Yonne | 4 | 134,3 | 0 | 0 | 0 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 2 | 151,5 | 0 | 0 | 0 |
| 91-Essonnes | 8 | 43,4 | 0 | 0 | 0 |
| 92-Hauts-de-Seine | 8 | 37,6 | 0 | 0 | 0 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 9 | 34,4 | 0 | 0 | 0 |
| 94-Val-de-Marne | 3 | 15,6 | 0 | 0 | 0 |
| 95-Val-d'Oise | 9 | 46,7 | 0 | 1 | 0 |
| 971-Guadeloupe | 3 | 69,1 | 0 | 0 | 0 |
| 972-Martinique | 1 | 27,6 | 0 | 0 | 0 |
| 973-Guyane | 2 | 24,6 | 0 | 0 | 0 |
| 974-La Réunion | 2 | 14,8 | 0 | 0 | 0 |
| 976-Mayotte | 2 | 18,8 | 0 | 2 | 0 |
| Total | 390 | 52,6 | 1 | 16 | 3 |

Carte A4-2. Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère pour 100 000 naissances en 2021



Annexe 5

Données statistiques
sur le fonctionnement
des conseils de famille
des pupilles de l'État

Tableau A5-1 (1 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils

| N° de département | Départements | Nombre de conseils de famille | Effectif confié aux conseils de famille | Présidence du conseil de famille | | | | | Nombre de réunions | Nombre de réunions incomplètes | Absences des membres par catégorie | | | | |
|-------------------|------------------------|-------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|--------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|
| | | | | Conseil départemental | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités | | | Conseil général | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités |
| 1 | Ain | 1 | 33 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 9 | 9 | 8 | 1 | 0 | 2 | 7 |
| 2 | Aisne | 1 | 59 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | 8 | 7 | 7 | 1 | 2 | 7 |
| 3 | Allier | 1 | 20 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 4 | Alpes-Hte-Provence | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 | 4 | 0 | 3 | 2 | 3 | 0 |
| 5 | Hautes-Alpes | 1 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 6 | Alpes-Maritimes | 1 | 33 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 12 | 10 | 12 | 0 | 2 | 1 | 5 |
| 7 | Ardèche | 1 | 11 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 3 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 8 | Ardennes | 1 | 23 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 5 | 0 | 2 | 0 | 1 | 2 |
| 9 | Ariège | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10 | Aube | 1 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | 6 | 4 | 2 | 3 | 2 | 5 |
| 11 | Aude | 1 | 59 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 0 | 0 | 1 | 5 | 1 |
| 12 | Aveyron | 1 | 14 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 |
| 13 | Bouches-du-Rhône (1/2) | 1 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | 7 | 1 | 0 | 0 | 3 | 3 |
| 13 | Bouches-du-Rhône (2/2) | 1 | 59 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 8 | 5 | 0 | 2 | 2 | 8 |
| 14 | Calvados | 1 | 52 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 7 | 1 | 2 | 0 | 0 | 6 |
| 15 | Cantal | 1 | 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 | Charente | 1 | 15 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| 17 | Charente-Marit. | 1 | 63 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 15 | 0 | 17 | 3 | 2 | 5 | 1 |
| 18 | Cher | 1 | 22 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 4 | 1 | 0 | 0 | 4 |
| 19 | Corrèze | 1 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 0 | 2 | 0 |
| 20 | Corse | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Côte-d'Or | 1 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | 9 | 7 | 4 | 0 | 1 | 4 |
| 22 | Côtes-d'Armor | 1 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 23 | Creuse | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 24 | Dordogne | 1 | 13 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 14 | 11 | 7 | 2 | 0 | 0 | 3 |
| 25 | Doubs | 1 | 20 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 14 | 13 | 3 | 4 | 4 | 6 | 6 |
| 26 | Drôme | 1 | 38 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 10 | 9 | 6 | 1 | 0 | 4 | 5 |
| 27 | Eure | 1 | 26 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 18 | 7 | 7 | 0 | 1 | 0 | 7 |
| 28 | Eure-et-Loir | 1 | 44 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 29 | Finistère | 1 | 74 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | 15 | 15 | 3 | 6 | 11 | 7 |
| 30 | Gard | 1 | 41 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 31 | Haute-Garonne | 1 | 68 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 15 | 13 | 19 | 0 | 2 | 1 | 5 |
| 32 | Gers | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 33 | Gironde | 1 | 56 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 21 | 0 | 11 | 1 | 2 |
| 34 | Hérault | 1 | 35 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 10 | 10 | 2 | 0 | 0 | 1 |
| 35 | Ille-et-Vilaine | 1 | 63 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 16 | 13 | 13 | 1 | 5 | 4 | 4 |
| 36 | Indre | 1 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 4 | 2 | 0 | 2 | 3 |
| 37 | Indre-et-Loire | 1 | 33 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 3 | 2 | 10 | 1 | 3 |
| 38 | Isère ((1/2) | 1 | 59 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 | 11 | 0 | 0 | X | 2 | 0 |
| 38 | Isère (2/2) | 1 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 | X | 0 | 1 |
| 39 | Jura | 1 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 |
| 40 | Landes | 1 | 8 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 3 | 3 | 2 | 0 | 1 | 4 |
| 41 | Loir-et-Cher | 1 | 10 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 |

Tableau A5-1 (2 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils

| N° de département | Départements | Nombre de conseils de famille | Effectif confié aux conseils de famille | Présidence du conseil de famille | | | | | Nombre de réunions | Nombre de réunions incomplètes | Absences des membres par catégorie | | | | |
|-------------------|--------------------------|-------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|--------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|
| | | | | Conseil départemental | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités | | | Conseil général | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités |
| 42 | Loire | 1 | 44 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 16 | 2 | 1 | 1 | 10 |
| 43 | Haute-Loire | 1 | 8 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 |
| 44 | Loire-Atlantique | 1 | 53 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | 10 | 12 | 1 | 0 | 4 | 4 |
| 45 | Loiret | 1 | 40 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 11 | 7 | 5 | 1 | 5 | 4 |
| 46 | Lot | 1 | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 1 | 2 | 4 | 0 | 1 |
| 47 | Lot-et-Garonne | 1 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 2 | 1 | 2 | 1 | 2 | 2 |
| 48 | Lozère | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49 | Maine-et-Loire | 1 | 92 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 9 | 12 | 2 | 0 | 2 | 2 |
| 50 | Manche | 1 | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | 8 | 0 | 5 | 3 | 1 | 3 |
| 51 | Marne | 1 | 52 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 14 | 5 | 14 | 2 | 5 | 0 | 16 |
| 52 | Haute-Marne | 1 | 23 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 15 | 13 | 8 | 5 | 2 | NR | 7 |
| 53 | Mayenne | 1 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 | 8 | 4 | 2 | 3 | 0 | 8 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle (1/2) | 1 | 60 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 10 | 9 | 7 | 1 | 0 | 1 | 3 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle (2/2) | 1 | 58 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 9 | 9 | 4 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| 55 | Meuse | 1 | 13 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 5 | 4 | 1 | 2 | 0 | 1 | 1 |
| 56 | Morbihan | 1 | 69 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 57 | Moselle | 1 | 58 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 8 | 1 | 0 | 9 | 13 |
| 58 | Nièvre | 1 | 20 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 59 | Nord (1/6) | 1 | 81 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 | 5 | 10 | 1 | 1 | 0 | 2 |
| 59 | Nord (2/6) | 1 | 75 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 3 | 6 | 0 | 3 | 2 | 0 |
| 59 | Nord (3/6) | 1 | 48 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 4 | 8 | 1 | 3 | 1 | 6 |
| 59 | Nord (4/6) | 1 | 79 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 4 | 8 | 1 | 8 | 0 | 0 |
| 59 | Nord (5/6) | 1 | 79 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 4 | 3 | 8 | 1 | 4 | 0 |
| 59 | Nord (6/6) | 1 | 37 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 3 | 6 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| 60 | Oise | 1 | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | 3 | 5 | NR | NR | NR | NR |
| 61 | Orne | 1 | 15 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 6 | 0 | 1 | 6 | 0 | 5 |
| 62 | Pas-de-Calais (1/6) | 1 | 51 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | 10 | 12 | 7 | 0 | 6 | 6 |
| 62 | Pas-de-Calais (2/6) | 1 | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | 9 | 18 | 0 | 2 | 3 | 5 |
| 62 | Pas-de-Calais (3/6) | 1 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 | 11 | 22 | 7 | 3 | 2 | 4 |
| 62 | Pas-de-Calais (4/6) | 1 | 40 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 15 | 0 | 4 | 0 | 11 |
| 62 | Pas-de-Calais (5/6) | 1 | 25 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 9 | 1 | 6 | 4 | 9 |
| 62 | Pas-de-Calais (6/6) | 1 | 30 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 9 | 1 | 4 | 0 | 4 |
| 63 | Puy-de-Dôme | 1 | 32 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 4 | 7 | 0 | 1 | 1 | 6 |
| 64 | Pyrénées-Atlantiques | 1 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | 6 | 4 | 1 | 2 | NR | 1 |
| 65 | Hautes-Pyrénées | 1 | 12 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66 | Pyrénées-Orientales | 1 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| 67 | Bas-Rhin | 1 | 61 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 19 | 2 | 0 | 1 | 7 |
| 68 | Haut-Rhin (1/2) | 1 | 42 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | 9 | 6 | 1 | NR | 5 | 3 |
| 68 | Haut-Rhin (1/2) | 1 | 38 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 9 | 9 | 7 | 1 | 1 | 4 | 2 |
| 69 | Rhône | 1 | 77 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 16 | 10 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 70 | Haute-Saône | 1 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| 71 | Saône-et-Loire | 1 | 33 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 19 | 13 | 15 | 7 | 0 | 7 | 2 |
| 72 | Sarthe | 1 | 16 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 73 | Savoie | 1 | 40 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 8 | 8 | 6 | 1 | 1 | 7 |

Tableau A5-1 (3 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils

| N° de département | Départements | Nombre de conseils de famille | Effectif confié aux conseils de famille | Présidence du conseil de famille | | | | | Nombre de réunions | Nombre de réunions incomplètes | Absences des membres par catégorie | | | | |
|-------------------|-------------------------|-------------------------------|---|--|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|----------------------------|----------------------------------|--|-------------------------|------------------|----------------------|---------------|
| | | | | Conseil départemental | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités | | | Conseil général | Associations familiales | Anciens pupilles | Assistants familiaux | Personnalités |
| 74 | Haute-Savoie | 1 | 32 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 14 | 14 | 12 | 2 | 1 | 1 | 11 |
| 75 | Paris (1/2) | 1 | 40 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 9 | 0 | 0 | 1 | 3 |
| 75 | Paris (2/2) | 1 | 45 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 9 | 0 | 3 | 3 | 1 |
| 76 | Seine-Maritime | 1 | 66 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 12 | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 77 | Seine-et-Marne | 1 | 65 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 23 | 23 | 42 | 9 | 0 | 6 | 11 |
| 78 | Yvelines | 1 | 33 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 11 | 9 | 9 | 0 | 2 | 3 | 6 |
| 79 | Deux-Sèvres | 1 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 11 | 11 | 21 | 2 | 3 | 3 | 3 |
| 80 | Somme | 1 | 32 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 10 | 6 | 12 | 0 | 3 | 1 | 2 |
| 81 | Tarn | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 3 | 3 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| 82 | Tarn-et-Garonne | 1 | 32 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 4 | 3 | 2 | 0 | 2 | 1 |
| 83 | Var | 1 | 65 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 11 | 18 | 1 | 2 | 1 | 9 |
| 84 | Vaucluse | 1 | 26 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 7 | 5 | 4 | 2 | 1 | 2 | 4 |
| 85 | Vendée | 1 | 40 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 11 | 11 | 13 | 3 | 1 | 0 | 4 |
| 86 | Vienne | 1 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 14 | 14 | 14 | 7 | 0 | 0 | 6 |
| 87 | Haute-Vienne | 1 | 14 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 8 | 3 | 6 | NR | 1 | NR | NR |
| 88 | Vosges | 1 | 30 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 89 | Yonne | 1 | 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 90 | Terr.-de-Belfort | 1 | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 91 | Essonne (1/2) | 1 | 50 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 17 | 8 | 16 | 0 | 5 | 1 | 2 |
| 91 | Essonne (2/2) | 1 | 49 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 17 | 8 | 15 | 0 | 2 | 0 | 15 |
| 92 | Hauts-de-Seine (1/2) | 1 | 23 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 18 | 18 | 14 | 2 | 18 | 2 | 5 |
| 92 | Hauts-de-Seine (2/2) | 1 | 25 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | 3 | 7 | 2 | 12 | 10 |
| 93 | Seine-Saint-Denis (1/2) | 1 | 45 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 8 | 15 | 1 | 2 | 5 | 4 |
| 93 | Seine-Saint-Denis (2/2) | 1 | 41 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 9 | 17 | 3 | 0 | 2 | 2 |
| 94 | Val-de-Marne | 1 | 56 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 14 | 13 | 15 | 0 | 3 | 0 | 9 |
| 95 | Val-d'Oise | 1 | 57 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 16 | 15 | 13 | 3 | 5 | 2 | 7 |
| 971 | Guadeloupe | 1 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 972 | Martinique | 1 | 12 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 973 | Guyane | 1 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 974 | La Réunion (1/2) | 1 | 19 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 7 | 3 | 5 | NR | 3 | NR | NR |
| 974 | La Réunion (2/2) | 1 | 19 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 8 | 3 | 6 | 1 | 2 | NR | NR |
| 976 | Mayotte | 1 | 16 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | 7 | 7 | 2 | 0 | 2 | 4 |
| Total | | 119 | 3965 | 21 | 37 | 18 | 6 | 37 | 1000 | 760 | 796 | 180 | 181 | 184 | 404 |
| | | | Effectif moyen par CF | Répartition de la présidence des CF | | | | | Nombre moyen par CF | % de réunions incomplètes | Proportion d'absence des membres des CF par catégorie | | | | |
| | | | 33,3 | 18% | 31% | 15% | 5% | 31% | 8,4 | 76% | 40% | 9% | 19% | 19% | 20% |

NR : non-réponse.

Tableau A5-2 (1 sur 2). Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations

| Départements | Nombre total de pupilles au cours de l'année 2021 | Enfants placés en vue d'adoption au 31/12/2020, sortis en 2021 | Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2021 | Enfants ayant le statut provisoire au 31/12/2021 | Enfants dont la situation a été examinée en 2021 (hors placés et restitués) | Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2021 | Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2021 (%) |
|--------------------------|---|--|---|--|---|---|---|
| 01-Ain | 45 | 10 | 0 | 2 | 28 | 40 | 89 % |
| 02-Aisne | 77 | 10 | 0 | 1 | 50 | 61 | 79 % |
| 03-Allier | 29 | 4 | 1 | 0 | 13 | 18 | 62 % |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 7 | 3 | 0 | 0 | 4 | 7 | 100 % |
| 05-Hautes-Alpes | 5 | 1 | 0 | 0 | 4 | 5 | 100 % |
| 06-Alpes-Maritimes | 44 | 9 | 1 | 2 | 25 | 37 | 84 % |
| 07-Ardèche | 14 | 2 | 1 | 0 | 5 | 8 | 57 % |
| 08-Ardennes | 31 | 5 | 0 | 0 | 20 | 25 | 81 % |
| 09-Ariège | 3 | 2 | 0 | 0 | 1 | 3 | 100 % |
| 10-Aube | 19 | 2 | 0 | 0 | 17 | 19 | 100 % |
| 11-Aude | 69 | 5 | 0 | 0 | 7 | 12 | 17 % |
| 12-Aveyron | 20 | 5 | 1 | 1 | 12 | 19 | 95 % |
| 13-Bouches-du-Rhône | 146 | 22 | 1 | 7 | 100 | 130 | 89 % |
| 14-Calvados | 65 | 4 | 3 | 9 | 43 | 59 | 91 % |
| 15-Cantal | 10 | 1 | 0 | 0 | 7 | 8 | 80 % |
| 16-Charente | 25 | 5 | 3 | 1 | 16 | 25 | 100 % |
| 17-Charente-Maritime | 83 | 0 | 1 | 2 | 68 | 71 | 86 % |
| 18-Cher | 25 | 3 | 0 | 3 | 19 | 25 | 100 % |
| 19-Corrèze | 11 | 5 | 0 | 0 | 5 | 10 | 91 % |
| 20-Corse | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 17 % |
| 21-Côte-d'Or | 41 | 8 | 0 | 0 | 41 | 49 | 120 % |
| 22-Côtes-d'Armor | 19 | 1 | 1 | 0 | 17 | 19 | 100 % |
| 23-Creuse | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 100 % |
| 24-Dordogne | 21 | 4 | 3 | 0 | 15 | 22 | 105 % |
| 25-Doubs | 22 | 2 | 1 | 2 | 18 | 23 | 105 % |
| 26-Drôme | 43 | 2 | 1 | 1 | 29 | 33 | 77 % |
| 27-Eure | 31 | 2 | 0 | 1 | NR | NR | NR |
| 28-Eure-et-Loir | 48 | 1 | 2 | 1 | NR | NR | NR |
| 29-Finistère | 82 | 2 | 3 | 3 | 74 | 82 | 100 % |
| 30-Gard | 51 | 5 | 0 | 1 | 32 | 38 | 75 % |
| 31-Haute-Garonne | 92 | 18 | 3 | 2 | 69 | 92 | 100 % |
| 32-Gers | 5 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 100 % |
| 33-Gironde | 85 | 18 | 2 | 2 | 57 | 79 | 93 % |
| 34-Hérault | 61 | 24 | 0 | 3 | 32 | 59 | 97 % |
| 35-Ille-et-Vilaine | 88 | 14 | 1 | 6 | 43 | 64 | 73 % |
| 36-Indre | 9 | 3 | 0 | 0 | 6 | 9 | 100 % |
| 37-Indre-et-Loire | 43 | 6 | 3 | 0 | 31 | 40 | 93 % |
| 38-Isère | 90 | 5 | 3 | 3 | 64 | 75 | 83 % |
| 39-Jura | 8 | 3 | 0 | 1 | 3 | 7 | 88 % |
| 40-Landes | 12 | 2 | 0 | 0 | 9 | 11 | 92 % |
| 41-Loir-et-Cher | 16 | 2 | 1 | 0 | 12 | 15 | 94 % |
| 42-Loire | 54 | 3 | 0 | 1 | 47 | 51 | 94 % |
| 43-Haute-Loire | 12 | 2 | 0 | 0 | 7 | 9 | 75 % |
| 44-Loire-Atlantique | 65 | 4 | 3 | 2 | 56 | 65 | 100 % |
| 45-Loiret | 52 | 7 | 4 | 5 | 34 | 50 | 96 % |
| 46-Lot | 9 | 2 | 1 | 0 | 6 | 9 | 100 % |
| 47-Lot-et-Garonne | 16 | 4 | 0 | 0 | 11 | 15 | 94 % |
| 48-Lozère | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 100 % |
| 49-Maine-et-Loire | 107 | 8 | 0 | 4 | 86 | 98 | 92 % |
| 50-Manche | 37 | 2 | 0 | 0 | 33 | 35 | 95 % |
| 51-Marne | 67 | 9 | 0 | 1 | 54 | 64 | 96 % |

Tableau A5-2 (2 sur 2). Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations

| Départements | Nombre total de pupilles au cours de l'année 2021 | Enfants placés en vue d'adoption au 31/12/2020, sortis en 2021 | Demandes par les parents de restitution de l'enfant en 2021 | Enfants ayant le statut provisoire au 31/12/2021 | Enfants dont la situation a été examinée en 2021 (hors placés et restitués) | Nombre total d'enfants dont la situation a été examinée en 2021 | Proportion d'enfants dont la situation a été examinée en 2021 (%) |
|--------------------------|---|--|---|--|---|---|---|
| 52-Haute-Marne | 24 | 0 | 0 | 0 | 21 | 21 | 88 % |
| 53-Mayenne | 25 | 3 | 0 | 2 | 20 | 25 | 100 % |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 141 | 8 | 3 | 4 | 103 | 118 | 84 % |
| 55-Meuse | 18 | 3 | 0 | 2 | 13 | 18 | 100 % |
| 56-Morbihan | 83 | 10 | 0 | 0 | 45 | 55 | 66 % |
| 57-Moselle | 65 | 7 | 0 | 0 | 56 | 63 | 97 % |
| 58-Nièvre | 25 | 5 | 0 | 0 | 20 | 25 | 100 % |
| 59-Nord | 453 | 10 | 8 | 17 | 196 | 231 | 51 % |
| 60-Oise | 43 | 7 | 2 | 3 | 19 | 31 | 72 % |
| 61-Orne | 19 | 1 | 0 | 0 | 18 | 19 | 100 % |
| 62-Pas-de-Calais | 297 | 38 | 4 | 3 | 252 | 297 | 100 % |
| 63-Puy-de-Dôme | 36 | 1 | 0 | 3 | 16 | 20 | 56 % |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 16 | 4 | 0 | 0 | 12 | 16 | 100 % |
| 65-Hautes-Pyrénées | 15 | 2 | 0 | 2 | 10 | 14 | 93 % |
| 66-Pyrénées-Orientales | 39 | 6 | 0 | 0 | 22 | 28 | 72 % |
| 67-Bas-Rhin | 79 | 7 | 0 | 5 | 67 | 79 | 100 % |
| 68-Haut-Rhin | 90 | 4 | 0 | 4 | 82 | 90 | 100 % |
| 69-Rhône | 97 | 12 | 1 | 4 | 79 | 96 | 99 % |
| 70-Haute-Saône | 10 | 3 | 1 | 0 | 6 | 10 | 100 % |
| 71-Saône-et-Loire | 39 | 3 | 0 | 0 | 32 | 35 | 90 % |
| 72-Sarthe | 18 | 1 | 0 | 0 | NR | NR | NR |
| 73-Savoie | 40 | 0 | 0 | 0 | 27 | 27 | 68 % |
| 74-Haute-Savoie | 46 | 7 | 2 | 0 | 18 | 27 | 59 % |
| 75-Paris | 120 | 15 | 1 | 6 | 87 | 109 | 91 % |
| 76-Seine-Maritime | 93 | 16 | 2 | 0 | 73 | 91 | 98 % |
| 77-Seine-et-Marne | 85 | 11 | 1 | 6 | 67 | 85 | 100 % |
| 78-Yvelines | 51 | 14 | 3 | 4 | 30 | 51 | 100 % |
| 79-Deux-Sèvres | 30 | 3 | 0 | 0 | 21 | 24 | 80 % |
| 80-Somme | 38 | 6 | 1 | 2 | 25 | 34 | 89 % |
| 81-Tarn | 8 | 3 | 0 | 0 | 4 | 7 | 88 % |
| 82-Tarn-et-Garonne | 39 | 3 | 0 | 0 | 33 | 36 | 92 % |
| 83-Var | 74 | 2 | 2 | 1 | 42 | 47 | 64 % |
| 84-Vaucluse | 39 | 11 | 0 | 2 | 26 | 39 | 100 % |
| 85-Vendée | 51 | 2 | 0 | 0 | 49 | 51 | 100 % |
| 86-Vienne | 19 | 3 | 1 | 0 | 15 | 19 | 100 % |
| 87-Haute-Vienne | 17 | 2 | 0 | 0 | 14 | 16 | 94 % |
| 88-Vosges | 41 | 7 | 0 | 0 | 17 | 24 | 59 % |
| 89-Yonne | 22 | 0 | 0 | 1 | 6 | 7 | 32 % |
| 90-Territoire-de-Belfort | 8 | 3 | 0 | 1 | 4 | 8 | 100 % |
| 91-Essonnes | 111 | 2 | 3 | 0 | 57 | 62 | 56 % |
| 92-Hauts-de-Seine | 71 | 12 | 2 | 1 | 56 | 71 | 100 % |
| 93-Seine-Saint-Denis | 111 | 15 | 2 | 1 | 77 | 95 | 86 % |
| 94-Val-de-Marne | 65 | 5 | 0 | 1 | 59 | 65 | 100 % |
| 95-Val-d'Oise | 80 | 19 | 0 | 2 | 33 | 54 | 68 % |
| 971-Guadeloupe | 10 | 1 | 0 | 0 | 9 | 10 | 100 % |
| 972-Martinique | 12 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 17 % |
| 973-Guyane | 13 | 2 | 0 | 0 | 10 | 12 | 92 % |
| 974-La Réunion | 47 | 6 | 1 | 1 | 39 | 47 | 100 % |
| 976-Mayotte | 20 | 2 | 1 | 3 | 14 | 20 | 100 % |
| France | 5 016 | 572 | 85 | 148 | 3 338 | 4 135 | 82 % |

NR : non-réponse.

Tableau A5-3 (1 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions

| Départements | Consultation des dossiers pour : | | Audition par le conseil de famille | Personnes, éventuellement, entendues : | | | | | | Auteur de la demande d'audition : | | | | | |
|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|---|----------------|---------------------|---------|-------------------|--------|-----------------------------------|--------|-------------------|-----|-------------------------|-------------------|
| | Dossiers pupilles | Candidats proposés à l'adoption | | Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié | Établissements | PCG ou référent ASE | Pupille | Famille d'accueil | Autres | Enfant | Tuteur | Membre du conseil | ASE | Établissement d'accueil | Famille d'accueil |
| 01-Ain | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 02-Aisne | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | X |
| 03-Allier | non | non | oui | - | - | X | - | - | X | - | - | - | X | - | - |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | non | oui | oui | - | - | X | X | X | - | - | X | - | X | - | - |
| 05-Hautes-Alpes | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | - | - | X | X | - | - | - |
| 06-Alpes-Maritimes | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | - |
| 07-Ardèche | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 08-Ardenne | oui | oui | oui | - | - | X | - | - | - | - | X | - | X | - | - |
| 09-Ariège | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 10-Aube | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 11-Aude | non | non | oui | X | X | X | X | X | - | X | X | - | X | - | X |
| 12-Aveyron | oui | oui | oui | - | - | X | X | - | - | - | X | X | X | - | - |
| 13-Bouches-du-Rhône | non | non | oui | X | X | X | X | X | - | - | - | X | X | - | - |
| 14-Calvados | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 15-Cantal | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 16-Charente | oui | oui | oui | X | - | - | X | X | - | X | X | X | - | - | - |
| 17-Charente-Maritime | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 18-Cher | oui | oui | oui | X | - | - | X | X | - | X | X | X | - | - | X |
| 19-Corrèze | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 20-Corse | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 21-Côte-d'Or | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | X | X | X | - |
| 22-Côtes-d'Armor | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | X | - | X | X | X | - | - |
| 23-Creuse | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 24-Dordogne | non | non | oui | X | X | X | X | X | X | - | X | X | - | - | - |
| 25-Doubs | oui | non | oui | X | X | X | X | X | X | - | X | X | - | - | - |
| 26-Drôme | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | - | X | - | - |
| 27-Eure | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | X | X | X | - | X | X | X |
| 28-Eure-et-Loir | oui | oui | oui | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 29-Finistère | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | X | - | - | - |
| 30-Gard | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | - | - | - | - |
| 31-Haute-Garonne | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 32-Gers | non | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 33-Gironde | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | X | X | - | - |
| 34-Hérault | non | non | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | - | X | - | - |
| 35-Ille-et-Vilaine | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | - |
| 36-Indre | oui | non | oui | NR | NR | NR | NR | NR | NR | - | X | - | - | - | - |
| 37-Indre-et-Loire | oui | non | oui | - | - | X | - | X | X | X | X | X | X | - | - |
| 38-Isère | oui | non | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | X | X | X | X |
| 39-Jura | non | non | oui | - | - | - | X | - | - | - | X | - | - | - | - |
| 40-Landes | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 41-Loir-et-Cher | non | non | oui | - | - | X | - | - | - | - | - | - | X | - | - |

Tableau A5-3 (2 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions

| Départements | Consultation des dossiers pour : | | Audition par le conseil de famille | Personnes, éventuellement, entendues : | | | | | | Auteur de la demande d'audition : | | | | | |
|---------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|---|----------------|---------------------|---------|-------------------|--------|-----------------------------------|--------|-------------------|-----|-------------------------|-------------------|
| | Dossiers pupilles | Candidats proposés à l'adoption | | Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié | Établissements | PCG ou référent ASE | Pupille | Famille d'accueil | Autres | Enfant | Tuteur | Membre du conseil | ASE | Établissement d'accueil | Famille d'accueil |
| 42-Loire | non | non | oui | X | - | X | X | X | X | - | X | - | X | - | - |
| 43-Haute-Loire | oui | non | oui | - | - | X | X | X | - | - | X | X | X | - | - |
| 44-Loire-Atlantique | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | X | X | - | - | - |
| 45-Loiret | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | X | - | - | X |
| 46-Lot | non | non | oui | - | - | X | - | X | - | - | X | - | - | - | - |
| 47-Lot-et-Garonne | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | - | - | - | - |
| 48-Lozère | non | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 49-Maine-et-Loire | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | X | X | - | X |
| 50-Manche | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | X | X | X | - | - | - |
| 51-Marne | non | non | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | - | - | - | - |
| 52-Haute-Marne | non | oui | oui | NR | NR | NR | NR | NR | NR | X | X | X | X | - | X |
| 53-Mayenne | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | X | X |
| 54-Meurthe&Mos. | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | X | X | X | X | X | X |
| 55-Meuse | oui | oui | oui | X | - | X | X | X | X | - | X | - | X | - | - |
| 56-Morbihan | non | non | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | - | - |
| 57-Moselle | oui | non | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 58-Nièvre | non | non | oui | X | - | X | X | X | - | | | | | | |
| 59-Nord | non | non | oui | - | - | X | X | X | X | - | X | - | - | - | - |
| 60-Oise | oui | oui | oui | X | X | X | X | - | X | - | - | - | X | - | - |
| 61-Orne | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | X | X | X | X | X | X |
| 62-Pas-de-Calais | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | - | - |
| 63-Puy-de-Dôme | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | X | - | - | - |
| 64-Pyr.-Atlantiques | non | non | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | - | X | - | X |
| 65-Hautes-Pyrénées | non | non | oui | - | - | X | X | X | X | - | X | - | X | - | - |
| 66-Pyr.-Orientales | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | X | X | - | X | - | - | - |
| 67-Bas-Rhin | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 68-Haut-Rhin | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| 69-Rhône | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | X | - | X | - | X | - | - |
| 70-Haute-Saône | non | non | oui | - | - | X | - | X | - | - | - | - | - | - | - |
| 71-Saône-et-Loire | non | non | oui | - | X | X | X | X | - | X | - | - | - | - | - |
| 72-Sarthe | non | non | oui | - | - | X | - | - | X | - | - | - | X | - | - |
| 73-Savoie | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | X | X | X | - | X | - | - |
| 74-Haute-Savoie | non | non | oui | - | X | X | X | X | - | X | - | - | X | - | - |
| 75-Paris | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | - | X | X | - | - | - | X |
| 76-Seine-Maritime | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 77-Seine-et-Marne | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 78-Yvelines | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | X | X | - | - |
| 79-Deux-Sèvres | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | X | - | - | - |

Tableau A5-3 (3 sur 3). Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions

| Départements | Consultation des dossiers pour : | | Audition par le conseil de famille | Personnes, éventuellement, entendues : | | | | | | Auteur de la demande d'audition : | | | | | |
|-------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|---|----------------|---------------------|-----------|-------------------|-----------|-----------------------------------|-----------|-------------------|-----------|-------------------------|-------------------|
| | Dossiers pupilles | Candidats proposés à l'adoption | | Famille d'adoption à laquelle le pupille est confié | Établissements | PCG ou référent ASE | Pupille | Famille d'accueil | Autres | Enfant | Tuteur | Membre du conseil | ASE | Établissement d'accueil | Famille d'accueil |
| 80-Somme | non | oui | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | X | X | X | X |
| 81-Tarn | oui | oui | oui | - | - | X | - | X | - | - | X | X | - | - | - |
| 82-Tarn-et-Garonne | oui | oui | oui | - | - | X | - | - | - | - | X | X | - | - | - |
| 83-Var | oui | non | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | - | X | - | X |
| 84-Vaucluse | non | non | oui | | | | | | | - | X | - | X | - | - |
| 85-Vendée | oui | oui | oui | X | X | - | X | X | X | - | X | - | - | - | - |
| 86-Vienne | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | X | - | X | - | X | - | - |
| 87-Haute-Vienne | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | - | - | - | X | X | - |
| 88-Vosges | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | - | X | X | - | X | - | - |
| 89-Yonne | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 90-T-de-Belfort | oui | oui | oui | - | - | X | - | - | - | - | X | - | - | - | - |
| 91-Essonne | oui | oui | oui | X | X | X | X | X | - | - | X | X | X | - | - |
| 92-Hauts-de-Seine | oui | oui | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | X | X | - | - |
| 93-Seine-St-Denis | non | non | oui | - | X | X | X | X | X | - | - | - | - | - | - |
| 94-Val-de-Marne | non | non | oui | - | X | X | X | X | - | - | X | X | X | - | - |
| 95-Val-d'Oise | non | oui | oui | - | X | X | X | X | - | X | X | - | - | - | - |
| 971-Guadeloupe | oui | oui | oui | - | - | X | X | X | X | X | X | - | X | - | - |
| 972-Martinique | oui | oui | non | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 973-Guyane | non | oui | oui | - | - | X | X | X | - | - | - | X | - | - | - |
| 974-La Réunion | non | oui | oui | - | - | - | X | X | - | | | | | | |
| 976-Mayotte | non | oui | oui | X | X | X | X | X | - | X | X | X | X | X | - |
| Nombre de départements | 64 | 65 | 81 | 31 | 48 | 72 | 67 | 68 | 29 | 35 | 67 | 42 | 48 | 12 | 18 |

NR : non-réponse.

Tableau A5-4 (1 sur 3). Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations

| Départements | Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année | Décisions de placements en vue d'adoption* | | Projets d'adoption écartés | Demandes de droit de visite | Demandes de modification du lieu de placement | | Demandes par les parents de restitution de l'enfant | | Situations examinées conformément à | | | |
|--------------------------|---|--|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------------|---|----------------|-------------------------------------|---------|---------|---------|
| | | Total | dont enfants à besoins spécifiques | | | Total | dont échec et retrait de l'enfant | Total | dont acceptées | art. 12 | art. 13 | art. 14 | art. 24 |
| 01-Ain | 45 | 9 | 7 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 28 |
| 02-Aisne | 77 | 10 | 8 | 12 | 0 | 8 | 1 | 2 | 2 | 16 | 2 | 1 | 27 |
| 03-Allier | 29 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 1 | 0 | 3 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 7 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 1 | 0 |
| 05-Hautes-Alpes | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 06-Alpes-Maritimes | 44 | 8 | 0 | 2 | 0 | 9 | 0 | 2 | 1 | 19 | 1 | 0 | 19 |
| 07-Ardèche | 14 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| 08-Ardenne | 31 | 6 | 4 | 0 | 0 | 5 | 0 | 1 | 1 | 6 | 0 | 0 | 4 |
| 09-Ariège | 3 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 10-Aube | 19 | 3 | 1 | 3 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| 11-Aude | 69 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| 12-Aveyron | 20 | 4 | 0 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 10 | 0 | 0 | 0 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 146 | 19 | 6 | 0 | 3 | 3 | 0 | 5 | 5 | 15 | 1 | 1 | 14 |
| 14-Calvados | 65 | 3 | 0 | 2 | 3 | 1 | 0 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 | 17 |
| 15-Cantal | 10 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | 0 | 0 |
| 16-Charente | 25 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 |
| 17-Charente-Maritime | 83 | 5 | 0 | 11 | 8 | 4 | 0 | 0 | 0 | 14 | 1 | 1 | 4 |
| 18-Cher | 25 | 7 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 19-Corrèze | 11 | 2 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 20-Corse | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 3 |
| 21-Côte-d'Or | 41 | 13 | NR | NR | NR | 3 | NR | 2 | 2 | 0 | 0 | 2 | 14 |
| 22-Côtes-d'Armor | 19 | 3 | 0 | 12 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 9 |
| 23-Creuse | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 24-Dordogne | 21 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 7 | 0 | 1 | 0 |
| 25-Doubs | 22 | 3 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| 26-Drôme | 43 | 5 | NR | 0 | NR | NR | NR | 2 | 2 | 13 | 0 | 0 | NR |
| 27-Eure | 31 | 4 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | NR |
| 28-Eure-et-Loir | 48 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | 1 | 1 | NR | NR | NR | NR |
| 29-Finistère | 82 | 8 | 2 | 0 | 5 | 1 | 0 | 3 | 3 | 17 | 0 | 0 | 33 |
| 30-Gard | 51 | 12 | 7 | 2 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 2 | 0 | NR |
| 31-Haute-Garonne | 92 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 20 | 0 | 0 | 0 |
| 32-Gers | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 33-Gironde | 85 | 18 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 17 | 0 | 0 | 0 |
| 34-Hérault | 61 | 17 | 3 | 1 | 1 | 2 | 0 | 3 | 3 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 88 | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0 | 5 | 0 |
| 36-Indre | 9 | 2 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 1 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 37-Indre-et-Loire | 43 | 1 | 0 | NR | NR | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0 |
| 38-Isère | 90 | 8 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 | 2 | 17 | 0 | 0 | 3 |
| 39-Jura | 8 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 3 |

Tableau A5-4 (2 sur 3). Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations

| Départements | Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année | Décisions de placements en vue d'adoption* | | Projets d'adoption écartés | Demandes de droit de visite | Demandes de modification du lieu de placement | | Demandes par les parents de restitution de l'enfant | | Situations examinées conformément à | | | |
|-------------------------|---|--|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------------|---|----------------|-------------------------------------|---------|---------|---------|
| | | Total | dont enfants à besoins spécifiques | | | Total | dont échec et retrait de l'enfant | Total | dont acceptées | art. 12 | art. 13 | art. 14 | art. 24 |
| 40-Landes | 12 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| 41-Loir-et-Cher | 16 | 2 | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 9 | 1 | 0 | 0 |
| 42-Loire | 54 | 9 | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 1 | 15 | 1 | 1 | 4 |
| 43-Haute-Loire | 12 | 4 | 0 | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 |
| 44-Loire-Atlantique | 65 | 8 | 4 | 0 | 0 | 2 | 1 | 0 | 0 | 13 | 0 | 1 | 3 |
| 45-Loiret | 52 | 6 | 1 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 1 | 21 | 0 | 0 | 0 |
| 46-Lot | 9 | 2 | 0 | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 47-Lot-et-Garonne | 16 | 6 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | |
| 48-Lozère | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 107 | 6 | 2 | 1 | 1 | 9 | 0 | 0 | 0 | 12 | 1 | 0 | 20 |
| 50-Manche | 37 | 4 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 5 |
| 51-Marne | 67 | 12 | 4 | 0 | 1 | 3 | 0 | 2 | 2 | 14 | 0 | 0 | 9 |
| 52-Haute-Marne | 24 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53-Mayenne | 25 | 4 | 1 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 43 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 141 | 10 | 0 | NR | NR | NR | 0 | 2 | 2 | 10 | 0 | 2 | NR |
| 55-Meuse | 18 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 1 | NR |
| 56-Morbihan | 83 | 7 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 37 | 0 | 0 | 0 |
| 57-Moselle | 65 | 10 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 9 | 0 | 0 | 0 |
| 58-Nièvre | 25 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 59-Nord | 453 | 33 | 6 | 12 | 1 | 21 | 0 | 0 | 0 | 118 | 0 | 0 | 49 |
| 60-Oise | 43 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 7 | 0 | 2 | 0 |
| 61-Orne | 19 | 2 | 0 | 6 | 0 | 2 | 0 | 5 | 5 | 15 | 0 | 2 | 1 |
| 62-Pas-de-Calais | 297 | 30 | 18 | 13 | 27 | 55 | 1 | 1 | 1 | 11 | 0 | 2 | 70 |
| 63-Puy-de-Dôme | 36 | 6 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 4 | 0 | 1 | 20 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 16 | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 15 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0 | 3 | 0 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 39 | 6 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 67-Bas-Rhin | 79 | 8 | 0 | 0 | 2 | 9 | 0 | 1 | 1 | 16 | 2 | 4 | 1 |
| 68-Haut-Rhin | 90 | 5 | 0 | 1 | 0 | 9 | 0 | 3 | 3 | 21 | 0 | 0 | 0 |
| 69-Rhône | 97 | 16 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 18 | 1 | 1 | 12 |
| 70-Haute-Saône | 10 | 3 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 4 |
| 71-Saône-et-Loire | 39 | 4 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 1 | 1 | 10 | 0 | 0 | 0 |
| 72-Sarthe | 18 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | NR |
| 73-Savoie | 40 | 5 | NR | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 74-Haute-Savoie | 46 | 7 | 1 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 21 | 0 | 0 | 42 |
| 75-Paris | 120 | 14 | 4 | 1 | 0 | 5 | 5 | 5 | 5 | 17 | 0 | 10 | 7 |
| 76-Seine-Maritime | 93 | 13 | 4 | 22 | ND | ND | 0 | 2 | 2 | 19 | 0 | 4 | 4 |
| 77-Seine-et-Marne | 85 | 18 | 0 | 0 | 1 | 4 | 0 | 1 | 1 | 32 | 0 | 3 | 23 |
| 78-Yvelines | 51 | 13 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 16 |
| 79-Deux-Sèvres | 30 | 3 | 2 | 20 | 3 | 4 | 0 | 2 | 2 | 3 | 1 | 0 | 4 |

Tableau A5-4 (3 sur 3). Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations

| Départements | Enfants dont la situation a été examinée au moins une fois dans l'année | Décisions de placements en vue d'adoption* | | Projets d'adoption écartés | Demandes de droit de visite | Demandes de modification du lieu de placement | | Demandes par les parents de restitution de l'enfant | | Situations examinées conformément à | | | |
|--------------------------|---|--|------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------------|---|----------------|-------------------------------------|-----------|-----------|------------|
| | | Total | dont enfants à besoins spécifiques | | | Total | dont échec et retrait de l'enfant | Total | dont acceptées | art. 12 | art. 13 | art. 14 | art. 24 |
| 80-Somme | 38 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | NR |
| 81-Tarn | 8 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 39 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 3 | 3 | 6 | 0 | 0 | 1 |
| 83-Var | 74 | 17 | 8 | 5 | 10 | 1 | 1 | 2 | 2 | 30 | 0 | 4 | 42 |
| 84-Vaucluse | 39 | 6 | 1 | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 2 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| 85-Vendée | 51 | 3 | 2 | NR | NR | NR | NR | 0 | 0 | 6 | 0 | 2 | 0 |
| 86-Vienne | 19 | 3 | 1 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 |
| 87-Haute-Vienne | 17 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 88-Vosges | 41 | 7 | 3 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| 89-Yonne | 22 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 8 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 91-Essonnes | 111 | 10 | 3 | 2 | 6 | 9 | 0 | 1 | 1 | 9 | 0 | 0 | 121 |
| 92-Hauts-de-Seine | 71 | 7 | 0 | 1 | 9 | 6 | 0 | 3 | 3 | 7 | 0 | 0 | 60 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 111 | 7 | 3 | 7 | 0 | 12 | 0 | 2 | 2 | 4 | 4 | 0 | 2 |
| 94-Val-de-Marne | 65 | 12 | 4 | 0 | 2 | 14 | 0 | 0 | 0 | 17 | 2 | 0 | 17 |
| 95-Val-d'Oise | 80 | 11 | 3 | 2 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 0 | 0 | 6 |
| 971-Guadeloupe | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 972-Martinique | 12 | 3 | 3 | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 973-Guyane | 13 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 1 | 0 | 1 |
| 974-La Réunion | 47 | 6 | 3 | 0 | 0 | NR | NR | 1 | 1 | 9 | 0 | 0 | NR |
| 976-Mayotte | 20 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 15 | 1 | 1 | 1 |
| Total | 5016 | 641 | 148 | 156 | 105 | 224 | 13 | 98 | 94 | 927 | 26 | 60 | 772 |

* Le nombre de décisions de placements diffère des données de l'annexe 3-9 qui dénombre un nombre de placements en vue d'adoption « effectif » en 2021 tandis que les décisions de placements prises en fin d'année peuvent devenir effectives qu'au début de l'année suivante.
NR : non-réponse ; ND : non disponible.

Annexe 6

Données statistiques
sur les agréments
d'adoption et les familles
agrées pour l'adoption

Tableau A6-1 (1 sur 3). Données sur les agréments d'adoption par département en 2021

| Départements | Nombre d'agréments en cours de validité au 31/12/2021 | Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2021 | Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2021 | Nombre d'agréments accordés en 2021 | Nombre de refus d'agrément en 2021 | Nombre de retraits d'agrément en 2021 | Dont suite à une absence de confirmation annuelle | Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2021 | Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2021 suite à un recours contentieux |
|--------------------------|---|--|--|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|--|---|
| 01-Ain | 89 | 97 | 37 | 27 | 3 | 3 | 3 | 0 | 0 |
| 02-Aisne | 72 | 43 | 24 | 26 | 2 | 5 | 5 | 0 | 0 |
| 03-Allier | 49 | 31 | 13 | 13 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 04-Alpes-de-Hte-Provence | 24 | 11 | 8 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 05-Hautes-Alpes | 17 | 27 | 8 | 6 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 06-Alpes-Maritimes | 190 | 98 | 61 | 39 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 07-Ardèche | 42 | 23 | 23 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 08-Ardenne | 28 | 12 | 5 | 10 | 1 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| 09-Ariège | 9 | 9 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 10-Aube | 33 | 37 | 22 | 7 | 4 | 4 | 2 | 1 | 1 |
| 11-Aude | 29 | 44 | 12 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 12-Aveyron | 27 | 20 | 15 | 7 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13-Bouches-du-Rhône | 284 | 201 | 141 | 98 | 5 | 34 | 16 | 0 | 0 |
| 14-Calvados | 78 | 66 | 47 | 35 | 2 | 11 | 1 | 0 | 0 |
| 15-Cantal | 21 | 15 | 5 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16-Charente | 60 | 35 | 20 | 13 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 17-Charente-Maritime | 104 | 112 | 41 | 15 | 1 | 3 | 1 | 0 | 0 |
| 18-Cher | 32 | 19 | 14 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 19-Corrèze | 25 | 34 | 21 | 8 | 1 | 8 | 0 | 0 | 0 |
| 20-Corse | 49 | 10 | 14 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21-Côte-d'Or | 119 | 57 | 40 | 33 | 1 | 8 | 3 | 0 | 0 |
| 22-Côtes-d'Armor | 131 | 47 | 47 | 44 | 1 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| 23-Creuse | 20 | 9 | 5 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 24-Dordogne | 72 | 40 | 19 | 14 | 1 | 4 | 3 | 0 | 0 |
| 25-Doubs | 66 | 48 | 25 | 22 | 1 | 12 | 4 | 0 | 0 |
| 26-Drôme | 93 | 43 | 33 | 21 | 8 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 27-Eure | 76 | 53 | 21 | 23 | 1 | 10 | 6 | 0 | 0 |
| 28-Eure-et-Loir | 52 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 29-Finistère | 115 | 85 | 58 | 27 | 2 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 30-Gard | 85 | 38 | 45 | 17 | 3 | 6 | 4 | 0 | 0 |
| 31-Haute-Garonne | 438 | 152 | 116 | 53 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 32-Gers | 29 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 33-Gironde | 195 | 174 | 108 | 37 | 3 | 16 | NR | 0 | 0 |
| 34-Hérault | 191 | 178 | 85 | 73 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 35-Ille-et-Vilaine | 159 | 165 | 83 | 25 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 36-Indre | 14 | 13 | NR | 2 | 5 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 37-Indre-et-Loire | 102 | 53 | 31 | 24 | 0 | 4 | 4 | 0 | 0 |
| 38-Isère | 105 | 115 | 96 | 30 | 1 | 28 | 28 | 0 | 0 |
| 39-Jura | 31 | 37 | 20 | 10 | 1 | 22 | 2 | 0 | 0 |
| 40-Landes | 66 | 30 | 23 | 19 | 1 | 10 | 10 | 0 | 0 |
| 41-Loir-et-Cher | 14 | 0 | 10 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 42-Loire | 76 | 42 | 35 | 10 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Tableau A6-1 (2 sur 3). Données sur les agréments d'adoption par département en 2021

| Départements | Nombre d'agréments en cours de validité au 31/12/2021 | Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2021 | Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2021 | Nombre d'agréments accordés en 2021 | Nombre de refus d'agrément en 2021 | Nombre de retraits d'agrément en 2021 | Dont suite à une absence de confirmation annuelle | Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2021 | Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2021 suite à un recours contentieux |
|-------------------------|---|--|--|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|--|---|
| 43-Haute-Loire | 36 | 15 | 8 | 12 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 44-Loire-Atlantique | 232 | 177 | 102 | 54 | 15 | 5 | 5 | 0 | 0 |
| 45-Loiret | 89 | 58 | 69 | 65 | 1 | 14 | 14 | 0 | 0 |
| 46-Lot | 22 | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR | NR |
| 47-Lot-et-Garonne | 55 | 26 | 24 | 18 | 3 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| 48-Lozère | 21 | 8 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 49-Maine-et-Loire | 120 | 84 | 50 | 22 | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 50-Manche | 82 | 50 | 21 | 20 | 0 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 51-Marne | 86 | 61 | 40 | 25 | 1 | 4 | 3 | 0 | 0 |
| 52-Haute-Marne | 17 | 9 | 3 | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 53-Mayenne | 69 | 34 | 18 | 25 | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 54-Meurthe-et-Moselle | 116 | 77 | 58 | 54 | 8 | 7 | 5 | 0 | 0 |
| 55-Meuse | 12 | 12 | 6 | 5 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 56-Morbihan | 102 | 124 | 59 | 24 | 7 | 19 | 3 | 0 | 0 |
| 57-Moselle | 126 | NR | 61 | 55 | 6 | 7 | 2 | 2 | 1 |
| 58-Nièvre | 20 | 15 | 11 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 59-Nord | 371 | 178 | 249 | 111 | 18 | 43 | 43 | 2 | 0 |
| 60-Oise | 83 | 104 | 40 | 25 | 9 | 5 | 2 | 0 | 0 |
| 61-Orne | 29 | 19 | 16 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 62-Pas-de-Calais | 151 | 103 | 78 | 40 | 23 | 14 | 9 | 0 | 0 |
| 63-Puy-de-Dôme | 69 | 73 | 37 | 15 | 7 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 64-Pyrénées-Atlantiques | 128 | NR | 20 | 21 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 65-Hautes-Pyrénées | 18 | 21 | 8 | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66-Pyrénées-Orientales | 69 | 20 | 14 | 17 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 67-Bas-Rhin | 177 | 79 | 64 | 49 | 9 | 5 | 0 | 0 | 0 |
| 68-Haut-Rhin | 82 | 99 | 44 | 29 | 2 | 11 | 7 | 0 | 0 |
| 69-Rhône | 309 | 303 | 130 | 60 | 31 | 11 | 6 | 0 | 0 |
| 70-Haute-Saône | 24 | 27 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 71-Saône-et-Loire | 51 | 41 | 26 | 26 | 7 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 72-Sarthe | 43 | 58 | 37 | 15 | 1 | 2 | 1 | 0 | 0 |
| 73-Savoie | 30 | NR | 34 | 9 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 74-Haute-Savoie | 66 | 108 | 59 | 19 | 5 | 7 | 4 | 0 | 0 |
| 75-Paris | 462 | 373 | 160 | 98 | 8 | 2 | 2 | 0 | 0 |
| 76-Seine-Maritime | 137 | 141 | 134 | 42 | 22 | 12 | 5 | 0 | 0 |
| 77-Seine-et-Marne | 181 | 258 | 86 | 74 | 9 | 28 | 28 | 0 | 0 |
| 78-Yvelines | 205 | 164 | 78 | 55 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 79-Deux-Sèvres | 30 | 28 | 15 | 7 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 80-Somme | 69 | 45 | 36 | 33 | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| 81-Tarn | 71 | 26 | 27 | 21 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 82-Tarn-et-Garonne | 12 | 13 | 10 | 2 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 83-Var | 171 | 83 | 49 | 55 | 4 | 3 | 3 | 0 | 0 |
| 84-Vaucluse | 55 | 33 | 16 | 16 | 4 | 4 | 4 | 0 | 0 |
| 85-Vendée | 83 | 73 | 39 | 23 | 6 | 1 | 0 | 0 | 0 |

Tableau A6-1 (3 sur 3). Données sur les agréments d'adoption par département en 2021

| Départements | Nombre d'agréments en cours de validité au 31/12/2021 | Nombre de couples ou de personnes seules ayant assisté à une réunion d'information en 2021 | Nombre de dossiers de nouvelles demandes déposés en 2021 | Nombre d'agréments accordés en 2021 | Nombre de refus d'agrément en 2021 | Nombre de retraits d'agrément en 2021 | Dont suite à une absence de confirmation annuelle | Nombre de recours contentieux devant le tribunal administratif en 2021 | Nombre de décisions de refus d'agrément annulées en 2021 suite à un recours contentieux |
|--------------------------|---|--|--|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|---|--|---|
| 86-Vienne | 49 | 15 | 33 | 20 | 1 | 13 | 6 | 0 | 0 |
| 87-Haute-Vienne | 55 | 59 | 16 | 14 | 0 | 6 | 0 | 0 | 0 |
| 88-Vosges | 53 | 35 | 20 | 15 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 89-Yonne | 47 | 23 | 32 | 13 | 1 | 1 | 1 | 0 | 0 |
| 90-Territoire-de-Belfort | 26 | 15 | 11 | 10 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 91-Essonnes | 156 | 82 | 58 | 44 | 2 | 4 | 4 | 0 | 0 |
| 92-Hauts-de-Seine | 327 | 215 | 125 | 58 | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 |
| 93-Seine-Saint-Denis | 223 | 132 | 123 | 57 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 94-Val-de-Marne | 137 | 175 | 91 | 26 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 95-Val-d'Oise | 109 | 220 | 73 | 35 | 7 | 0 | 0 | 1 | 0 |
| 971-Guadeloupe | 99 | 23 | 5 | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 972-Martinique | 18 | 30 | 37 | 4 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 973-Guyane | 42 | 23 | 23 | 7 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 974-La Réunion | 117 | | 49 | 31 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 976-Mayotte | 8 | 14 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| France entière | 9 350 | 6 604 | 4 191 | 2 445 | 359 | 455 | 256 | 9 | 2 |

NR : non-réponse

Liste des graphiques, cartes et tableaux

| | |
|--|----|
| Graphique 1 Évolution du nombre de pupilles de l'État en France, au 31 décembre, entre 2011 et 2021 | 12 |
| Carte 1 Taux de pupilles de l'État au 31 décembre 2021 | 13 |
| Graphique 2 Conditions d'admission des pupilles de l'État, au 31 décembre 2021 | 14 |
| Graphique 3 Évolution des conditions d'admission des pupilles de l'État, au 31 décembre, entre 2011 et 2021 | 15 |
| Graphique 4 Âge moyen des pupilles de l'État au 31 décembre 2021 et leur âge moyen à leur admission, selon les conditions d'admission | 16 |
| Tableau 1 Évolution des âges des pupilles de l'État selon les conditions d'admission | 17 |
| Graphique 5 Modalités d'accueil des pupilles de l'État confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en%) | 19 |
| Graphique 6a Modalités d'accueil des enfants non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en%) | 20 |
| Graphique 6b Types d'établissements accueillant les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31 décembre 2021 (en%) | 21 |
| Graphique 6c Caractéristiques des enfants accueillis selon le type d'établissement au 31 décembre 2021 | 22 |
| Graphique 7a Évolution des modalités d'accueil des pupilles non confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2011 et 2021 | 23 |
| Graphique 7b Évolution des modalités d'accueil des pupilles confiés en vue d'adoption au 31 décembre, entre 2011 et 2021 | 24 |
| Graphique 8 Évolution de la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2021 | 28 |
| Graphique 9 Évolution des conditions d'admission des enfants admis au statut de pupille, entre 2011 et 2021 | 30 |
| Graphique 10 Évolution de la structure par âge des enfants admis au statut de pupille de l'État, entre 2011 et 2021 | 31 |
| Graphique 11 Évolution des admissions selon l'article L.224-41°, 2° et 3° du CASF entre 2011 et 2021 | 32 |
| Graphique 12 Prise en charge préalable de l'ASE pour les pupilles de l'État admis en 2021 | 33 |
| Graphique 13 Durée de prise en charge préalable à l'ASE pour les enfants admis en 2021 | 33 |
| Graphique 14 Évolution du nombre d'enfants admis à la suite d'une déclaration judiciaire de délaissement parental ayant connu un parcours antérieur à l'ASE | 34 |
| Graphique 15 Motifs de sortie du statut de pupille de l'État en 2021 (en%) | 36 |

| | |
|---|----|
| Graphique 16 Répartition des enfants confiés en vue d'adoption en 2021 en fonction de l'existence de besoins spécifiques (en%) | 40 |
| Graphique 17 Agréments, évolution des demandes et des accords entre 2011 et 2021 | 45 |
| Carte 2 Taux d'agréments accordés pour 100000 adultes, en 2021 | 46 |
| Carte 3 Taux d'agréments en cours de validité au 31 décembre 2021 | 46 |
| Tableau 2 Durée moyenne entre l'octroi de l'agrément d'adoption et le placement en vue d'adoption | 47 |
| Tableau 3 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption | 48 |
| Tableau 3 Âge moyen des futures familles adoptives et des enfants au moment du placement en vue d'adoption | 48 |

ANNEXES

| | |
|--|----|
| Tableau A2-1. Nombre de pupilles de l'État par département | 64 |
| Tableaux et pyramide A2-2. Structure par sexe et âge des pupilles de l'État présents au 31 décembre 2021 | 66 |
| Tableaux et pyramide A2-3. Structure par sexe et âge des enfants lors de l'admission comme pupilles de l'État | 67 |
| Tableaux et graphique A2-4. Durée de prise en charge par l'ASE avant l'admission comme pupille de l'État | 68 |
| Tableau A2-5. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par département | 69 |
| Tableau et graphique A2-6. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par année de naissance | 71 |
| Tableaux A2-7. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par âge à l'admission | 72 |
| Tableaux A2-8. Conditions d'admission des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge antérieure à l'ASE | 73 |
| Tableau A2-9. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par départements | 74 |
| Tableau A2-10. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par année de naissance | 76 |
| Pyramides A2-10 bis. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021 par âge | 77 |

| | |
|--|-----|
| Tableaux A2-11. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par âge lors de l'admission | 78 |
| Tableaux A2-12. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission | 79 |
| Tableaux A2-13. Modalités d'accueil des pupilles de l'État au 31/12/2021, situation par condition d'admission | 80 |
| Tableau A2-14. Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non placés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par département | 81 |
| Tableau A2-15. Motifs d'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par année de naissance | 84 |
| Tableau A2-16. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par âge lors de l'admission | 85 |
| Tableau A2-17. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission | 86 |
| Tableaux A2-18. Motifs de l'absence de projet d'adoption pour les pupilles de l'État non confiés en vue d'adoption au 31/12/2021, situation par condition d'admission | 87 |
| Tableau A2-19. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par département | 88 |
| Tableaux A2-20. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par année de naissance | 90 |
| Tableaux A2-21. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par âge lors de l'admission | 91 |
| Tableaux A2-22. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par durée de prise en charge à l'ASE avant l'admission | 92 |
| Tableaux A2-23. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par condition d'admission | 93 |
| Tableaux A2-24. Besoins spécifiques des pupilles de l'État au 31/12/2021 (confiés ou non), situation par modalité d'accueil | 94 |
| Tableau A3-1. Nombre de pupilles de l'État admis et sortis en 2021 par département | 96 |
| Tableau A3-1 bis (1 sur 2). Nombre de pupilles de l'État admis et nés en 2021, situation par département | 98 |
| Tableaux et pyramide A3-2. Structure par sexe et âge des enfants admis comme pupille de l'État en 2021 | 100 |

| | |
|---|-----|
| Tableau A3-3. Conditions d'admission des pupilles de l'État admis en 2021, situation par âge lors de l'admission | 101 |
| Tableaux A3-4. Modalités d'accueil au 31/12/2021 des pupilles de l'État admis en 2021, situation par âge lors de l'admission | 102 |
| Tableau A3-5. Besoins spécifiques des pupilles de l'État admis en 2021, situation par sexe, âge lors de l'admission, condition d'admission et modalité d'accueil | 103 |
| Tableaux et pyramide A3-6. Structure par sexe et âge des enfants ayant quitté le statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021 | 104 |
| Tableau A3-7. Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021, situation par année de naissance | 105 |
| Tableau A3-8. Modalités de sortie du statut de pupille de l'État au cours de l'année 2021, situation par année d'admission | 106 |
| Tableau A3-9. Nombre de pupilles de l'État placés en vue d'adoption en 2021, situation par département | 107 |
| Tableau et pyramide A3-10. Structure par sexe et âge des pupilles de l'État placés en vue d'adoption au cours de l'année 2021 | 109 |
| Tableau A3-11. Lieu de placement des enfants placés en vue d'adoption, au cours de l'année 2021 selon les conditions d'admission | 110 |
| Tableaux A3-12. Types de familles adoptives des enfants placés en vue d'adoption durant l'année 2021, situation en fonction de l'existence de besoin spécifique | 110 |
| Tableau A4-1. Situation de certains pupilles, admis au titre des articles L. 224-4.1°, 2° et 3° du CASF, situation par département | 112 |
| Carte A4-2. Taux de naissances avec demande de secret de l'identité de la mère pour 100000 naissances en 2021 | 114 |
| Tableau A5-1. Fonctionnement des conseils de famille, composition des conseils | 116 |
| Tableau A5-2. Fonctionnement des conseils de famille, examens de situations | 119 |
| Tableau A5-3. Fonctionnement des conseils de famille, consultations des dossiers et auditions | 121 |
| Tableau A5-4. Réunions des conseils de famille, contenu des délibérations | 124 |
| Tableau A6-1. Données sur les agréments d'adoption par département en 2021 | 128 |

L'ONPE recueille chaque année des données exhaustives remontées par l'ensemble des services déconcentrés de l'État sur la situation des pupilles de l'État, le fonctionnement des conseils de famille et les agréments d'adoption.

Elle permet notamment de suivre les évolutions des pupilles de l'État au 31 décembre de chaque année, leurs profils et de mieux connaître les conditions d'admissions et de sorties des enfants dans ce statut.

L'enquête réalisée en 2022 porte sur la situation des pupilles de l'État au cours de l'année 2021, elles montrent les effets de la loi du 14 mars 2016.



Observatoire national de la protection de l'enfance

GIP France Enfance Protégée

BP 30302- 75823 Paris Cedex 17 – Tél : + 33(0)1 53 06 68 68

www.onpe.gouv.fr – ISSN 2827-0355

Pour s'inscrire à la
Lettre mensuelle de
l'ONPE, [cliquez ici](#)

